LVMIERE
ET VIE

Tome XVII Novembre-Décembre 1968 N° 90

Le spectacle de ce que nous sommes

La ville n'est pas un thème de réflexion étranger à la foi, une de ces « réalités temporelles », ambiguës et fragiles, que l'Eglise « assume » comme de l'extérieur, au service de laquelle il est souhaitable, encore que facultatif, que s'engagent les chrétiens. Comme si nous n'y étions pas. Comme si nous ne l'étions pas. Car la ville, c'est nous : que nous nous sentions étrangers à elle ou que nous l'aimions, que nous soyons écrasés par ses servitudes ou exaltés par les possibilités qu'elle offre, que nous soyons planificateurs ou pauvres piétons, c'est nous qui lui donnons son visage concret, comme elle nous donne le nôtre. Nous nous plaignons de ses embouteillages et de ses piétinements, mais c'est nous qui les créons. Nous souffrons de son anonymat, mais cette foule solitaire, c'est nous qui la formons. Cet homme, les traits tirés, à l'arrêt du bus, ce flâneur émerveillé, cet automobiliste énervé, ce passant courtois, cet étranger à la fois timide et curieux, c'est nous, ce sera nous, tout à l'heure ou demain, ici ou ailleurs. Tout ensemble spectateurs et acteurs, nous nous donnons, dans la ville, le spectacle de ce que nous sommes.

La ville n'est pas une chose. La ville n'est pas un lieu. Elle est ce nœud vital, ce point d'ancrage collectif à partir duquel chacun de nous advient à lui-même, à autrui, à l'espace et au

temps. « Mémoire en même temps que projet. Espace temporel. Elle est la mère de l'histoire ». Mère et pédagogue qui nous modèle tout autant que la façonne l'amalgame contradictoire des ambitions, des idéaux, des désirs et des faiblesses que nous portons.

Concentrer notre attention sur le phénomène urbain contemporain, comme nous tentons de le faire dans le présent cahier, ce n'est donc nullement nous pencher sur une question extérieure ou lointaine, c'est accepter de regarder en face l'image de nous-même que nous construisons. Il ne s'agit pas de se plaindre. Il ne s'agit pas de juger. Il s'agit de comprendre et de promouvoir cet homme urbain que nous sommes.

Pour ce faire, la parole est d'abord donnée au géographe, en la personne de M. Jean-Baptiste Charrier, assistant à l'Institut de géographie de Dijon. Sa description très fouillée des différents modes d'établissement urbain nous montre que les villes ne sont pas des entités inertes, mais des organismes vivants, aux fonctions multiples, exerçant une vie de relation.

Les deux articles qui suivent évoquent deux dimensions fondamentales de la situation d'aujourd'hui. Dans le premier, le P. Paul Cuny, professeur de sociologie aux Facultés catholiques de Lyon, souligne le fait que la crise urbaine n'est pas seulement un phénomène spatial, mais aussi, et peut-être d'abord, une distension des mentalités collectives, qui n'ont pas encore forgé les modèles psychologiques et spirituels qui leur permettraient de s'adapter aux conditions matérielles qui leur sont faites.

Non moins fondamentale pour la vie urbaine d'aujourd'hui est la naissance d'une profession visant à la prise en charge, par la technique et le savoir humains, du devenir des villes, jusqu'ici souvent incontrôlé. Après avoir présenté l'évolution des recherches en ce domaine depuis l'âge classique, M. Robert Auzelle, professeur d'urbanisme à l'Université de Paris et à l'Ecole nationale supérieure des Beaux-Arts, nous expose les inadaptations diverses qui grèvent l'existence de la

ville d'aujourd'hui et les grands choix qui permettraient à la ville de demain d'être plus humaine.

*Dans la même optique, mais sur des points différents, M. Robert Caillot, d'*Economie et Humanisme, *pose très concrètement un certain nombre d'exigences humaines de l'urbanisation.*

Le P. Jean-Yves Jolif médite pour sa part sur le lien de réciprocité qui unit l'homme à la ville. Comparant les conceptions de l'espace impliquées dans la ville médiévale et dans la ville moderne, il nous permet de découvrir que chaque type d'établissement urbain renvoie nécessairement à un jeu de rapports sociaux, à une vision du réel dont il revient au philosophe de déployer la signification.

Spectacle de ce que nous sommes, la ville reflète aussi nos rêves et nos aspirations les plus profondes. Les poètes l'ont su dire et nul, peut-être, mieux que Baudelaire n'a exploité ces multiples réseaux de correspondances symboliques. M. Marc-André Vial, professeur à la Faculté des Lettres de Lyon, fait revivre pour nous le regard que Baudelaire pose sur Paris, les images qu'il en reçoit et dont il fait le matériau expressif de son mysticisme torturé.

*Jérusalem, Babylone : deux thèmes bibliques qui nous parlent de la ville. Le P. Claude Bourgin, s'appuyant sur l'*Apocalypse, *en tire une méditation poétique d'une surprenante actualité.*

La dimension proprement théologique des réflexions développées dans ce cahier est évoquée, comme en postface, dans une présentation de la Théologie de la ville *que l'abbé Joseph Comblin a récemment publiée.*

On trouvera enfin dans ce numéro la seconde partie de la chronique sur l'Assemblée mondiale du Conseil œcuménique que le P. René Beaupère avait commencée dans notre précédente livraison.

*
* *

Puisque ce numéro est le dernier de 1968, il nous est agréable de souhaiter à nos lecteurs et amis une bonne et féconde

année 1969. Lumière et Vie *souhaite continuer de leur être utile et de bénéficier de leur soutien et de leur amitié. Les ensembles que nous préparons aborderont les thèmes suivants : la violence, Israël et la conscience chrétienne, la vie sociale du peuple de Dieu, l'eucharistie et le monde, réflexions sur l'existence morale.*

Nous disons notre reconnaissance à tous ceux qui voudront bien nous exprimer leur confiance en renouvellant rapidement leur abonnement. On comprendra sans peine que nous ayons été contraints de réajuster nos tarifs. Malgré les difficultés de chacun, nous espérons que de nombreux abonnements de soutien nous aideront à assurer le service de la revue à certains lecteurs des terres de mission et des pays de l'Est européen.

ANATOMIE ET PHYSIOLOGIE DES VILLES

> « *Le langage et les villes demeurent les plus belles œuvres de l'art des hommes.* »
>
> L. MUMFORD

Le phénomène urbain retient de plus en plus l'attention. Le temps n'est plus par exemple où les auteurs des grandes thèses régionales de l'école géographique française, après avoir fouillé minutieusement la description des paysages ou des activités rurales, consacraient *in fine* un chapitre parcimonieux à la présentation des villes. Celle-ci, presque toujours conçue sur le plan historique, abordait ensuite l'analyse des « fonctions » urbaines — en privilégiant fréquemment parmi celles-ci les activités liées à l'industrie — sous un aspect plus énumératif que vraiment synthétique. Cette conception atomistique conduisait tout naturellement à isoler la ville de son environnement, considéré comme un simple cadre passif, et non comme un espace vivant en symbiose avec la ville, et tissant avec elle des liens de toute espèce. L'analyse, pourtant fondamentale, des relations ville-campagne et des relations de ville à ville, permettant de substituer à l'étude des centres urbains isolés, celle, beaucoup plus riche d'enseignements, des réseaux urbains régionaux, fait son apparition tardivement dans la littérature géographique. De même, les études précises sur la localisation interne des différents faits fonctionnels, et la répartition à travers la cité des espaces socio-économiques.

En même temps, les économistes, lorsqu'ils abordaient les problèmes urbains, se montraient souvent plus soucieux d'élaborer des théories générales de la ville que de procéder à

l'examen de cas précis et concrets ; l'intérêt porté aux villes alla pourtant croissant, de pair avec l'intérêt de plus en plus marqué pour l'étude des économies régionales. Les sociologues, pour leur part, apportaient des contributions très utiles à la connaissance du milieu urbain, mais sans se préoccuper suffisamment, au goût du géographe, des faits de localisation, et de la dimension spatiale des phénomènes étudiés.

Peu à peu cependant, par des approches fort diverses au départ, mais finalement convergentes, géographes, sociologues, économistes, historiens, pour ne citer que les principaux spécialistes intéressés, tout en respectant l'originalité des points de vue de leurs disciplines respectives, en sont venus à définir des thèmes d'étude et des méthodes permettant une appréhension correcte du fait urbain dans sa totalité. Les urbanistes enfin, venus de la *praxis,* renonçaient à une conception trop étroitement utilitaire de leur art, et prenaient conscience de l'impérieuse nécessité d'insérer leurs créations dans un espace, non seulement architectural, même au sens large du terme, mais aussi sociologique et économique. D'où l'appel, dans les meilleurs des cas tout au moins, à de véritables équipes chargées de prospecter celui-ci, avant que n'interviennent les décisions, d'autant plus délicates à prendre que la ville se comporte comme un organisme vivant, où les parties sont solidaires du tout et où des interventions inopportunes peuvent entraîner des conséquences désastreuses.

Ce renouveau d'intérêt porté aux villes et aux populations urbaines se justifie aisément à la fois par leur croissance très rapide, dans tous les pays du monde, par le fait que les pays les plus riches sont d'ores et déjà de façon presque systématique les plus urbanisés, par le fait aussi que, sans aucune exception, dans tous les pays, la part du revenu national produit (et, *a fortiori,* consommé) par les populations citadines, sur le total du produit ou du revenu national, est largement supérieure au pourcentage numérique de ces populations par rapport à la population totale.

On peut estimer qu'en 1968, environ 1/6e de la population mondiale vit dans des agglomérations de plus de 100 000 habi-

tants, et le tiers de celle-ci dans des agglomérations qu'on peut qualifier d'« urbaines » ; dans tous les pays économiquement développés, y compris le Japon, la population urbaine l'emporte numériquement sur la population rurale. Dans les pays comme l'Angleterre et l'Australie, avec 80 % et plus de la population vivant dans les villes, le fait urbain, suivant la formule de P. George, « écrase la vie nationale » ; l'Allemagne de l'Ouest et les Pays-Bas présentent des pourcentages à peine inférieurs. En France même, la population rurale qui était de 76 % en 1846 tombe à 50 % en 1930, à 37 % en 1962 et se réduira, selon toute probabilité, à moins de 30 % entre 1980 et 1985. Quant aux pays dits « sous-développés », la part de la population rurale y dépasse encore fréquemment 70 % de la population totale.

Autrement dit, il existe, d'une façon générale, une relation inverse entre degré d'urbanisation et pauvreté ; ce qui revient à dire que les populations urbaines jouissent d'un revenu moyen *per capite* nettement supérieur à celui des ruraux. Ainsi en France, un peu moins de 20 % d'actifs employés dans l'agriculture disposent de 10 % à peine du revenu national. Sans doute, la population rurale ne se compose pas uniquement (ni même dans certaines régions ou dans certains pays, principalement) d'agriculteurs ; néanmoins, toutes les statistiques s'accordent pour démontrer qu'en dehors même des professions agricoles, la disparité de revenus demeure importante entre ouvriers, commerçants, médecins même, de la ville et de la campagne, des départements ruraux et des départements. urbains. Au reste, ce phénomène de disparité n'a rien de spécifiquement français. On le retrouve, dans des proportions quasi identiques, non seulement chez la plupart de nos voisins européens, mais dans des pays aussi différents en apparence que les Etats-Unis — où la productivité de l'agriculture et le revenu des agriculteurs sont de loin les plus élevés du monde — et l'U.R.S.S. — où cependant un des objectifs du marxisme était la liquidation des antagonismes ville-campagne. Rarissimes sont les pays où les agriculteurs approchent de la fameuse « parité » : ceux du Danemark en sont encore assez loin, en dépit de la remarquable organisation du système coopératif ;

quant à la Grande-Bretagne, il s'agit d'un cas tout à fait particulier, dans la mesure où les agriculteurs y sont en fait, suivant la vigoureuse expression de C. Moindrot, des « pensionnés de l'Etat ». Dans les pays sous-développés — en dépit de l'effarante misère des occupants des bidonvilles — le rapport relatif des revenus est en général encore majoré au profit des citadins surtout ceux des grandes villes ; capitales, ports, centres de grand commerce.

Lieux privilégiés de la production, et, plus encore, de la consommation des richesses, les villes sont aussi les lieux privilégiés de concentration des cultures, au sens large, où s'élaborent, et, ensuite, se diffusent par priorité, les innovations, techniques comme idéologiques. Parasitaires parfois, quand elles localisent les résidences des grands propriétaires latifundaires, comme dans le monde méditerranéen, asiatique ou latino-américain, ou encore celles des fonctionnaires, ambassadeurs ou ministres aux ressources abusives, vigoureusement dénoncés par R. Dumont dans *L'Afrique Noire est mal partie*, les villes ont cependant la tâche de créer, de transmettre, d'animer. Lieux privilégiés de concentration des cerveaux, elles ont pour mission d'inventer — ce sont les métropoles — ou de diffuser les modes de vie nouveaux. Elles s'opposent ainsi, du moins dans les civilisations traditionnelles, aux campagnes, peu susceptibles d'innover et prêtes à vivre indéfiniment sur des héritages culturels souvent dignes de respect, mais inertes et comme figés dans leurs aspects folkloriques.

Monde plus riche, plus cultivé — Platon écrivait déjà en substance que les idées naissent de la confrontation des idées, c'est-à-dire de la fréquentation des autres hommes là où ils sont réunis, plutôt que de la contemplation de la nature — la ville est aussi, et peut-être avant tout, un milieu diversifié, qui offre, avec le maximum de prodigalité, les chances de promotion sociale. C'est dire que la civilisation de consommation s'épanouit pleinement à la ville, dont la campagne est en quelque sorte le sous-prolétariat ; quant à ceux qui la contestent, c'est encore au nom d'idéologies à bases essentiellement urbaines, même si celles-ci sont conscientes que la ville, la grande ville surtout, engendre d'autres aliénations.

Ici depuis des siècles, là depuis quelques dizaines d'années seulement, l'homme des champs souffre d'un complexe d'infériorité plus ou moins larvé à l'égard du citadin. Un citoyen de seconde zone : tel apparaîtra le campagnard à ses propres yeux, et à ceux des gens de la ville, responsables de son complexe ; en italien, « cittadino » signifie à la fois citoyen... et citadin. Il est vrai qu'en ce domaine des mentalités, un abîme sépare aussi l'habitant de la métropole de l'homme de la petite ville, le complexe de supériorité croissant de manière quasi proportionnelle avec la taille de l'agglomérat urbain.

I. VERS UNE DEFINITION DE LA VILLE

Mais qu'est-ce que « la ville » ? Il est presque impossible d'en donner une définition qui ne prête pas à contestation. Sans doute une ville est-elle une agglomération « d'une certaine importance numérique ». Mais où fixer la limite inférieure ? Celle de 2 000 habitants retenue officiellement en France et dans d'autres pays plus ou moins comparables, est tout aussi arbitraire que les minima différents proposés dans d'autres pays. En fait, tout dépend, entre autres facteurs, du contexte régional : dans un milieu sous-urbanisé, à dominante rurale, une agglomération de moins de 2 000 habitants peut rayonner sur une assez vaste zone d'influence, et disposer d'équipements d'une certaine qualité, supérieurs à ceux d'une agglomération numériquement beaucoup plus importante noyée dans une zone urbanisée.

Le statut juridique de « cité », là où il existe, a encore moins de signification, comme le montre bien l'exemple des « bourgs pourris ». Ainsi Cambridge, avec près de 100 000 habitants, et une Université prestigieuse, n'est pas considérée comme un « borough » ; inversement, en Italie, Vinci, qui n'est qu'un village d'un millier d'habitants, porte le titre de *città*, décerné en hommage à la modeste patrie de Léonard.

Pour des analyses plus subtiles, se situant au niveau régional, l'aspect architectural, voire une certaine « tradition urbaine », pourront être pris en considération pour distinguer la petite ville, mieux pourvue en monuments, plus richement

bâtie, du simple bourg. Mais cette fois encore, le critère d'application demeure fragile, quand il n'est pas simplement subjectif. Spécialement dans le monde méditerranéen et oriental, ou encore en Amérique Latine, la petite ville, sur le plan de l'urbanisme, ne diffère pas fondamentalement de la grosse bourgade. Dans le contexte d'un urbanisme tout à fait différent, le même problème paraît se poser pour les petites agglomérations du Middle-West américain ; se posera-t-il demain avec les « agrovilles » soviétiques ?

Aussi, le véritable critère de différenciation paraît-il bien « fonctionnel ». Autrement dit, ce serait le genre de vie dominant des habitants qui ferait d'eux des citadins. Effectivement, on a, depuis longtemps déjà, proposé de refuser la qualité urbaine pleine et entière à de grosses agglomérations, parfois riches de plusieurs milliers, voire de plusieurs dizaines de milliers d'habitants mais essentiellement peuplées de paysans (travaillant en dehors de l'agglomération), comme il en existe des dizaines d'exemplaires dans l'Italie méridionale (les fameuses « villes rurales » des Pouilles), dans la Plaine Hongroise, mais aussi en Egypte, en Irak, et, probablement aussi en Inde et Chine.

La ville serait donc une agglomération, « d'une certaine importance », essentiellement peuplée de non-paysans. Malheureusement, le problème ne paraît pas résolu pour autant. Une cité ouvrière aux activités tertiaires réduites au strict minimum pour satisfaire les besoins les plus élémentaires de sa population est-elle véritablement une ville ? Une commune-dortoir, même si elle se targue d'une population de quelques dizaines de milliers d'âmes, rejoint-elle nécessairement le niveau urbain ? Et que penser de ces moyennes et grosses bourgades passées plus ou moins brusquement d'une activité agricole (ou de commercialisation des produits agricoles) à une activité industrielle dominante, ou, du moins, conservant (provisoirement) un genre de vie mixte, telles qu'on en rencontre en grand nombre dans le Sud-Est Anglais, le Bénélux, l'Allemagne rhénane, le Mittelland suisse, et dans le « triangle industriel » italien, sans parler de la *Megalopolis* américaine ? Cependant, en dehors même des bourgades industrialisées, les

campagnes elles-mêmes ont tendance à se déruraliser. En Angleterre, aux U.S.A., beaucoup plus de la moitié des populations dites rurales travaillent en fait hors de l'agriculture, soit qu'il s'agisse de migrants quotidiens du travail, habitant le village et ayant leur emploi dans la ville proche, soit que l'industrie elle-même, dans le cadre des possibilités de la révolution néotechnique, s'installe au village, voire en rase campagne, le long des grand axes de communication.

Réalité du XIXe siècle — à quelques exceptions près, dont les activités minières — l'identification entre ville et travail industriel ne présente plus le même caractère de nécessité rigoureuse. L'extraction pétrolière, l'installation de barrages hydro-électriques ne suscitent plus obligatoirement de créations urbaines ; inversement, l'industrie légère s'installe volontiers au village, sous la condition que celui-ci ne soit pas irrémédiablement isolé.

Ainsi apparaissent des zones urbaines ou urbanisées, dont le prototype est la *Megalopolis* de J. Gottmann, étirée sur plus de 600 km entre Washington et Boston, où les paysages ruraux tiennent encore plus de place que les espaces proprement urbains, mais dont la population est dans sa très grande majorité de « rural non farmers » ; le Sud-Est anglais, avec ses « commuters » qui bénéficient du réseau d'autobus peut-être le plus dense du monde, appartient au même type.

Mais la légion urbaine — ou urbanisée — aux fortes densités et aux activités essentiellement non agricoles, ne se confond pas pour autant avec la ville ; c'est en réalité un agglomérat de villes, banlieues, villages, espaces verts, champs et friches. Est-ce à dire que la ville du XXe siècle n'existe plus, noyée dans l'univers mouvant des espaces péri-urbains ou en cours d'urbanisation ? Certes non. Simplement, sa signification, et ses limites, sont sans doute plus malaisées à cerner que celles de la ville d'autrefois, clairement définie par opposition à un monde rural alors presque exclusivement agricole.

Toutefois, aujourd'hui comme hier, dans l'organisme que constitue un espace régional donné, la ville demeure un centre nerveux, chargé de fournir et de recueillir les impulsions fon-

damentales. C'est dire que, dans cette optique, on considère la ville comme lieu privilégié de la vie de relations et de la distribution des services. La ville s'ouvre à la fois sur sa région et sur le reste du monde ; avec plus ou moins d'autorité, elle met celle-ci en contact avec celui-là Dans cette optique, la région apparaît comme un champ de forces gravitant sur la ville ; c'est l'« espace fonctionnel » d'E. Juillard, « qui s'exprime moins par des limites que par son centre, et par les réseaux de tous ordres qui en émanent ».

En fin de compte, la définition proposée ne peut guère qu'être tautologique : la ville se définit par un certain niveau qualitatif, en deçà duquel il n'est que vie de relations élémentaire : banalité des services offerts, faible diversification des activités. C'est dire aussi qu'entre « la ville » et « la campagne », plus précisément entre la petite ville et le simple bourg, la coupure n'est pas absolument radicale. *A fortiori*, les limites que l'on peut proposer entre la petite ville et la ville moyenne, entre celle-ci et la grande ville, etc. En somme, de la ville mondiale au plus humble village, l'habitat humain forme un *continuum*, à l'intérieur duquel il est malaisé de déceler les sauts qualitatifs.

On peut toutefois s'accorder sur un certain nombre de critères, à condition de ne pas se faire illusion sur l'universalité de leur valeur. Ainsi, l'aéroport « de classe internationale », les centres de recherches coûteuses, les professions rares exerçant un quasi monopole sur une région étendue, la présence d'ateliers de création — qu'il s'agisse de mode, de théâtre ou de bureaux d'études — la domiciliation de sièges sociaux de grandes sociétés industrielles, commerciales ou bancaires, d'activités de presse à large diffusion, de radio ou de télévision, de maisons d'édition, d'une Bourse des valeurs, la présence de consulats étrangers ou d'ambassades, la qualité des équipements universitaires ou hospitaliers... : ces divers éléments fondent le niveau de la métropole. En restreignant peu à peu les exigences requises, on passe par paliers successifs aux niveaux respectifs de la capitale régionale, du centre, puis du sous-centre régional (éventuellement villes-relais, quand l'attraction de la capitale régionale ne se fait plus suffisamment sentir), de la pe-

tite ville enfin. Une intéressante classification hiérarchique des principales villes françaises, proposée par MM. Rochefort et Hautreux[1] sur la base des services offerts par ces villes et de leur attraction extérieure, fait apparaître des différences significatives par rapport à un classement opéré sur la simple base des effectifs numériques des populations.

Pour séparer la petite ville du bourg, on a pu proposer de réserver la qualité urbaine aux agglomérations pourvues de commerces de gros, à l'exclusion toutefois des commerces de gros alimentaires ou de certains types trop répandus ; mais la présence de certains commerces de détail « rares » (bijouteries spécialisées, magasins de fourrures) semble tout aussi significative. La qualité des services *sensu stricto* intervient également. Par exemple en France, si l'existence d'un cinéma, d'un guichet bancaire, d'un C.E.G., la présence d'un notaire, d'un généraliste, d'un pharmacien, caractérisent un niveau qui ne dépasse pas encore celui du gros bourg, l'existence d'un théâtre, d'une agence ou de plusieurs guichets bancaires, d'un lycée, de quelques médecins spécialistes, d'un hôpital même modeste, d'une ou plusieurs agences d'« affaires » signalent le niveau urbain, même si accidentellement un de ces éléments vient à manquer.

L'attraction exercée sur le milieu environnant est un élément de décision important, à condition toutefois de le manier avec précaution. Dans une région très urbanisée, où les villes « se touchent », il est évident qu'un certain nombre d'entre elles n'exerceront qu'une influence extérieure très limitée. Il peut en aller de même dans le cas d'une agglomération essentiellement industrielle, dont les commerces et services sont presque exclusivement au service de la population citadine elle-même. Inversement, plusieurs centaines de migrants quotidiens du travail peuvent converger vers une usine située en rase campagne, ou à proximité d'un gros bourg. Le jugement devra être plus nuancé si la même quantité de migrants ont leur emploi dans un grand nombre d'ateliers aux activités diversifiées. Mais la qualité urbaine, en général,

1. Cf. *Annales de Géographie*, nov.-déc. 1965.

ne sera acquise que si une certaine attraction des commerces ou des services de l'agglomération se combine et s'ajoute à l'attraction liée à des motifs strictement professionnels.

Ce qui revient à dire que le milieu urbain, ou mieux citadin, par opposition à celui des campagnes plus ou moins urbanisées, se définit aussi par la diversification supérieure des activités et des milieux professionnels.

La difficulté de proposer une définition de la ville a pour cause évidente la diversité concrète du phénomène urbain, dans l'espace comme dans le temps. Diversité physionomique sans doute, mais aussi et d'abord diversité des fonctions, et par là même, diversité des problèmes.

II. LES FONCTIONS URBAINES

La richesse et la diversification des activités urbaines sont allées croissant au cours de l'histoire. En schématisant considérablement, on peut considérer que la coupure fondamentale se situe par rapport à la « révolution industrielle ».

Fonctions de la ville pré-industrielle

Non, certes, que les villes antérieures constituent une unique famille, aux fonctions homogènes : il s'en faut même de beaucoup. Néanmoins, l'urbanisation présente alors un certain nombre de caractères communs : partout, les populations citadines ne constituent qu'une faible minorité par rapport au total des populations ; les villes demeurent en général petites ou moyennes, à l'exception de quelques très rares capitales d'Empires ; sans parler des villes de la Chine ou de l'Inde ancienne, au sujet desquelles on ne peut guère fournir de précisions numériques, Rome, Alexandrie et Constantinople furent vaisemblablement les seules « villes millionnaires » de l'humanité, avant que Londres ne retrouve ce chiffre tardivement, entre 1801 et 1821. Encore ces très grandes villes sont-elles avant tout des centres de consommation, prélevant aux dépens des Empires qu'elles administrent la plus grande part des richesses dont vivent leurs populations ; par là même, ces grandes villes sont vulnérables : les capitales de l'Inde par exemple s'effondrent ordinairement avec les dynasties qui les ont vu naître : la dynastie suivante rebâtit ou non

sur le même site. Rien n'illustre mieux la prépondérance du pouvoir politico-militaire accompagné et renforcé souvent par le pouvoir religieux qui s'identifie plus ou moins au pouvoir culturel. La grande ville est avant tout le fait du Prince ; à l'ombre du Palais, autour duquel gravitent des aristocraties ou des oligarchies numériquement limitées, se presse toute une foule de petits marchands, artisans, etc., qui fabriquent des produits de luxe pour cette clientèle restreinte ; la plèbe vit de petits métiers ou de la faveur des grands dont elle constitue la clientèle. Le commerce joue un rôle très variable ; dès l'Antiquité, le grand commerce, spécialement le commerce maritime, assure la suprématie de quelques orgueilleuses thalassocraties, comme les villes phéniciennes, puis leur succursale d'Occident, Carthage ; à l'exception des capitales, les grandes villes sont presque toujours des ports, portes d'entrée ou de sortie précisément des capitales. Les nœuds de trafic, fluvial ou terrestre, points de passage obligés, sont également privilégiés. Toutefois, avec P. George, on peut noter qu'une distinction s'établit assez précocement entre les villes d'Orient par exemple « où le secteur commercial, subordonné, protégé, ne fait jamais figure d'arbitre de la vie urbaine », et les villes de l'Occident médiéval où, à l'inverse, la renaissance urbaine d'après l'an Mil voit précisément le marchand prendre la première place dans la cité, après en avoir chassé le féodal : la Florence des Médicis symbolise magnifiquement une telle évolution.

Toutefois, la grande majorité des villes de l'Ancien Régime demeurent petites, à l'échelle de la petite région qu'elles commandent, pénétrées d'influences et d'intérêts ruraux. La France du XVII[e] siècle est encore ainsi constituée de petites cellules juxtaposées, vivant pratiquement en vase clos, communiquant fort peu les unes avec les autres. A l'exception de la capitale déjà démesurée, les villes les plus actives sont les ports atlantiques où se réalise l'accumulation primitive du capital.

La première révolution industrielle

Un véritable bouleversement de l'équilibre villes-campagnes se déclenche avec la révolution industrielle, apparue

d'abord en Angleterre dans la seconde moitié du XVIIIe siècle pour se propager ensuite d'Ouest en Est sur le continent européen et aux Etats-Unis au cours du XIXe siècle. Les villes se dégagent de la ruralité ambiante ; c'est désormais la campagne qui fait, de plus en plus, figure de secteur subordonné ; les transformations mêmes de celle-ci se font en fonction des nécessités du ravitaillement urbain. L'industrie, jusqu'ici largement rurale, se concentre sur quelques sites favorables : les bassins houillers, les grands ports et les grands carrefours routiers et ferroviaires. Il s'ensuit une véritable explosion urbaine ; des villes nouvelles apparaissent *ex nihilo*, notamment dans les régions charbonnières ; parmi les villes préexistantes, un clivage fondamental s'établit entre un petit nombre d'entre elles, favorisées par leur position, qui grossissent démesurément, tandis que d'autres, à l'écart des canaux ou des voies ferrées, stagnent ou périclitent. L'époque de la première révolution industrielle est celle des concentrations. le « long XIXe siècle » — jusque vers les années 1930 — tend à identifier fait urbain et fait industriel ; soit que les villes naissent de l'industrie, soit qu'elles attirent spontanément celle-ci à elles. La ville-type est la ville manufacturière, dont les moralistes soulignent à l'envi les tares. Dès le XVIIIe siècle en Angleterre, la révolution des enclosures, puis au XIXe, la crise agricole de l'Europe chassent inéluctablement vers les villes les prolétaires des campagnes ; mais, en même temps, la ville, la grande ville surtout, attire aussi, comme l'a bien montré L. Chevalier, les notables ruraux — ou ceux des petites villes — par les chances accrues qu'elle offre de promotion sociale. Il en va de même dans les « pays neufs » de l'époque, les Etats-Unis au premier chef, où, souvent partis avec l'intention de défricher les terres vierges de l'Ouest, les immigrants en provenance du Vieux Monde s'agglutinent finalement en majorité aux villes, séduits par le mirage d'ascensions sociales spectaculaires, ou refluent en un second temps vers elles, déçus par une terre dont la fertilité n'est pas inépuisable.

Richesse des uns, pauvreté des autres, les villes du XIXe siècle ne sont pourtant pas peuplées exclusivement de prolé-

taires ou de manufacturiers. Les activités bancaires, le grand commerce n'ont jamais été aussi florissants. Pour les privilégiés de la fortune naissent les premières villes balnéaires. Les professions tertiaires se développent, qui comportent aussi leur prolétaires : commis des romans de Dickens, vendeuses des grands magasins de Zola, modestes fonctionnaires des nouvelles de Maupassant.

Dans ce même temps, le colonialisme triomphant fait surgir des villes nouvelles dans le reste du monde, qui parfois les ignorait (ainsi, semble-t-il, la plus grande partie de l'Afrique équatoriale forestière) ou accole aux villes indigènes traditionnelles des villes neuves dont les fonctions — essentiellement de grand commerce, dans le cadre d'une économie de traite — apparaissent fondamentalement distinctes des activités traditionnelles qu'elles perturbent plus ou moins gravement. En revanche, l'industrialisation locale se fait attendre, soit que la métropole ne soit rien moins que désireuse d'altérer le bon fonctionnement du « pacte colonial », soit que ses ressortissants estiment plus profitables à court terme les spéculations commerciales ou para-commerciales, qui n'exigent pas de grosses immobilisations de capitaux. Les quelques industries mises en place par la puissance occupante se bornent ordinairement à des industries de transformation à faible intensité de capital, telles que des industries alimentaires ou textiles : l'industrialisation demeure donc à la fois incomplète et très insuffisante. Encore, dans les meilleurs cas, cette industrialisation est-elle en partie le fait, non des colonisateurs, mais des élites indigènes, formées « à l'européenne », sous la condition que celles-ci renoncent à l'attrait trop répandu des carrières administratives. L'Inde, avec l'œuvre de la famille Tata, en fournit un bon exemple. Cependant, de tous les peuples non blancs, seul le peuple japonais (échappant du reste à la colonisation) devait, à partir de la fameuse ère Meiji, prendre en main son propre destin économique, et par là même accéder en quelques décennies au rang de pays développé. Précocement émancipé, le continent latino-américain manquait au contraire cette même évolution, et au colonialisme politique extérieur, substituait une sorte de colonialisme

intérieur, celui des créoles sur les Indiens et des villes sur les campagnes ; d'où des contrastes spectaculaires entre le monde des campagnes, ordinairement fort pauvres, et celui des villes, où se côtoient le plus grand luxe et la plus grande misère.

La seconde révolution industrielle

La première révolution industrielle, fondée sur le charbon, l'acier, les transports de masse (ferroviaires notamment), avait conduit à une véritable « explosion » urbaine, entraînant en contrepartie le dépérissement de larges portions du territoire ; la seconde révolution industrielle, fondée sur l'apparition de nouvelles sources d'énergie (comme le pétrole et l'électricité) et de nouvelles matières premières plus aisément fractionnables, et plus encore sur le développement des transports routiers, infiniment plus capillaires que le rail, paraît introduire à partir des années 30 en Amérique, et surtout après la seconde guerre mondiale en France, des éléments nouveaux de mécanismes favorables aux décentralisations. Telle est du moins la thèse célèbre de J.-F. Gravier, l'auteur de *Paris et le désert français*. Et, de fait, de nombreux exemples viennent à l'appui de l'auteur ; de petites villes comme Autun, sacrifiées par la desserte ferroviaire, retrouvent un second souffle ; des industrialisations spontanées redonnent leurs chances à de nombreux centres jusqu'alors à l'écart du progrès économique. La liquidation de l'autarcie dans les campagnes (au moins dans les pays développés), les progrès du niveau de vie, le développement et la complexification croissante des fonctions de relation favorisent les activités de service, en même temps que les progrès de la productivité industrielle et de l'automation limitent dans une certaine mesure l'appel à la main-d'œuvre secondaire de base. D'où une progression plus rapide des emplois tertiaires que des emplois secondaires ; aussi observe-t-on des cas relativement nombreux de croissance urbaine dans les villes en état de stagnation, voire de régression industrielle. Ainsi en France, depuis 1954, la quasi totalité des villes sont-elles en progression plus ou moins vive.

Mais ce fait s'explique surtout par la poursuite et l'accé-

lération de l'exode rural ; il ne signifie pas, bien au contraire, que le temps des villes géantes est passé. Si Paris *intra-muros* régresse de quelque 200 000 habitants entre 1962 et 1968, la région parisienne gagne pendant ce temps 750 000 nouveaux habitants ; plus que de décentralisation véritable, il s'agit d'un simple desserrement qui ne met pas en cause la prépondérance parisienne, même si l'attraction de celle-ci semble, pour la première fois, contre-balancée de façon assez efficace par celle des « métropoles d'équilibre ». Ce qui revient à dire que les mécanismes centralisateurs, de l'aéroport à l'ordinateur, du carrefour autoroutier à la concentration des capitaux et des cerveaux, demeurent puissants, et que, sauf exceptions très localisées, ce sont les grandes villes qui continuent à croître le plus en pourcentage. En France, si la politique dite d'aménagement du territoire, dans la mesure où elle privilégie les infrastructures « d'accompagnement », aux dépens de celles d'« entraînement », contribue à corriger dans une certaine mesure le déséquilibre fondamental Paris-province, elle a pour inconvénient de privilégier un petit nombre de villes dont il s'agit de stimuler la croissance à tout prix, aux dépens des réseaux de villes petites et moyennes.

On objectera que le cas de la France, où la tradition centralisatrice a commencé très tôt — bien avant Napoléon, avec Richelieu — est exceptionnel ; néanmoins, dans des pays où l'unité nationale est relativement récente comme l'Allemagne ou l'Italie, on constatait avant la guerre que Berlin accaparait progressivement les fonctions directrices du pays, non seulement sur le plan politique, mais dans le domaine économique, en dépit du contrepoids puissant de la Ruhr ; on voit aujourd'hui Milan accaparer chaque jour davantage la direction économique du pays, c'est-à-dire la domiciliation des sièges des grandes entreprises nationales, malgré la résistance des grandes villes comme Turin, Gênes ou Venise. Et le déséquilibre, au profit d'une seule ou d'un petit nombre de grandes villes, est certainement plus accentué encore dans les anciennes colonies accédant à l'indépendance.

Quand bien même elle accepte d'évacuer partiellement ses établissements industriels ou d'en limiter la croissance, la

métropole conserve les directions, les bureaux d'études, les laboratoires, c'est-à-dire les activités directrices ou « de pointe ». En somme, elle accentue ses caractères tertiaires, monopolisant spécifiquement les activités du tertiaire supérieur, et commandant à distance nombre d'activités secondaires à l'essaimage desquels elle consent volontiers. En France, Paris surtout, mais même Lyon et quelques autres grandes villes illustrent ce processus[2]. La « tertiarisation » paraît plus inquiétante, quand elle prend appui sur des activités de caractère purement administratif ou commercial, avec éventuellement une proléfération parasitaire de ces dernières. Au risque de schématiser à l'excès, une telle prolifération, notamment une prolifération parasitaire de ces dernières. Au risvilles « sous-développées »... qui ne se rencontrent pas uniquement dans les pays sous-développés.

Les villes de ces derniers présentent pourtant des caractères *sui generis.* En premier lieu, elles poussent à l'absurde les caractères précités et, en particulier, l'hypertrophie du secteur commercial à rentabilité limitée et le suremploi administratif. Le parasitisme commercial s'y traduit de plus par la multiplication des intermédiaires, des commerçants ambulants et des « petits métiers » plus ou moins en marge de la loi. Quant aux activités secondaires, l'artisanat ou la toute petite industrie l'emportent généralement sur la grande industrie, qui requiert des investissements *per capite* beaucoup plus considérables : l'homme revient finalement encore moins cher que la machine. Il s'ensuit une productivité fort basse. Et cependant, la ville des pays sous-développés ne parvient pas à occuper convenablement tous ses ressortissants : d'où les taux élevés de chômeurs, de demi-chômeurs, le développement de la mendicité et du travail « noir », y compris de la part de tous jeunes enfants échappant à la scolarisation.

Fonctions urbaines et répartition qualitative de la population

En dernière analyse, le problème fondamental se ramène à celui-ci : de quoi vivent les villes, ou plutôt leurs popula-

2. Cf. J. Labasse, *L'organisation de l'espace*, Paris, Herman, 1966, carte p. 583.

tions ? La théorie permet de séparer, parmi les citadins actifs, une certaine fraction, parfois très importante, employée à satisfaire les besoins mêmes de la population citadine déjà constituée ; à cette population « au service de la ville » s'oppose ce qu'Alexanderson appelle la « population fondamentale », dont les activités, à l'inverse des autres, permettent de rendre compte de l'existence même de la ville [3]. Ces dernières se décomposent à leur tour dans une proportion très variable, en activités « au service de la région », et en activités destinées au contraire à satisfaire les besoins des populations dans un espace beaucoup plus vaste, aux dimensions nationales, voire internationales. Bien entendu, pour celles-ci, il ne pourra s'agir que de la satisfaction partielle des besoins, tandis que, pour les premières, la ville-centre, à quelque niveau que ce soit (toute ville est capitale pour sa zone d'influence), jouit plus ou moins d'un certain monopole. Au demeurant, les rapports ville-région ne s'identifient aux rapports ville-campagne que lorsque la ville se situe au plus humble degré de la hiérarchie urbaine ; les relations de ville à ville jouent un rôle au moins aussi important. Par ailleurs, on ne saurait non plus, sans simplifier abusivement la réalité, identifier les activités au service de la région avec les activités tertiaires, et les autres avec les activités industrielles. Ainsi certaines industries — à commencer par celles du bâtiment, mais il en est bien d'autres — ont-elles des marchés principalement locaux ou régionaux, tandis qu'à l'inverse certaines activités tertiaires, du tourisme international de Paris ou de Rome aux Bourses aux valeurs de New York, Londres, Paris, Zurich, sont de classe mondiale.

De plus, la distinction s'avère délicate dans les faits : l'ouvrier d'une usine d'automobiles appartient clairement à la population fondamentale par rapport au réparateur de quartier, il est clair que les activités d'un spécialiste médical

---

3. Traduction des termes anglais « basic and non basic » ou encore « City forming and City serving activities ». Cf. G. ALEXANDERSSON, *The Industrial Structure of the American Cities*, University of Nebraska, 1955. Application aux villes françaises : J. LE GUEN, in *Annales de Géographie*, 1960.

ou les services d'un « Prisunic » s'adressent aussi bien à la population citadine qu'à celle de sa zone d'influence ; les services d'« import-export », ouverts sur le « grand large », s'adressent en même temps à la ville et à son hinterland.

Pour une étude appliquée à un espace étendu, il sera de toute façon nécessaire de limiter l'ambition à l'utilisation des statistiques courantes. Parmi celles-ci, on retiendra surtout celles qui permettent de caractériser aisément un certain nombre de rapports fondamentaux :

a) Le pourcentage des actifs par rapport à la population totale : celui-ci est d'ordinaire particulièrement bas dans les villes des pays sous-développés, où coexiste une majorité de chômeurs et une minorité de rentiers oisifs, et particulièrement élevé dans les villes industrielles. En Italie, on voit ce pourcentage décroître très régulièrement du Nord au Sud. Une forte proportion de femmes actives caractérise, soit des villes à industries plus spécifiquement féminines (comme le textile), soit des villes pauvres, mais non à chômage endémique, où se fait sentir l'obligation du double salaire familial, soit les villes tertiaires des pays développés où prolifèrent les emplois de vendeuses, secrétaires, employées de bureaux, etc. La pyramide des âges des populations citadines n'est pas non plus indifférente, dans la mesure où, comme on sait, les femmes vivent en moyenne plus longtemps que les hommes.

b) Le rapport population secondaire - population tertiaire : Contrairement à l'opinion courante qui consiste à identifier ville et industrie, en extrapolant à partir d'une réalité bien limitée, celle des villes des «pays noirs » et de la première Révolution industrielle, la plupart des villes trouvent le fondement de leur activité dans le commerce et les services : 60 % des villes françaises de plus de 20 000 habitants, 80 % des villes des Etats-Unis.

c) Parmi les villes principalement industrielles, des subdivisions pourront être introduites, en fonction : *de la plus ou moins grande diversité des activités,* depuis les villes mono-industrielles jusqu'à celles qui offrent une gamme à peu près complète des fabrications ; *de la structure dimensionnelle des établissements,* très variée, depuis les très grosses unités de

production jusqu'aux petits ateliers plus ou moins artisanaux, ceux-ci gravitant éventuellement autour de celles-là, sans minimiser surtout dans les pays sous-développés le rôle du travail en chambre ; enfin *de la structure juridique et capitaliste des entreprises* et des établissements qui en dépendent, un examen particulier devant être réservé au degré plus ou moins élevé d'autochtonéité des capitaux et des pouvoirs de commandement que matérialise la domiciliation des sièges sociaux des actionnaires.

d) En ce qui concerne les activités tertiaires, parmi lesquelles on réservera une place à part aux activités du « tertiaire supérieur », ainsi qu'aux transports et éventuellement aux activités touristiques, un élément de classification intéressant est fourni par *le rapport entre les taux respectifs de la population employée dans les commerces, et de celle occupée dans les différents services*, publics ou privés. Contrairement à ce qu'on aurait pu prévoir *a priori*, parmi la population active fondamentale, dans la majorité des cas, en France tout au moins, la population commerciale est moins représentée que la population dans les services[4]. L'analyse brute des statistiques urbaines concernant ces différentes catégories devra par ailleurs toujours être complétée par un examen sommaire des caractéristiques de la zone d'influence : le suréquipement commercial, par exemple, pourra être seulement apparent quand l'aire de gravitation s'identifie avec des campagnes sous-équipées ; dans d'autres cas, il y aura bel et bien suréquipement, c'est-à-dire pléthore du petit commerce par rapport aux possibilités d'absorption de la ville ou de sa région. Les mêmes considérations s'appliquent également aux services.

En règle générale, la diversification des fonctions croît avec la taille de la ville, encore qu'il existe d'assez nombreux exemples de grandes villes à nette prépondérance industrielle (en France par exemple, Mulhouse, Clermont-Ferrand, Saint-Etienne et même Grenoble) ou, inversement, à industrialisa-

---

4. Cf. J. LE GUEN, *art. cité.*

tion médiocre (cas de nombreuses grandes villes de pays sous-développés, et, en Europe, de la capitale italienne, qui perpétuant, *grosso modo,* la tradition de la Rome antique, demeure avant tout un centre d'administration et de consommation, bien plus que de production) : les grandes métropoles et les villes millionnaires tendent cependant vers un équilibre souhaitable entre activités commerciales, industrielles et de services.

La ville et les mouvements de population

Un autre élément de différenciation essentiel, lié dans une certaine mesure aux aspects qualitatifs précédemment décrits, réside dans leur inégale rapidité de développement. L'industrialisation reste incontestablement un moteur puissant de la croissance, mais ce n'est pas le seul : la croissance de Rome en témoigne, comme, à une autre échelle, celle de Dijon, qui demeure bien supérieure à celle de Chalon-sur-Saône. Par ailleurs, l'industrie moderne ne retient pas nécessairement de façon préférentielle les villes déjà industrialisées : on a déjà eu l'occasion d'évoquer le cas des « pays noirs » qui jouent plutôt le rôle de pôles répulsifs, cependant que des villes agréables, soit par leur climat (Nice)[5], soit par leur vocation touristique (Annecy, Grenoble), soit par leur urbanisme moderne (Caen), attirent aisément les industries néotechniques, dont les cadres apprécient la qualité de l'habitat et des services, y compris éventuellement celle des services universitaires.

En fait, l'histoire démographique des villes, comme celle de tous les établissements humains, est constituée d'une série d'avatars : à des périodes d'expansion vigoureuse succèdent

---

5. Cf. le centre I. B. M. de La Gaude. Les premiers résultats du recensement de 1968 montrent que le Midi est le grand bénéficiaire de l'augmentation de population (+ 17 % pour la région Provence-Côte d'Azur ; devant Rhône-Alpes, 10,3 % et Languedoc-Roussillon, 9,8 %). Au contraire, l'augmentation de la région parisienne (+ 9 %) est moins rapide qu'auparavant. Le ralentissement de la croissance est particulièrement net pour le Nord et la Lorraine.

des périodes d'expansion ralentie, voire de stagnation ou même rarement de régression, ou vice versa.

Le développement démographique urbain résulte de la conjonction — ou de l'antagonisme — de deux uniques facteurs qui sont le *croît naturel* et le *bilan migratoire.* Ce dernier, presque toujours positif dans le cas des villes contemporaines, a été longtemps considéré comme prépondérant, à tel point que, jusque vers les années 1930-40, on accusait les villes, puisant leurs excédents dans les campagnes fécondes, d'être les « tombeaux de la race ». Ce procès, à vrai dire, plutôt que celui de « la Ville » en général, était celui de la ville paléotechnique, de la ville manufacturière, de la ville-taudis, où la promiscuité et les conditions d'hygiène déplorables, engendrant l'alcoolisme, la tuberculose et la syphilis, conduisaient à des taux parfois effarants de surmortalité. Aujourd'hui, à l'inverse, la fécondité urbaine, bénéficiant dans une certaine mesure du desserrement urbain et de l'amélioration (relative) des conditions de logement, souffre la comparaison avec celle des campagnes ; et comme, par ailleurs, un siècle d'exode rural a vidé ces dernières de leurs éléments les plus jeunes et les plus dynamiques, en France notamment, quitte à les repeupler de vieillards retraités, la natalité urbaine tend aujourd'hui à l'emporter sur la natalité en milieu rural. Les « départements tombeaux » sont désormais des départements à la fois les moins urbanisés et les plus pauvres. Fait significatif, sur les 750 000 nouveaux habitants qu'a gagnés la région parisienne dans les six dernières années, 400 000 proviennent du croît naturel.

Ce renouveau de la natalité parisienne — et de celle d'une grande partie des grandes villes — est en effet la conséquence directe du mouvement migratoire qui, depuis diverses décennies, sélectionne à leur profit les adultes jeunes, surreprésentés par rapport à la pyramide des âges nationale ; un mécanisme automatique conduit donc progressivement les villes les plus dynamiques sur le plan du recrutement migratoire à devenir les plus dynamiques également du fait du jeu des mécanismes naturels de croissance. Cependant, aucune loi générale ne saurait être dégagée : il existe des villes à attraction

limitée qui enregistrent cependant des gains importants de population ; tel est le cas de Naples où 83 % des habitants sont originaires de la ville même : la natalité, très forte, est ici du même ordre que celle des campagnes environnantes.

Quant au bilan migratoire, il n'est lui-même que la résultante abstraite de courants de sens opposés. Aussi convient-il de compléter le simple examen arithmétique du bilan I/E par celui du rapport E/I. Ainsi les villes, petites et moyennes notamment enregistrent à la fois l'arrivée de forts coefficients ruraux en provenance des campagnes proches, et le départ d'importants effectifs citadins, soit de vieille souche, soit de récente implantation, vers les villes plus importantes et, en France, singulièrement vers la capitale. Il s'agit là de phénomènes de « turbulence », où la ville joue à la fois, comme le dit B. Kayser, le rôle de pompe tour à tour aspirante et refoulante, et qui s'expliquent très bien par la situation intermédiaire de ces villes, plus riches (en argent, comme en possibilités de promotion sociale) que les campagnes sur lesquelles elles règnent, plus pauvres, dans ces deux domaines, que les très grandes villes et les métropoles.

III. LE PAYSAGE URBAIN

A la diversité des types fonctionnels et démographiques se surajoute celle, sans doute plus considérable encore, des paysages et des cadres de vie urbains. En ce domaine, si des regroupements par grands types de familles sont possibles, chaque ville n'en possède pas moins, comme chaque individu, sa personnalité propre. Aussi bien, chaque ville de quelque importance est-elle riche d'une histoire, indispensable à connaître pour déchiffrer sa géographie. La comparaison s'impose avec l'organisme vivant, où la solidarité du tout s'allie à la diversité des parties.

Le site et le plan

La diversité des paysages urbains se traduit d'abord par celle d'un certain nombre d'éléments extérieurs, tels que le site ou le plan. En ce qui concerne le premier de ces éléments, on notera que les possibilités fondamentales se réduisent à un choix entre un nombre de formules relativement limité ;

par ailleurs, on a fait observer depuis longtemps que le site n'est nullement un élément pérenne : sa valeur est fonction des événements historiques, comme le montre bien l'exemple de ces villes de collines, perchées pour des raisons stratégiques, et qui migrent ensuite vers la plaine lorsque, la sécurité revenue, l'accessibilité et la commodité du centre priment sur toutes les autres conditions ; il est fréquent que les grandes villes aient eu ainsi plusieurs sites différents ; avec l'extension même de l'agglomération, la notion de site change de sens : le site actuel de Paris, ce n'est plus depuis longtemps l'île de la Cité, mais l'ensemble de la cuvette parisienne, avec son cadre de collines et de coteaux.

A partir du site initial, la ville déroule son plan de façon plus ou moins cohérente. Au départ, les possibilités sont théoriquement assez limitées : aux plans géométriques plus ou moins parfaits, qui vont du plan en damier, déjà caractéristique des villes romaines et même de certaines cités hellénistiques, au plan radiocentrique, qui met souvent en valeur le point d'attraction principal de la ville, grande place ou palais, et qui traduisent une volonté délibérée d'urbanisme (même s'il s'agit d'un urbanisme quelque peu élémentaire) s'opposent les plans anarchiques des villes poussées au hasard de la répartition des parcelles, telles que les villes traditionnelles du Moyen Age européen et, plus encore, du monde islamique en offrent un exemple presque caricatural, avec leurs lacis de ruelles plus ou moins aveugles, d'impasses qui s'élargissent ici et là en placettes sans autre loi apparente que celle de la fantaisie. Cependant, de même qu'il est exceptionnel qu'une ville soit entièrement spécialisée dans une fonction donnée, de même il est extrêmement rare qu'elle présente un plan entièrement homogène. La plupart du temps, les villes sont faites de pièces et de morceaux, c'est-à-dire de quartiers, dont l'agencement est plus ou moins cohérent. A la périphérie des villes, le dessin des rues reprend fréquemment celui des anciens chemins ruraux. Par ailleurs, les obstacles naturels, cours d'eau, méandres, reliefs plus ou moins marqués, ou artificiels, tels que la présence de remblais ferroviaires ou autoroutiers, celle de zones répulsives diverses, des

cimetières aux zones industrielles en passant par les terrains vagues de toutes sortes, jouent évidemment un rôle important.

En terrain plat, l'accroissement se produit assez souvent de façon régulière, qu'il s'agisse de villes « ouvertes » ou « fermées ». Dans ce dernier cas, chaque étape du développement se matérialise par la construction de murailles et d'enceintes successives (qui seront souvent ultérieurement transformées en boulevards de ceinture, sur le modèle du Ring viennois et des divers anneaux des boulevards parisiens), vite rendues caduques par le développement de faubourgs *extra-muros*, d'abord linéaires, alignés le long des routes principales qui divergent de la ville, et laissent entre celles-ci des espaces interstitiels qui demeurent longtemps agricoles, avant d'être à leur tour gagnés par les vagues de construction. Dans l'un et l'autre cas, les densités décroissent normalement du centre vers les périphéries, au moins jusqu'à ce que s'amorcent les phénomènes de « city » et la construction de grands ensembles en banlieue.

Autres éléments formels de différenciation des villes traditionnelles, sans parler des « styles régionaux » : la forme des toits, les matériaux de construction... Aux villes de bois, aux villes de pisé, s'opposent les villes de brique, comme Sienne ou Toulouse, et les villes de pierre. Pour ces dernières, la qualité des matériaux fournis par des carrières du proche voisinage favorise plus ou moins l'aspect monumental. Les villes de la périphérie morvandelle, de la Bretagne intérieure ou du Bocage normand ont la sombre couleur des pays de granit ou de schiste avoisinants, les villes des pays calcaires bénéficient au contraire d'un matériau tantôt d'une blancheur éclatante — avant du moins que n'interviennent les injures du temps — tantôt coloré d'une belle patine. Il est vrai que les cités neuves perdent de plus en plus ce cachet, dans la mesure où elles recourent de plus en plus à ces matériaux ubiquistes que sont le béton armé, les poutrelles d'acier ou les cages de verre. Ce faisant, ne perdent-elles pas un peu de leur âme ?

La ville expression d'une culture

Car le site, le plan, les matériaux ne sont encore que des éléments de différenciation relativement extérieurs ; les styles urbains (c'est à dessein que nous n'employons pas l'expression trop restreinte de styles architecturaux) sont autrement éloquents. Mais précisément, ne fondent-il pas leur diversité, au moins en partie, sur celle des matériaux et des techniques de construction ?

Certaines civilisations exceptionnellement stables et étendues ont marqué de leur empreinte de très larges séries urbaines. Ainsi la civilisation romaine — bien qu'il ne subsiste plus que des ruines de ses créations urbaines — en peuplant le monde méditerranéen d'autant de petites Romes, avec leurs forums, leurs théâtres, leurs aqueducs et leurs thermes.

Ainsi la civilisation islamique, avec ses médinas-labyrinthes, ses mosquées, ses maisons aveugles donnant sur des cours ou jardins intérieurs. Ainsi la civilisation hispanique, propagée par la suite en Amérique latine, avec sa *plaza mayor,* la tradition des arcades, ses théâtrales églises baroques. La civilisation chrétienne marque fortement les villes de l'Occident médiéval, lors même qu'après l'an mil le mouvement communal voit s'affirmer aux côtés de l'Eglise la puissance laïque des oligarchies marchandes : la Cathédrale d'une part, de l'autre l'Hôtel de Ville et son beffroi symbolisent cette dualité. D'où l'unité profonde des villes européennes médiévales, en dépit de la diversité des interprétations architecturales (et urbanistiques) par les différentes familles, hanséatique, britannique, française, italienne. Au XIXe siècle, les gares, les ports et les bourses sont devenus les monuments-vedettes, en fonction desquels s'organisent le développement de la ville et la hiérarchie des valeurs urbaines.

C'est dire que le paysage urbain ne peut s'interpréter qu'en fonction d'un contexte plus large, qui est celui de la civilisation qui lui donne naissance. Les premiers gratte-ciel newyorkais symbolisent la puissance ostentatoire du capitalisme américain triomphant, comme, en d'autres temps ou en d'autres lieux, les palais baroques symbolisaient celle d'une aristo-

cratie tirant ses revenus de la grande propriété foncière ; les interminables corons de brique des pays noirs du Nord de la France, du Pays de Galles et des conurbations britanniques traduisent concrètement dans le paysage la misère de la classe ouvrière des temps paléotechniques, comme les bidonvilles ou les ghettos de toute sorte traduisent l'exclusion de la communauté d'un sous-prolétariat diversement développé. Les pays communistes, par volonté idéologique, donnent volontiers la primauté monumentale aux édifices culturels et politiques ; la médiocrité des vitrines commerciales, si complaisamment soulignée par les détracteurs systématiques, est elle-même la conséquence d'un certain choix politico-économique, qui tend à limiter l'importance des fonctions de distribution au profit des fonctions de production.

Chaque type de paysage urbain exprime donc de façon originale et spécifique le rapport des forces économiques et sociales dans la société qui lui donne naissance. Cette traduction intervient, dans les faits, avec plus ou moins de goût, tant sur le plan de l'architecture que sur celui de l'urbanisme proprement dit. Encore le « bon goût » est-il une notion toute relative, et il y a eu des époques pour apprécier les constructions que nous jugeons aujourd'hui si pesantes des architectures de la seconde moitié du XIXe siècle (haussmanniennes, victoriennes, wilhelminiennes et autres) ou les réalisations « monumentales » des régimes nazis-fascistes ; pour ne pas parler des « horreurs » du « modern' style », en comparaison desquelles on serait tenté d'apprécier le plus insipide des cubes ou des parallélépipèdes modernes. D'autres époques au contraire semblent avoir été miraculeusement touchées par la grâce : ainsi le gothique siennois ou flamand, la renaissance florentine, le classicisme français, et certaines architectures baroques. L'architecture moderne, aux lignes nettes et dépouillées, n'est pas sans beauté, à condition de renoncer à l'emploi trop fréquent de matériaux trop économiques et de techniques trop hâtives de construction.

A l'exception de quelques villes figées, arrêtées brutalement dans leur croissance par un accident historique, toutes les villes de quelque importance sont polygéniques, du fait même que leur croissance s'est étalée dans le temps ; pour les grandes

villes, le plus souvent le centre historique ne représente même en superficie qu'une faible partie de l'agglomération. Le Paris de Haussmann est infiniment plus étendu que le Paris des rois ; encore la ville «intra-muros» ne renferme-t-elle pas plus du quart de la population de la région parisienne. De même, les gratte-ciel de Manhattan, symboles par excellence de New York, couvrent une superficie qui n'excède pas le vingtième de celle de l'agglomération, sur la plus grande partie de laquelle s'étalent des bâtisses de brique mornes et sales plus ou moins informes.

Bien que composée d'éléments polygéniques, une ville nous semble « réussie » lorsque ces différents éléments, au lieu de se heurter brutalement se fondent les uns dans les autres, avec plus ou moins de bonheur, dans un certain climat d'ensemble. Mais dans d'autres cas, les coupures sont brutales, parfois même à l'intérieur d'un même quartier, maladroitement « restauré » ou « modernisé » par l'intrusion inopportune de blocs neufs au milieu de vénérables ensembles historiques. Nulle part cependant la dualité n'est aussi apparente que dans le cas des villes coloniales, accolant, sans ménager la moindre transition, la ville « européenne » à la ville indigène traditionnelle. L'évolution peut même être plus complexe quand la ville coloniale est elle-même polygénique : ainsi, au Caire, ou à côté de la ville authentiquement indigène, ou plutôt de ses différents noyaux à l'origine séparés, la ville « moderne » juxtapose des quartiers de pur style victorien déjà vieillis et en partie dégradés, rendus jaunâtres ou grisâtres par la poussière du désert, et les quartiers ultra-modernes, « à l'américaine », destinés tant aux touristes riches, avec l'inévitable hôtel Hilton, qu'aux sièges des grandes affaires, nationales ou étrangères : subtile et linéaire façade d'immeubles cossus et de tours orgueilleuses éclatant de blancheur sur le front du Nil, en arrière de laquelle se profile une réalité beaucoup moins brillante.

Ces mêmes bâtiments de béton et de verre pour loger les bureaux et les populations riches, on les retrouve aujourd'hui dans les centres ou dans les quartiers résidentiels de toutes les métropoles du monde, comme on retrouve, dans les périphé-

ries plus pauvres les mêmes parallélépipèdes de béton ou de brique, différenciés des premiers par la qualité des matériaux, de l'insonorisation, de l'esthétique, par la dimension et le taux de peuplement des appartements — en somme par des critères essentiellement économiques — aussi bien dans les pays d'économie centralisée que dans les pays capitalistes, dans les pays développés comme dans les pays sous-développés (seuls l'importance des bidonvilles, des taudis et les taux de surpeuplement des logements demeurent en principe une triste originalité des villes des pays sous-développés). C'est que la tendance actuelle est à l'uniformisation et à la standardisation des types architecturaux. Cette uniformisation, que l'on peut regretter dans la mesure où elle conduit à l'effacement des aspects les plus originaux des paysages des différentes familles urbaines, n'en est pas moins un phénomène irréversible ; elle n'est que la traduction, sur un plan particulier, de la tendance à l'expansion, sur le plan mondial, d'une civilisation conquérante, la civilisation mécanique née en Occident.

Néanmoins, cette expansion de l'habitat standardisé ne se fait pas sans réticences, ni adaptations aux cultures locales. Ayant adopté les immeubles de prestige, la publicité voyante et les bariolages du néon, au point de surpasser parfois leurs initiateurs américains, les Japonais, quand ils le peuvent, restent fidèles à leurs maisons de bois et de papier, délicates et fragiles. D'une façon générale, il s'en faut de beaucoup que les nouveaux paysages urbains, qu'ils soient d'expansion ou de rénovation, revêtent des caractères en tous points similaires. Pour s'en tenir aux quartiers résidentiels, que de différence entre les quartiers centraux « à prestige » des villes neuves (Brasilia) ou reconstruites (Rotterdam, Caen, Le Havre), les quartiers résidentiels riches — qui sont souvent aussi des quartiers d'affaires, comme le quartier de la Défense à Paris ou de l'E.U.R. à Rome, et les monotones, voire sinistres Z.U.P. et autres « grands immeubles », toujours inachevés, destinés aux classes moyennes et populaires ? Toutes choses égales par ailleurs, le « zoning » social reste un élément essentiel de différenciation : il n'est que de comparer Parly II à Sarcelles.

Autre élément de différenciation très important des zones

de croissance : la part respective réservée aux maisons individuelles ou de type apparenté (maisons jumelées, par exemple) et aux grands immeubles. Ce dernier rapport est influencé par des facteurs très divers, parmi lesquels on citera :

a) La dimension des villes : les grandes villes, à cause du coût élevé du terrain, rejettent les maisons individuelles dans leur grande banlieue et cherchent à « densifier » au maximum les constructions dans les zones les plus chères.

b) La pression plus ou moins forte exercée sur la ville par les candidats au logement : le développement des « grands ensembles » en France date essentiellement d'après 1950, c'est-à-dire de la période au cours de laquelle l'urbanisation s'intensifie et se généralise.

c) Le plus souvent la plus ou moins grande richesse des populations : à « standing » égal, la maison individuelle revient en principe plus cher qu'un appartement en copropriété. Dans la périphérie immédiate des grandes villes, les quartiers résidentiels composés de villas sont ordinairement peuplés par des populations aisées ou riches. Toutefois, il convient de nuancer ; autour des petites villes, la possession ou la jouissance d'une maison individuelle est souvent complétée par celle d'un jardin, qui fournit des ressources d'appoint aux populations les moins aisées.

d) Les idéaux collectifs ou les idéologies : ainsi, on connaît l'attachement très vif des populations anglo-saxonnes pour la maison individuelle entourée de sa pelouse, alors que les peuples latins s'accommodent plus aisément des servitudes — que balancent en contrepartie d'autres satisfactions — de la vie collective. Dans le même ordre d'idées, des raisons idéologiques conduisent les pays communistes à privilégier l'habitation collective.

e) Enfin, on citera pour terminer la priorité accordée suivant les cas aux transports en commun ou à l'automobile. Ce dernier choix paraît fondamental. Les premiers s'accommodent mieux des hautes densités des « blocs », tandis que la motorisation individuelle, élément décisif pour la mise en place de vastes « zones urbanisées », à maisons disséminées, s'accorde

mal aux villes traditionnelles compactes dont elle congestionne les centres, au point d'en altérer parfois irrémédiablement les fonctions. Nul exemple à cet égard n'est plus significatif que celui de Los Angeles, agglomération totalement dépourvue de transports en commun, mais possédant la plus forte densité automobile du monde, et qui n'est pas exactement une ville au sens habituel du terme, mais plutôt une sorte de nébuleuse urbaine allongée sur plusieurs dizaines de kilomètres, avec, disséminés çà et là, de multiples noyaux de plus haute densité, reliés entre eux par des autoroutes à grand spectacle, sans que cependant ceux-ci parviennent à pallier, pour le bon fonctionnement de la vie de groupe et le sentiment de la solidarité citadine, l'absence d'un centre véritablement prépondérant. Est-ce là le prototype de la ville de demain, non plus à la mesure de l'homme mais à celle de l'auto ? Pour de multiples raisons il ne semble pas qu'on doive le souhaiter.

La paralysie des centres traditionnels, la dissémination sans limites d'un habitat qui gagne de proche en proche en gaspillant le maximum d'espace : autant de faits qui entraînent de façon impérative l'obligation de « repenser » la ville, de tenter, dans la mesure du possible, de limiter l'accroissement des très grandes villes, et, en tout cas, d'en ordonner la croissance. On connaît les efforts, pas toujours couronnés de succès, des Britanniques, pour essayer d'enrayer la croissance de leur capitale dévorante, en entourant celle-ci d'une « zone verte » (en fait déjà trop densément peuplée), au-delà de laquelle ils ont, de propos délibéré, décidé de rejeter le site des « villes satellites ». L'aménagement du district parisien paraît devoir adopter partiellement des formules plus ou moins comparables, fondées sur le développement d'axes préférentiels, mais aussi sur la mise en place de satellites, chargés de décongestionner l'agglomération principale, mais souvent insuffisamment isolés de celle-ci. Il va sans dire que l'aménageur ne doit pas avoir comme souci exclusif la distribution des hommes, mais autant et plus celle des emplois, l'une accompagnant l'autre.

En pays d'économie libérale, de telles politiques régulatrices se heurtent, cependant, à la vive pression des intérêts particuliers et des groupes de pression divers, au premier rang

desquels se situent les propriétaires fonciers, promoteurs et divers spéculateurs. Le film célèbre « Main basse sur la ville » (*Le mani sulla città*), qui met en scène un assez sinistre politicien spéculateur de Naples, ne serait-il qu'une caricature ? On en doute si on en juge par les effets, nullement imaginaires, de la spéculation effrénée qui, à Agrigente, a conduit à édifier en bordure du front de mer, au mépris de la loi, d'énormes édifices, gâchant ainsi irrémédiablement un des plus beaux paysages du monde. La voracité des spéculateurs, plus soucieux de profits que d'urbanisme raisonné, trouve certes un terrain de choix dans les villes des pays sous-développés. Dans les pays plus évolués, elle se heurte avec plus ou moins d'efficacité au sens civique des administrateurs. En France même, la création des Z.U.P. [6], orientant le développement, représente un progrès considérable, même si celles-ci n'ont pas toujours répondu aux espoirs qu'on pouvait en attendre. La municipalisation des terrains à bâtir et la prise en charge par l'Etat ou les municipalités des transactions portant sur l'immobilier permettraient certainement des progrès plus substantiels, sans porter atteinte aux libertés fondamentales.

Les quartiers et les centres

L'organisme complexe qu'est la ville se décompose en un certain nombre d'unités de base, qui sont les quartiers. Quelquefois voulus et pensés *a priori* — par exemple, sur le modèle des « unités de voisinage » de l'urbanisme britannique, repris, avec des adaptations, par certains urbanistes des pays de l'Est — les quartiers sont, la plupart du temps, des créations spontanées dont la délimitation ne va pas toujours sans arbitraire.

Comme la notion de région, celle de quartier — portion de l'espace urbain — est relativement ambiguë. De même qu'on peut définir des « régions homogènes », du type des régions agricoles, de même le quartier peut se caractériser par une certaine homogénéité, soit architecturale et urbanistique

6. Zones à urbaniser en priorité (Z. A. D. : zones à aménagement différé).

(souvent en rapport direct avec l'âge du quartier), soit socio-économique ou fonctionnelle (ainsi on parlera de quartiers industriels, de quartiers commerçants ou « des affaires », de quartiers résidentiels ou « mixtes », ou encore de quartiers riches ou pauvres, à populations jeunes ou vieillies, etc.).

Mais à l'instar des régions, les quartiers peuvent également être considérés comme des espaces fonctionnels gravitant sur un ou plusieurs pôles d'attraction : agglomérats commerciaux plus ou moins étoffés, places publiques, églises ou écoles de quartier, etc. Le quartier, ainsi conçu, se présente comme un espace défini par des relations de solidarité plus spécifiquement marquées, à l'intérieur du tissu urbain intersolidaire. Il est vrai que les quartiers ont plus ou moins de personnalité et que, par suite, la « vie de quartier » en est plus ou moins affirmée.

En voulant systématiser cette conception du quartier, on en vient à l'idée « d'unités de voisinage » semi-autonomes, où les habitants, trouvant sur place l'essentiel des équipements nécessaires à la satisfaction de leurs besoins quotidiens, ne recourraient aux services du centre que de façon occasionnelle ; il est peut-être moins heureux de vouloir associer systématiquement lieux de travail et de résidence, même si les uns sont séparés des autres par des « zones vertes » : on court ainsi le risque de créer, au voisinage des principales usines, des quartiers à peuplement strictement ouvrier, sortes de ghettos pour classes pauvres ou moyennes ; à tous points de vue, démographique, économique, humain, il paraît préférable que le quartier, comme la ville satellite, présente un échantillonnage le plus complet possible des diverses classes sociales.

Parmi les quartiers, une place de choix revient aux quartiers centraux, qui se réduisent souvent à un seul dans le cas des villes petites et moyennes, et même pour des agglomérations plus importantes. Le « centre », par définition, réunit au plus haut degré tout ce qui fait l'attrait de la vie urbaine. Eventuellement riche en monuments, il concentre les grands magasins, les commerces de luxe, les principaux magasins de produits d'usage non courant où l'acheteur « compare » avant de se décider à une dépense relativement importante, les principaux cinémas et théâtres, cafés, restaurants (sauf, éventuel-

lement, dans certaines villes touristiques, où ceux-ci peuvent se localiser dans un quartier particulier), les grandes banques, etc. ; au niveau des métropoles, le *Central Business District* réunit les organismes économiques tels que la Bourse, les Chambres de Commerce, les Chambres syndicales patronales, les sièges sociaux des grandes sociétés commerciales et industrielles, les maisons d'import-export, qui recherchent les localisations de prestige. Souvent aussi, mais de façon moins systématique, le centre accueille aussi les principaux locaux administratifs, universitaires et culturels, tels que bibliothèques, musées, etc.

Sur le plan économique, le centre se caractérise par conséquent par la prépondérance très accusée des activités tertiaires, qui, peu, à peu, en chassent les activités secondaires vers les quartiers périphériques. En même temps, la cherté des loyers, les inconvénients liés aux bruits et aux gênes diverses dérivant de l'intensité du trafic, éventuellement la dégradation des centres vieillis liée à la faible rentabilité des travaux de rénovation et de modernisation des logements, chassent du centre les populations résidentes, à commencer par les plus aisées. Le rapport nombre d'emplois/nombre de résidents devient positif, et même très fortement dans les grandes villes, affectées par le phénomène de « City ». Ainsi, la célèbre cité de Londres, qui, sur un carré d'un mille de côté, n'attire pas moins de 400 000 travailleurs, employés et employées, voit sa population se réduire, la nuit, à quelque cinq mille personnes.

Au demeurant, la localisation des centres n'est pas immuable et définitive. Le centre vivant de la ville peut se confondre ou non avec le centre historique ; dans le premier cas, il est clair que les problèmes d'accès et de stationnement en sont compliqués d'autant. D'autres fois, le centre se démultiplie, tout au moins se dédouble : ainsi en va-t-il des villes coloniales, dont on a déjà évoqué le caractère polygénique, où la ville indigène conserve ses quartiers de souks ou de bazars, tandis que les activités modernes se concentrent tout naturellement dans une partie de la ville européenne (l'Ezbékieh au Caire). Dans les très grandes villes, le centre s'élar-

git et gagne de proche en proche, ainsi, à Paris, depuis un siècle, on assiste à la migration du centre des affaires en direction de l'Ouest, depuis le vieux noyau historique vers le quartier Saint-Lazare-Opéra et les Champs-Elysées, en attendant, pour le Paris de l'an 2000, le quartier de la Défense. La rive gauche, de son côté, gravite sur les centres relativement isolés du Quartier Latin et de Maine-Montparnasse. Enfin, chaque quartier de la ville ou de la banlieue immédiate possède ses propres rues commerçantes, avec des ensembles de magasins dont le niveau dépasse sensiblement celui des simples commerces quotidiens.

En d'autres lieux, il arrive qu'on assiste à la migration totale des centres vivants en dehors des centres historiques, figés dans des sites vieillis d'un accès par trop malaisé : ainsi en va-t-il des vieilles villes campées au Moyen Age sur des collines ou des buttes plus ou moins désertées par la circulation moderne, tandis que les nouveaux quartiers et le nouveau centre s'établissent en plaine, autour de la gare, ou en fonction des carrefours routiers. On constate alors généralement une dégradation rapide des vieux centres historiques, même lorsque ceux-ci conservent certains commerces à l'usage des populations locales, le plus souvent particulièrement denses. Les façades parfois splendides des hôtels particuliers masquent mal l'absence de confort ; des maisons qui eurent grande allure abritent des populations vieillies et souvent prolétarisées.

Mais le vrai problème des centres est ailleurs. Conçus à la mesure de l'homme, pour le charme du piéton, ils résistent mal à l'assaut du flot automobile qui les submerge. Le stationnement, dans les grandes villes, y pose des problèmes quasi insolubles. Aussi, pour des raisons d'économie de temps, assiste-t-on à la faveur grandissante des super-marchés et ensembles commerciaux périphériques, pourvus de parkings appropriés. Le phénomène est particulièrement accusé aux Etats-Unis, où l'on a pu décrire, dans les villes moyennes, des centres à demi-ruinés, désertés par la clientèle automobilisée, où une forte proportion de magasins de type classique demeurent fermés, faute de trouver des acquéreurs.

Il n'est pas possible d'évoquer en quelques lignes toute la gamme possible des types, et, *à fortiori*, des combinaisons de quartiers. Que de diversité déjà, pour la petite ville française « moyenne» qui pourra juxtaposer, par exemple, ses quartiers historiques vieillis de la ville haute, à l'ombre de la cathédrale ou du château, où se mêlent le long des rues étroites les vieilles demeures et les hauts murs à l'abri desquels se dissimule une école, un couvent, ou, rarement, quelque maison « de maître » avec un vaste jardin, où l'herbe doucement s'infiltre entre les pavés mal joints ou le long des caniveaux mal tenus, où la quiétude, d'ordinaire, n'est guère rompue que par quelques vieilles marchant à pas feutrés ; le quartier commerçant, composé de trois ou quatre artères principales, où se concentre toute l'animation ; les « beaux quartiers », où habitent les médecins et les riches commerçants, où les villas et bâtisses, au confort plus ou moins discret, s'abritent le long des avenues et boulevards tranquilles ; les « bas quartiers », qui le sont souvent dans les deux sens du mot, qui naguère abritaient un petit peuple de tanneurs ou de tisserands, et où se réfugient aujourd'hui l'artisanat et le commerce modeste ; les faubourgs qui alignent « hors les murs » leurs maisons basses de type rural, peuplées d'ouvriers-paysans ou du moins jardiniers ; la « zone industrielle » qui tantôt accueille effectivement des industries nouvelles, tantôt au contraire ne parvient, au prix d'incitations multiples, qu'à regrouper les petits ateliers ou les entrepôts déjà existants, mais disséminés auparavant dans la masse des quartiers d'habitation ; enfin, les blocs de la nouvelle génération urbaine, H.L.M. plus ou moins bien venues, avec leurs populations mixtes d'ouvriers et d'employés, de jeunes ménages et de nombreux enfants .

D'autres villes auront leur quartier portuaire (et, là encore, que de différence entre le petit port de pêche plus ou moins touristique et le grand port de commerce avec son dédale de bassins, de docks, de voies ferrées), ferroviaire, etc., à l'atmosphère bien caractéristique ; dans d'autres encore, il y aura le quartier des écoles ou celui des casernes, ou des bâtiments administratifs ; les villes thermales ont le quartier du

« parc » autour de l'établissement thermal... Bien entendu, la complexité et la spécialisation augmentent avec la taille de la ville. Il y a encore le quartier politique, celui des ministères et des ambassades ; le ou les quartiers universitaires ; celui des clubs fermés et des résidences de luxe ; le quartier des « plaisirs » (Pigalle ou Soho), celui des artistes ; les quartiers pauvres à l'origine en voie de rénovation et les quartiers moins modestes en voie de rénovation. Au surcroît, on l'a déjà noté, ces localisations n'ont rien d'immuable : depuis la reconstruction partielle de l'*East End*, c'est dans certains quartiers du *West End*, comme Notting Hill, qu'on observe aujourd'hui la plus forte concentration des *slums* londonniens : comme à New York, où la principale zone de taudis est également passée de l'*East Side* au *West Side.*

⁂

En fin de compte, chaque ville est un cas particulier, avec ses problèmes et ses paysages bien personnalisés. Cependant, un certain nombre de ces problèmes sont plus ou moins communs à toutes les séries urbaines. La tâche de l'urbaniste consiste, entre autres, à améliorer l'habitat, à en contrôler et à ordonner le développement, à permettre aux citadins de circuler dans les meilleures conditions, et en même temps à ouvrir la ville sur sa région (ce qui implique la hiérarchisation des voies de communication), veiller aux développements des espaces verts et des zones de détente, mais aussi à la conservation de ces hauts lieux de la vie urbaine que sont les centres avec leur animation irremplaçable ; en somme à structurer l'espace, en y imprimant des temps forts et des temps faibles, tout en sauvegardant la diversité de la cité. Tâche difficile s'il en est, puisqu'il s'agit de concilier, dans la mesure du possible, les intérêts privés et l'intérêt général, souvent avec peu de moyens financiers. Tâche indispensable pourtant, si on veut éviter que les grandes agglomérations, sur lesquelles pèsent déjà trop de tares, ne finissent par engendrer des dyséconomies, et, surtout, ne deviennent inhabitables et traumatisantes. Le géographe, pour sa part, s'il peut fournir d'utiles conseils aux planificateurs, semble avoir la

tâche plus aisée, puisqu'il s'agit pour lui essentiellement de dresser un constat de ce qui existe : réussites, échecs, demi-échecs. Encore, le tableau des réussites n'est-il jamais que partiel et provisoire. En fait, la ville idéale, même, et peut-être surtout, créée de toutes pièces, n'existe pas, ne saurait exister ; comme toutes les valeurs, comme tous les idéaux, elle est quelque chose vers lequel on tend, qui n'est pas fixé une fois pour toutes, mais qui bien au contraire suppose une contestation et une remise en cause permanentes.

Jean-Baptiste CHARRIER

L'URBANISATION DES ESPRITS

Depuis quelques années les études se multiplient, à partir des méthodes de recherche de la psychologie et de la sociologie, pour mieux connaître l'homme urbain. Mais les différents travaux qui ont été édités et que nous pouvons consulter font apparaître à la fois l'ampleur du phénomène étudié et le peu de moyens, conceptuels notamment, dont nous disposons jusqu'à ce jour pour montrer les différents aspects de l'anthropologie culturelle en milieu urbain.

Une des principales difficultés de cette recherche vient du fait que ceux qui s'occupent un peu scientifiquement de la sociologie de la ville ont souvent la tentation de faire passer d'abord leurs idées philosophiques et politiques, leur idéologie, dans leur recherche et plus encore dans la conclusion de leurs travaux. Entre la réalité vécue et la réalité expliquée par l'observateur, l'écart n'a jamais été aussi grand. Sans doute parce que, devant l'impossibilité d'appréhender et de dominer un phénomène social aussi complexe et qui devient le phénomène de civilisation de notre époque, le sociologue ou le psychologue, souvent consulté comme une Pythie, invente une partie de ce qu'il ignore encore totalement. Il généralise. Et nous souffrons actuellement d'une généralisation trop hâtive dans ce secteur combien important pour le sociologue qui est celui de l'analyse urbaine.

Dans le cadre de cette courte étude nous nous efforcerons de ne pas tomber dans le travers dénoncé plus haut. Et pour cela nous présentons, plutôt qu'une théorie de l'existence urbaine, un schéma de recherche qui tient compte de l'ensemble du problème.

I. LA DYNAMIQUE URBAINE

Dans un article paru récemment[1], un haut fonctionnaire qui ne manque pas d'esprit d'analyse fait remarquer à propos de la réforme de l'administration : « Tout est changé[2]. Le rythme industriel a saisi la société. Les gouvernants, les administrés et jusqu'aux choses elles-mêmes sont pressées, harcèlent les fonctionnaires. Il faut aller plus vite et plus encore devancer l'événement, escompter le temps, s'engager sur lui, tenter de le dominer en le prévoyant ». Tel est, sans doute formulé précisément à propos de l'administration, donc du phénomène bureaucratique, le premier et peut-être le plus important aspect de l'*existence urbaine.*

L'homme des zones d'habitat urbain (le terme de ville n'est plus suffisant pour décrire la réalité actuelle) est un homme qui court mais qui ne sait pas toujours où il va. Il court parce qu'il participe à une société qui se développe à partir de la conquête du temps et de l'espace (les deux réalités étant liées et complémentaires). Et cette société de type industriel nous impose sa révolution copernicienne : *Gagner du temps et organiser l'espace.* Tocqueville, finalement le plus scientifique des fondateurs de la sociologie, écrivait déjà à ce propos en 1856 : « Au milieu des ténèbres de l'avenir on peut découvrir que tous les hommes sont entraînés par une force inconnue qu'on peut espérer régler et ralentir mais non vaincre »[3].

Au XXe siècle nous ne sommes plus dans les ténèbres de l'avenir, mais devant une réalité qui peut être comparée au fantôme d'une ville prise dans un brouillard épais.

Que devient maintenant ce phénomène général de conquête du temps et de l'espace focalisé sur l'écologie urbaine, d'une part, et sur la psychologie de l'existence humaine dans cette structure urbaine, d'autre part ? Une nouvelle fois, l'hom-

---

1. Jacques GIRAUD, « Psychanalyse de l'Administration », dans *Entreprise,* n° 682 (5 oct. 68), p. 89.
2. Par rapport à l'époque de la routine administrative.
3. A. DE TOCQUEVILLE, *L'Ancien Régime et la Révolution,* NRF, Idées, p. 51.

me reconstruit la civilisation, il refait son lit, c'est-à-dire son milieu. C'est ainsi que nous sommes tous pris au jeu de cette nouvelle société et qu'en définitive nous y participons. C'est pourquoi la ménagère qui descend faire son marché en allant rechercher son enfant qui est à l'école n'accepte plus de perdre du temps. C'est pourquoi nous tous, hommes d'aujourd'hui, n'acceptons plus de perdre du temps.

Gagner du temps devient donc un principe de base de la dynamique urbaine. Mais, et c'est là que se situe le véritable problème de l'urbanisme, pour gagner du temps l'homme est aux prises avec des structures urbaines forcément anciennes et inadaptées qui lui font perdre beaucoup de temps. Et cette situation engendre une triple inadaptation : celle des moyens, celle des structures sociales et celle des mentalités. Les moyens, ce sont les techniques et les types de produits fabriqués, découverts et employés pour construire la cité. Les structures sociales représentent les organisations de la cité qui permettent aux hommes d'être reliés entre eux, d'échanger et de communiquer. C'est à ce niveau que se fait la genèse et la structuration des groupes sociaux. Enfin, les mentalités, ce sont à la fois la philosophie de l'existence, qui aujourd'hui sera de plus en plus urbaine, et les comportements sociaux, des plus simples aux plus complexes, qui sont la projection sociologique, c'est-à-dire concrète et visible, de ces mentalités.

Or on pense généralement, mais à tort, que l'inadaptation actuelle de l'homme au milieu urbain vient essentiellement de tel ou tel facteur qui est mauvais. C'est sans doute parce que le primitif qui est encore en nous « à fleur de peau » cherche toujours le méchant qui opprime le bon. En fait, et c'est ce que nous tenterons d'expliquer dans le prochain paragraphe, l'inadaptation dont nous parlons vient essentiellement d'un déséquilibre qui s'est produit dans l'histoire du phénomène humain. Et ce déséquilibre se produit à chaque grande étape de l'histoire humaine.

II. LE PHÉNOMÈNE D'INADAPTATION AU MONDE URBAIN

C'est à travers les grands thèmes de l'urbanisme, qui sont aussi ses problèmes, que nous pourrons observer le phénomène

d'inadaptation sociale au monde urbain, en mieux connaître les causes et peut être déjà les remèdes. Prenons l'exemple de l'opposition ville-campagne, qui montre à quel point les esprits sont loin d'être urbanisés ; plus exactement combien les structures urbaines devancent l'urbanisation des esprits.

L'opposition Ville-Campagne

Hier la ville et la campagne représentaient deux écologies très différentes. En Europe à la fin du XIXe siècle la plus grande partie de la population vivait sinon à la campagne du moins en villages. L'homme de la campagne (ou du village) avait un rapport constant avec la nature. Il tirait directement de la forêt, de la terre, du sous-sol ce dont il avait besoin pour vivre. Il construisait lui-même sa maison, il confectionnait ses vêtements, il se nourrissait de ses champs ou de ses bêtes. Il achetait peu de chose ; et s'il avait à le faire il trouvait au village l'artisan qui lui fabriquait l'objet nécessaire. Il possédait les mêmes techniques que son voisin et celles-ci permettaient de « savoir tout faire ». Sa vie consistait en quelque sorte à transformer de ses mains les ressources de la nature pour ses besoins essentiels. Il n'est donc pas étonnant que dans l'écologie rurale ou villageoise l'homme ait pris la nature comme norme. Il connaissait ses lois et les respectait. Il cherchait plus à imiter la nature dans ses œuvres qu'à la transformer. L'homme de la campagne était l'homme de la morale naturelle et de la religion naturelle. Mais, plusieurs fois au cours de son histoire, l'homme de la campagne s'est vu bousculé et remis en question par l'homme de la ville, qui est essentiellement celui qui, d'une certaine manière, ne respecte plus la nature.

L'écologie des villes s'opposait à celle des campagnes ; elle forgeait un autre type d'homme qui épatait et même apeurait le rural. La ville était un univers merveilleux, attirant, malgré la peur qu'il suscitait, un univers défendu où l'on allait perdre son âme (c'est-à-dire sa morale et sa religion naturelle). L'écologie de la ville ne permettait déjà plus le rapport direct, le commerce avec la nature. Car la ville est née du commerce des hommes : la rue et son bruit, la place

et ses multiples rencontres, les industries et toutes ses entreprises, les organisations et le pouvoir, notamment celui de l'argent[4], les rêves de l'homme de la ville et son génie créateur. Les œuvres d'art ne sont pas filles de la campagne mais filles de la ville, sauf pour les moines, qui reconstruisent la ville à la campagne. Deux types d'hommes s'opposaient. Celui de la campagne et du village représentait le travail. Celui de la ville, le loisir. Le premier nourrissait et faisait vivre le second, qui passait aux yeux du rural pour un oisif.

Qu'en est-il aujourd'hui de cette opposition de deux cultures dans le contexte de la société urbaine ? De plus en plus la ville et la campagne ne dressent plus entre elles les mêmes frontières. L'homme de la campagne utilise les mêmes produits que celui de la ville. Avec un certain retard sur ce dernier mais avec de moins en moins de retard. C'est ainsi que dans nos villages et nos communes rurales, on «installe l'eau de la ville», on adopte les symboles de l'urbanisme, notamment la signalisation routière qui indique le « centre-ville ». Si on fait encore le pain dans les petits centres, c'est avec de la farine qui « vient de la ville » et dans des fours à gaz ou électriques, etc. L'agriculteur et l'artisan de village s'industrialisent dans tous les domaines de leur vie : profession, habitat, loisirs (télévision).

Et, de ce fait, l'homme de la ville et celui de la campagne cherchent depuis un certain temps à harmoniser leurs organisations et leurs structures sociales. Les « paysans » d'hier vivront bientôt dans des immeubles. Tandis que les employés, techniciens et ouvriers spécialisés rachètent déjà la ferme abandonnée. Mais on continue à opposer la ville et la campagne comme si les écologies et les cultures étaient encore aussi différentes que dans la civilisation de villages. Alors qu'on ne peut plus reconnaître les thèmes de civilisation propres à la ville et à la campagne. Même si la ville est devenue le lieu du travail et la campagne celui des loisirs, par une sorte de déplacement sociologique, cependant le plus grand nombre des hommes tend aujourd'hui à s'intégrer et

---

4. A ce sujet il faut relire Zola qui dresse dans l'*Argent* un tableau saisissant et combien vrai du monde de la Bourse.

à participer au même univers, celui de la civilisation urbaine. Mais, au plan des mentalités, l'homme urbain n'est pas encore né. Sa psychologie reste très liée aux sociétés rurales traditionnelles. Nos villes sont peuplées de paysans inadaptés et encore incapables de réinventer et de reconstruire leur milieu de vie. Certes, des transformations profondes se produisent chaque jour dans nos cités et entre nos cités. Non seulement nous posons plus de téléphone, nous perçons des axes de circulation, mais toute une symbolique nouvelle est en genèse.

Toutefois, cette transformation s'accomplit sous la pression des choses, beaucoup plus que par l'influence de valeurs sociales capables de créer de nouveaux modèles de comportement. Ce sont les moyens, donc les techniques, les produits, en un mot les « choses » qui envahissent la vie de l'homme et bouleversent ses habitudes. La jeunesse a remis en cause au mois de mai la société de consommation et c'est contre cette invasion, qui « l'occupe » psychologiquement et matériellement plus profondément que l'adulte, que cette jeunesse cherche une défense par sa contestation. L'homme urbain réagit en effet comme un assiégé, qu'il soit amorphe ou révolté. Et ceci, paradoxalement, alors qu'il est tout à sa conquête de l'espace et du temps. Il vit à « huis-clos », mais cette fois dans la foule solitaire des grands espaces urbains. Mais cette inadaptation qui le mutile, il faut tenter de l'expliquer : envahi par les choses, l'homme ne les ordonne plus, il les stocke. Dominé par ses propres moyens de transformation et de fabrication, il ne sait pas encore comment créer le bonheur, c'est-à-dire la qualité d'association avec les autres qui seule peut donner un sens à sa vie.

C'est pourquoi, faute d'avoir trouvé les formes culturelles de son existence urbaine, l'homme moderne, à chaque week-end, fuit la ville qu'il contribue à créer par son travail, comme si son œuvre était un volcan en irruption dont il faut s'éloigner à tout prix. En fait, l'homme actuel est cet être profondément perturbé qui ne trouve plus, dans son existence urbaine, les valeurs qui construisaient l'homme rural. Ces valeurs existent encore, mais ne sont plus à leur place tra-

ditionnelle. Nous y reviendrons plus loin en analysant le thème du travail et celui du loisir.

Il faut simplement savoir observer ce phénomène d'inadaptation, qui affecte tous les domaines de la vie sociale urbaine, pour comprendre les ruptures d'équilibre qui se produisent de plus en plus fréquemment et de plus en plus profondément dans notre société. Ruptures d'équilibre individuelles. Ruptures d'équilibre qui ébranlent aussi la psychologie collective. Sur le plan individuel, les inadaptés sociaux représentent 5 % de la population des grandes métropoles urbaines : Paris, Londres, New York. Ce sont les rejetés, les ratés, les vrais pauvres du monde urbain qui n'ont pu suivre les autres, ni s'intégrer à la ville. Dans la région parisienne, ils sont plus de quatre cent mille avec une forte majorité, non d'étrangers, mais de Français de souche. Il y a aussi les ruptures d'équilibre au plan collectif. Et quelque chose de ce genre a existé durant les « événements » de mai. Au Moyen Age, et même au Grand Siècle, les peuples étaient menacés d'épidémies biologiques. Aujourd'hui, ils peuvent craindre des épidémies psychologiques qui sont tout aussi violentes et meurtrières, mais d'une autre manière, que celles du Moyen Age.

Le monde urbain n'est cependant pas un univers où ne souffle que la folie. Ce nouveau milieu de vie est tout à fait capable d'engendrer une nouvelle grande civilisation. Il est déjà pour l'homme une chance et, dans ce sens, le monde urbain ne s'oppose pas au bonheur de l'homme. Mais à la condition que ce dernier accepte de devenir autre dans un monde différent. Mais comment, c'est-à-dire par quel type de passage ?

III. L'URBANISATION, CHANCE DE L'HOMME D'AUJOURD'HUI

Les chances que le phénomène urbain offrent aux individus viennent s'inscrire dans un nouveau type d'existence, c'est-à-dire dans un nouveau type d'homme.

La société actuelle dissocie deux phénomènes que les sociétés traditionnelles confondaient ou soumettaient à un même archétype religieux. Et ceci nous ramène à la notion fon-

damentale du temps. A partir de cette notion, on peut dire que l'existence urbaine est en train d'opérer une révolution des esprits sur la valeur du temps. Dans les sociétés traditionnelles, le temps est une durée sacrale et religieuse dont le rythme est assuré par celui de la nature (nuit, jour, été, hiver, etc.). A l'intérieur de cet univers, le travail est toujours plus ou moins considéré comme une malédiction, parfois un signe « d'infamie » auquel n'échappe que le clan des notables ou la race des nobles. Le loisir y est toujours une fête religieuse où se retrouvent réunis le peuple et les notables, mais à des rangs hiérarchiques différents et avec des habits rituels qui ne permettent aucune confusion. La peinture du XVIIIe siècle, et notamment l'Ecole d'Amiens, nous offre un document précieux sur le loisir dans les sociétés traditionnelles, matérialisé par l'assemblée sacrale, le pèlerinage, enfin la procession (qui nous vient des étrusques), où se manifestent la conscience et la reconnaissance d'une inégalité entre les hommes. La procession sacralise l'inégalité non seulement sociale, mais encore raciale, en permettant toutefois à tout le peuple de participer à la même fête. Le rappel de la signification du travail et des loisirs dans les sociétés traditionnelles n'était pas inutile pour faire comprendre ce qui se passe aujourd'hui dans le monde urbain.

Le temps vécu dans la civilisation urbaine devient une durée rationnelle. Le temps est compté à partir de l'activité économique. Aussi le travail devient une valeur. Même s'il est toujours pénible et souvent encore mal réparti et mal rémunéré, il est de plus en plus compris comme une *valeur* notamment par les organisations syndicales. C'est ainsi que, dans la société actuelle, le travail est lié essentiellement à la notion de rentabilité. Il devient par là même un thème de civilisation autonome du thème des loisirs. La valeur du travail est une valeur économique mesurable : elle représente un certain temps de travail pour une certaine somme de rentabilité.

Par le thème du travail, l'existence urbaine tend vers une sorte d'équation idéale où, dans un minimum de temps, l'homme cherche à réaliser un maximum de rentabilité. Au

début de l'ère industrielle et aujourd'hui encore, mais sous une forme beaucoup plus adoucie, cette équation de rentabilité s'est faite au profit d'une minorité et au détriment d'une majorité de travailleurs. C'est pourquoi, elle est apparue haïssable au moraliste politique, c'est-à-dire aux philosophes socialistes. C'était en effet une injustice. Mais aujourd'hui, grâce à des structures sociales et surtout à un comportement nouveaux, le travail de type urbain peut être une réelle valorisation de l'homme. Cette valorisation ne peut bien entendu se faire sans efforts, sans luttes, sans sacrifices et donc sans militants, mais elle a besoin également d'autres valeurs complémentaires.

Le loisir en est une. Car le loisir apparaît de plus en plus comme le thème couplé au thème du travail. Dans le loisir, le temps prend une toute autre signification. Il est en creux ce que le travail est en relief. Le monde des loisirs représente le temps de la vie que l'on perd délibérément. Le loisir devient donc du temps perdu. Mais il n'est pas pour autant une contre-valeur économique. Le Club Méditerranée le sait bien. Le loisir n'est pas non plus obligatoirement comme l'affirme le syndicalisme français un sous-produit de la société de consommation. Il est lui aussi une valeur qui consiste à consacrer du temps à une action gratuite. Le loisir peut donc se définir comme un temps pendant lequel les hommes accepteront de participer à des activités, de réaliser des efforts, d'apprendre des techniques sans faire intervenir la notion de rentabilité. Dans cette perspective deux hommes peuvent vivre une expérience différente tout en faisant la même chose, mais sans pour autant être étrangers l'un à l'autre. Ceci est particulièrement bien exprimé par la cordée de montagne : tous les participants y accomplissent les mêmes gestes, les mêmes efforts et sont solidaires les uns des autres, mais dans cette équipe le guide a bien conscience de travailler et il sera syndiqué (pour gagner le plus possible dans un temps donné ou pour organiser économiquement son travail), tandis que ses clients ont bien conscience de prendre du loisir et ils payeront le guide. Mais ensemble ils découvrent la même valeur du dépassement de soi.

Ces deux thèmes du travail et du loisir doivent apparaître

à l'homme urbain comme un couple où deux activités ont chacune une signification complémentaire. Le travail et le loisir reforment la relation action-contemplation dans la civilisation urbaine.

Dans cette perspective le loisir n'est donc plus lié à une écologie propre, celle de la ville ou celle de la campagne. Le loisir (comme le travail) est avant tout en rapport avec une certaine revalorisation de l'acte en fonction de la signification que lui donne son thème.

Il y a là pour l'homme une chance, mais celui-ci ne sait pas encore très bien ce qu'elle est. De toutes manières celle-ci passe par l'urbanisation des esprits, condition de toute adaptation sociale, et particulièrement dans cette période de gestation d'une nouvelle civilisation.

IV. L'URBANISATION DES MENTALITÉS ET DES COMPORTEMENTS

Cette urbanisation des esprits comporte d'autres aspects et suppose toute une suite de prolongements qui constituent le tissu social de notre société. De multiples organisations revendiquent le droit au travail et le droit à la culture pour tous. Et cette action est nécessaire et même urgente. Mais ces droits de l'homme en voie d'urbanisation sont liés à des schémas de comportements qui ne peuvent s'acquérir sans une action complémentaire, c'est-à-dire sans une éducation permanente à tous les âges de la vie. Cette éducation suppose l'existence d'une anthropologie urbaine dont nous donnerons le pôle central.

Le Rôle de l'Information

L'homme qui s'urbanise est aussi celui qui est informé. Il est informé parce qu'il peut disposer de toutes les sources, de toutes les documentations, de toutes les connaissances non seulement de l'événement (radio, télévision), mais aussi de tout ce qui constitue le patrimoine historique des grandes supercultures. Et cela suppose deux choses :

1) Que la cité lui offre cette information et qu'il y ait accès.

2) Qu'il sache utiliser rationnellement cet ensemble de connaissances en faisant les choix nécessaires pour ce qu'il cherche à acquérir.

Beaucoup d'individus, de groupes sociaux ne savent pas encore utiliser l'information. Et par ailleurs, nos bibliothèque, nos musées sont couverts de poussière. Ils sont réservés aux spécialistes. La ville n'a pas encore, sauf dans de rares cas, fait la place à la fonction de l'information. De même qu'un étalagiste présente une collection de vêtements, un spécialiste de l'information doit savoir présenter et offrir au public toutes les possibilités de connaître. Mais pour cela, il faut que l'urbaniste ait su au préalable lui ménager une structure conçue à cet effet. La véritable place publique de la société urbaine doit être ce lieu où converge l'information, où elle est stockée mais disponible et accessible à tous. Cette information doit avoir de multiples sources, publiques et privées. Elle doit être le cerveau du monde urbain. Architectes et urbanistes et surtout responsables politiques ont jusqu'ici peu pris conscience de l'espace que doivent occuper les bâtiments de l'information dans la civilisation urbaine. Il est à peine croyable de penser que nous cherchons encore une fonction à donner aux centres de nos villes actuellement engorgés et paralysés, devenus les fourre-tout d'une société qui se désintègre. En un centre ou en plusieurs, suivant la taille des villes, il faut que la cité actuelle consacre un espace destiné à l'information. Non pas une information objective, car celle-ci n'existe pas, mais une information qui engendre le débat, c'est-à-dire le dialogue et la contestation. Car, il ne peut y avoir d'information en dehors d'un contexte politique. C'est pourquoi, intégrée dans la cité, l'information doit permettre de reformer des assemblées populaires, de nouveaux types d'associations et donc de nouveaux schémas culturels. Bien entendu, les établissements universitaires doivent voisiner avec ce centre nerveux de la cité. Et c'est de ce cœur nouveau de nos cités, véritable centre, que doit pouvoir se reproduire et se prolonger l'aventure de la civilisation.

V. L'URBANISATION DES ESPRITS

Le phénomène urbain ne représente pas encore une civilisation qui a atteint ce point d'équilibre que l'on appelle son apogée. Au contraire, ce que nous en connaissons ne permet absolument pas de dire dans quel sens il se développera, et s'il se développera, car l'homme peut aujourd'hui anéantir lui-même son œuvre. L'analyse cependant nous autorise à bâtir des théories urbaines (et certains le font avec une fantaisie déconcertante), mais elle permet surtout de bâtir progressivement la problématique urbaine dont on peut en manière de conclusion dégager les principaux aspects.

1. — Le phénomène urbain consécutif à la naissance de la société industrielle représente une mutation sociale qui atteint le phénomène humain lui-même jusque dans ses couches les plus profondes.

2. — Ce phénomène plonge l'homme moderne dans la plus extraordinaire aventure qu'il ait jamais tentée : la conquête de l'univers en prise directe sur le temps et l'espace. De ce point de vue l'homme urbain loin d'être un décadent est un pionnier de civilisation. Grâce à l'apport des grandes cultures qui ne font plus de lui le jouet des forces naturelles, il a des chances de réussir, mais il peut aussi échouer.

3. — La conséquence majeure de l'urbanisation, c'est que l'humanité tend désormais à se construire sur un même modèle, à partir de facteurs de développement et d'une symbolique communs à tous. De ce point de vue, le phénomène urbain se présente d'abord pour nous comme une force extraordinaire qui détruit les écologies anciennes, rurales et citadines, mais plus encore, qui rend caduc tout système social actuel qu'il soit capitaliste ou socialiste.

4. — Le rapport écologique entre le milieu humain et l'univers se trouve totalement reposé. Les frontières de l'homme s'écartent. Son champ d'action s'en trouve démesurément agrandi. Ce sont les techniques nouvelles, fruit d'une véritable explosion de l'intelligence humaine, qui en définitive nous entraînent dans l'univers cosmique. C'est pourquoi l'homme urbain ne peut être qu'un cosmopolite, un citoyen

du monde. Mais à l'heure présente, nos contemporains, les yeux rivés sur le passé (et notamment sur un type de cités), sur une expérience culturelle liée au terroir et à une psychologie souterraine, n'ont plus de cosmologie, c'est-à-dire qu'ils ne relient plus l'ordre humain à l'ordre de l'univers. Du coup, les grands mythes fondamentaux, le sens moral traditionnel basé sur l'ordre naturel, et finalement le sens du bonheur (le paradis) s'effondrent. Or, il faut savoir que la sociologie de la cité n'est qu'une tentative de bâtir un paradis. Et chaque fois que les hommes ont cru y arriver, c'est toujours en relation avec une théorique cosmologique. Cette tentative appartient au mythe de la Tour de Babel : construire une ville, une civilisation, une humanité qui font se rejoindre le ciel et la terre. Or, avec le phénomène urbain, le mythe recommence.

5. — Que sera le cosmopolite ? Pour le moment c'est un homme inadapté. Quand il veut reconstruire la cité il voit souvent trop petit, mais parfois aussi trop grand. Il n'a pas la mesure. Cet homme est capable de vivre à un rythme beaucoup plus rapide en accélérant le phénomène des communications humaines, mais il se laisse bloquer et paralyser dans tous les domaines : routes, télécommunications, urbanisme, mauvaise utilisation des moyens audio-visuels, etc. Il n'a pas la notion de l'espace nouveau qui s'offre à lui. C'est pourquoi il ne se donne pas encore les moyens éducatifs et culturels pour devenir un cosmopolite qui a retrouvé une nouvelle cosmologie. Mais l'homme ne saura organiser son nouvel espace et ordonner l'urbanisation à un certain idéal de bonheur qu'au prix d'une révolution profonde de sa psychologie et de son comportement, qui est une expression de sa mentalité. Cette fois encore, la révolution des techniques a précédé celle des esprits, mettant dangereusement en péril l'équilibre de l'homme. Il n'y aura donc pas d'urbanisation des esprits tant que nous ne serons pas capables de refaire une nouvelle synthèse du phénomène humain.

Paul CUNY

OU EN EST L'URBANISME ?

L'Occident est en crise. Crise profonde, déjà ancienne, et qui résulte d'un décalage entre nos idées, nos puissances techniques, et les réalités quotidiennes.

Les prémisses d'une mutation apparaissaient aux meilleurs esprits, dès avant 1900. Entre les deux guerres, la nécessité d'une évolution n'était encore perceptible que pour une infime minorité. La société en tant que telle n'intéressait que les fondateurs de la sociologie. Et ces derniers se tournaient plus volontiers vers les sociétés dites primitives que vers la nôtre. Seuls quelques visionnaires imaginaient ce que pourrait être le domaine bâti d'une nouvelle société qu'ils sentaient naître. Ils le voyaient profitant des nouveaux acquits de la technique, mieux adapté à nos possibilités virtuelles, et, en un mot, plus « fonctionnel ».

En 45, à l'occasion de la reconstruction, il était possible que la France s'affirmât novatrice, pour peu qu'elle acceptât délibérément notre époque et favorisât une rapide évolution du domaine bâti en même temps que de nos mœurs. Tout nous y conviait. L'importance des destructions permettait toutes les expériences ; et, résultat des nécessités de la guerre, le bond technique était sans précédent. Enfin, nous ne pouvions ignorer davantage l'ampleur des décalages qui s'annonçaient et nous aurions pu nous attacher à les réduire en imaginant une inscription sur le sol qui correspondait à cette société en mutation. Il n'en fut rien. En premier lieu, les expériences furent refusées par les populations. Je pense au remarquable projet de Le Corbusier pour Saint-Dié. Et si Maubeuge se réalisa, ce

ne fut que grâce à la ténacité de son architecte, André Lurçat. A la vérité, terriblement troublée par cinq années de tribulations, la société, pendant cette période de reconstruction, fut beaucoup plus conservatrice que jamais. En l'absence d'une large information, et faute que puisse se manifester un consentement unanime, elle s'est cramponnée à des valeurs indéniablement périmées. Il faut noter aussi que le plus grand nombre des sinistrés étaient, dans les petites villes, des commerçants très attachés à ce qu'ils avaient connu et peu désireux de courir des aventures et des risques. Malgré les efforts de certains, malgré la mise en action d'une excellente technique, malgré le remembrement, la reconstruction ne fut guère qu'un démarquage des volumes antérieurs : c'est que la notion de la propriété entraînait celle de dommages de guerre et d'indemnisation à l'identique. D'où cette architecture de coquilles, financée en fonction de ruines, et conçue en dehors de toute réalité présente. Il ne fut aucunement possible de tenir compte de l'évolution économique, de l'insertion de la ville dans son contexte régional et de l'évolution probable de cet ensemble.

Après la période de reconstruction puis celle de remise en route de la construction sociale (H. B. M. puis H. L. M.) vint la période des grands chantiers industrialisés. Paradoxalement, c'est au moment où se font sentir les effets bénéfiques de cette construction massive — la qualité des logements étant négligée, on parvient avec le temps à loger un assez grand nombre de familles — que s'accusent les anachronismes éthiques et techniques. Tous ces programmes mal conçus sur le plan de l'urbanisme détériorent peu à peu notre vie et gâchent de surcroît nombre de nos paysages. Il est bon de rappeler que ces grands ensembles furent généralement le fait d'architectes qui n'avaient aucune formation d'urbaniste. Le nombre des logements qu'ils avaient à construire explique l'équivoque.

Le public, enfin, prend conscience. Il voit les méfaits de ce qu'il nomme la technocratie, mais qui en fait n'est qu'une pseudo-technocratie, et un dirigisme abstrait et mécanique. Il commence à saisir les véritables implications, les exigences et

aussi les conséquences de l'urbanisme. Il commence à comprendre que l'urbanisme ne se distingue pas de l'architecture par une plus grande *quantité* de constructions mais qu'il représente un autre degré de l'action humaine, qu'il est d'une autre qualité que l'architecture, et sur un autre plan. C'est que l'expérience quotidienne, personnelle, et les comparaisons devenues possibles, rendent plus sensibles les frustrations et perceptibles les incohérences. Apathique durant des années, un peuple se réveille, lucide, et intelligent dans la critique. Mais l'intelligence critique ne suffit pas : il faut désormais atteindre un niveau de connaissance qui permette la réflexion et l'action. Pour cela, nous avons besoin d'une information. C'est la première condition d'une pensée méthodique.

Nous nous proposons ici de satisfaire à ce besoin d'information et nous examinerons d'abord les trois grandes périodes de l'urbanisme qui nous mènent au seuil d'un urbanisme qui pourrait être plus conscient.

Puis, nous essaierons de répondre à la question : à quoi sert la ville ? Ce qui nous permettra d'esquisser le devenir probable de l'urbanisation.

Enfin, ayant énuméré les conditions qui nous semblent indispensables à une maîtrise de ces phénomènes d'urbanisation, nous laisserons au lecteur la tâche de poursuivre lui-même sa réflexion.

I. LES TROIS GRANDES PÉRIODES DE L'URBANISME

La division que je propose, je sais ce qu'elle peut avoir d'arbitraire et de schématique ; mais elle a pour intérêt de montrer nettement quels sont les éléments moteurs de l'aménagement grâce à quoi nous nous situerons mieux à l'intérieur de ce processus.

a) *L'urbanisme autocratique et efficace*

Conséquence de la concentration des pouvoirs et des moyens sur une seule tête, militaire, prince, roi ou empereur, cet urbanisme exprime l'unité de vue de son auteur. Conception,

réalisation, financement, même s'ils sont le fait de plusieurs, sont en effet assujettis à la volonté d'un seul. Et l'œuvre naît. Mais il n'est pas toujours certain qu'il s'agisse d'urbanisme ; c'est-à-dire d'un aménagement spatial au service d'une collectivité. Cependant, sans parler des fondations de villes, de très nombreuses grandes compositions ont enrichi notre patrimoine immobilier urbain et, à des siècles de distance, contribué à créer véritablement un certain urbanisme pour le plus grand nombre, ce qui n'était pas dans les intentions des fondateurs.

Cette longue période de création *autocratique*, fertile en admirables réussites dans toutes les civilisations, a laissé au cœur des hommes, et surtout des techniciens, un souvenir nostalgique. L'architecte, serviteur zélé d'un prince, et bien que soumis indirectement aux aléas du pouvoir, disposait en principe des conditions les plus propres à assurer la parfaite réalisation d'une œuvre. Beaucoup, parmi nous, regrettent cet âge d'or. C'est qu'ils voudraient être *efficaces*. Et il est bien vrai que l'une des vertus de cet urbanisme est son efficacité ; caractère d'autant plus remarquable que bien souvent ces vastes opérations s'accomplirent sous des règnes successifs et avec le concours de plusieurs architectes. C'est par désir de cette efficacité qu'on souhaite volontiers la présence d'une autorité souveraine ; et voici née la tentation « technocratique ».

b) *L'urbanisme technocratique et spéculatif*

En ce qui concerne la France, je crois que le passage de cette très longue période à la seconde eut lieu sous Napoléon III, avec l'administration du préfet Haussmann. Certes, si l'on prenait la spéculation pour seul critère, on pourrait trouver dans la première période bien des opérations — île Saint-Louis, rue de Rivoli, place Vendôme, etc... — qu'on pourrait dire « modernes ». Mais le double caractère *technocratique et spéculatif* prend tout son relief dans la personnalité d'Haussmann. Pratiquement, et quoi que nous ayons pu entreprendre et réaliser dans les domaines technique, juridique, administratif et financier, nous en sommes encore à ce stade.

Pour notre pays, cela se justifie par la centralisation administrative, le prestige du modèle parisien et l'esprit particulièrement conservateur du Français plus soucieux de défendre son bien pas à pas contre les empiètements de l'Etat que d'accepter des solutions nouvelles qui l'associerait à des opérations financières fructueuses mais comporteraient des risques. Le Français se lance volontiers dans la spéculation ; mais il veut être sûr du résultat. C'est bien pourquoi la spéculation la plus appréciée de nos concitoyens est celle-ci : attendre, pour vendre un terrain bien placé, que, par ses travaux, la collectivité lui ait donné sa plus haute valeur marchande.

C'est dans ces conditions que l'urbanisme français a été institué officiellement par les lois de 1919-1924, puis s'est développé (1935) et, depuis la loi de 1943 et les nombreux textes qui ont suivi pendant plus de vingt ans, a fait l'objet de maintes applications.

Il est par trop aisé de faire la critique de toute cette période. Reconnaissons au moins que toutes ces tentatives étaient indispensables pour former des techniciens, orienter l'enseignement et permettre une prise de conscience généralisée de l'ampleur de l'enjeu. Reconnaissons encore que, malgré tous les efforts entrepris, l'insuffisance des moyens financiers est flagrante, l'inadaptation des structures administratives indéniable. L'aménagement ne pouvant guère intéresser les habitants que s'il est local ou régional, c'est d'abord à ces échelons, et en dehors de l'échelon national que doivent se décider et se financer les opérations. Il n'empêche que les contradictions et les incohérences s'accusent chaque jour davantage.

D'autre part, entre les intentions proclamées et les réalisations s'interposent toute une série d'obstacles dont ceux qui relèvent de la spéculation ne sont pas les moindres. Spéculations sur le terrain, sur la construction, sur le financement, sur la vente, qui annihilent souvent tout le bien que l'on pouvait attendre d'une opération et, parfois, la compromettent définitivement au bénéfice d'une autre, plus rentable, mais moins souhaitable pour l'intérêt immédiat de la collectivité.

Ces freins, ces limitations ne sont pas le propre des seuls pays capitalistes. L'orientation des investissements d'Etat ou des entreprises peut, dans un pays socialiste, aboutir aux mêmes résultats décevants. La spéculation n'est pas du même ordre, elle ne sert pas directement un intérêt personnel et privé, mais elle sert celui d'une collectivité restreinte qui ne s'en oppose pas moins violemment à l'intérêt général pour le plus grand dam de l'urbanisme. Quelque soit le pays, socialiste ou capitaliste, seul l'investissement le plus réduit pour le revenu immédiat le plus grand intéresse le fonctionnaire ou le financier ; le moyen terme entre rarement dans le bilan, alors qu'il n'est pas une seule opération d'urbanisme véritable qui puisse être bénéfique sur le plan social dans le court terme. On voit que le remède réside essentiellement dans une formation des esprits et dans une nouvelle façon de procéder aux bilans des opérations.

L'économie humaine, c'est-à-dire la préservation et la mise en valeur du « capital humain », n'a fait que peu de progrès. La lenteur des réactions officielles devant les massacres hebdomadaires de la route en est une preuve. En matière d'urbanisme, les atteintes au capital humain, pour être moins directes et sensibles, n'en sont pas moins certaines ; et elles sont d'autant plus profondes qu'elles sont diluées dans le temps. On sait toutes les névroses et toutes les maladies psychosomatiques qui sont la conséquence d'un « urbanisme » inhumain, ou, pour mieux dire, d'une absence d'urbanisme. Ces troubles ne nuisent pas seulement à ceux qui en souffrent les plus visiblement ; ils créent un milieu néfaste aux jeunes enfants ; et ces enfants risquent d'en être marqués toute leur vie.

Devant ces absurdités, le cœur se révolte... Mais le langage du cœur ne peut guère toucher ceux qui, détenant le pouvoir, ne veulent raisonner qu'en comptables. Il convient donc de leur parler, à notre tour, en comptables, et de les prier de tenir compte de la *valeur économique* de l'individu. N'est-il pas, lui aussi, un placement ? La somme des dépenses faites depuis sa naissance par la société ne peut-elle trouver place dans les

bilans des ministères ? Tant que l'on n'aura pas pris en compte cette valeur économique de l'homme, les bilans, quelle que soit l'économie considérée, seront faussés et soumis uniquement aux impératifs des investissements minima. La seule différence étant, dans les pays capitalistes, une marge bénéficiaire de 20 à 25 %. Encore faut-il rappeler que, souvent, c'est cette marge qui assure le dynamisme des promoteurs et permet de réaliser les opérations. Tout ceci m'amène à penser que la période de l'urbanisme technocratique et spéculatif ne peut être dépassée que par un triple effort de *régionalisation,* de *démocratisation* et de *planification nationale* qui tende à définir les objectifs essentiels de façon cohérente.

Je crois que le qualificatif *communautaire* pourrait caractériser le nouvel urbanisme qu'il nous faut mettre en œuvre. Il implique en effet l'idée d'une communauté d'intérêt qui est bien la marque de la nécessaire régionalisation des problèmes d'aménagement. Il suppose une gestion démocratique des intérêts de tous sans pour cela imposer un type plutôt qu'un autre de démocratie — directe ou par représentants à différents échelons —. Enfin, *l'urbanisme communautaire* sous-entend qu'une planification coordinatrice oriente, à l'échelle de la nation et en vue du bien commun, les différentes communautés territoriales qui la constituent. Mais, dans la mesure où cet urbanisme est démocratique, il est par nature soumis à des forces contraires, ce qui donne un certain caractère d'incertitude à la succession des options prises. C'est pourquoi je le qualifierai *d'aléatoire;* ce terme n'ayant évidemment rien de péjoratif : c'est en effet cette indétermination même qui domine notre propre conception de l'urbanisme, ainsi que nos méthodes d'approche et les processus de décision correspondants.

c) *L'urbanisme communautaire et aléatoire.*

L'avènement de cet urbanisme implique de notre part de nombreux changements. En serons-nous capables ? Voici une brève énumération des points essentiels.

— D'abord, former des *citoyens*. Et se hâter de le faire ! Car c'est à l'école maternelle qu'il faut commencer. L'*instruc-*

tion civique se voyant enfin reconnaître l'importance fondamentale qui doit être la sienne dans un enseignement dispensé par la collectivité.

— Mais l'Etat n'est pas seul en cause. Car il s'agit aujourd'hui de définir une *morale* qui permette à notre société en mutation de conserver certaines valeurs essentielles tout en s'ouvrant à l'évolution. Cela suppose, en matière de sexualité, d'éducation des enfants, de parenté (famille conjugale, couple, célibataires) et de groupes sociaux, un certain nombre de choix. De la netteté de ces choix dépend l'appui que peut leur apporter l'urbanisme.

— Parallèlement, il faut repenser la dimension des unités administratives. Quels sont les types d'organisation les mieux adaptés à la vie des diverses communautés et qui, pour la plus grande efficacité, impliquent la moindre contrainte ? Quelles seront les structures humaines les plus favorables à la société de demain ?

— Dans cet effort de renouvellement et d'adaptation, il est bien certain que rien de ce qui touche à l'économie ne saurait être négligé. D'où la nécessité d'établir la gestion de l'entreprise sur des fondements nouveaux.

— Enfin, c'est la société elle-même qui doit se donner clairement une finalité telle que les diverses communautés qui la constituent puissent avoir conscience de participer à une entreprise commune.

La réalité sociale est de plus en plus diverse et complexe. La complexité croissante des choses humaines pourrait bien être, d'ailleurs, la dominante de notre temps. D'où cette figure de chaos. Au milieu de ces mille conflits de tous ordres dont nous sommes les témoins et les acteurs, et tandis qu'il ne manque jamais de nouveaux prophètes de la violence pour nous en promettre la solution, il s'agit d'inventer ensemble une juste façon de tirer de notre vie contradictoire son principe d'unité. De Marx à Mao-Tsé-Toung, c'est, en somme, l'âge industriel et belliqueux de la « dialectique » qui se déroule et

s'achève. Un autre peut commencer. Comment pensons-nous les contraires à l'échelle des nations ? Pays du Nord et du Sud, pays de l'Est et de l'Ouest... Partition bien pauvre ! A l'échelle des agglomérations, nous multiplions les ségrégations de toutes sortes.

Critique de la cité ? Critique de la civilisation ? C'est la même critique. Cette critique n'est pas seulement un exercice de nos intellects : elle s'accomplit en fait ; et c'est le vrai sens de la *crise* que nous connaissons.

II. A QUOI SERT LA VILLE, ET QUEL EST SON AVENIR ?

a) *La ville*

Que font-elles de nécessaire les villes ?
Font-elles le blé du pain qu'elles mangent ?
Font-elles la laine du drap qu'elles portent ?
Font-elles du lait ? Font-elles un œuf ?
Font-elles le fruit ?
Elles font la boîte. Elles font l'étiquette.
Elles font les prix.
Elles font la politique.
Elles font la réclame.
Elles font du bruit.
Elles nous ont ôté l'or de l'évidence, et l'ont perdu.

LANZA DEL VASTO
Principes et préceptes du retour à l'évidence.

Il convient ici de rappeler brièvement ce que fut la ville avant la grande mutation en cours. Certains faits sont connus de tous, — du moins, ils devraient l'être.

Qu'est-ce que la ville ? — Un lieu d'échanges. *Echanges matériels* d'abord : c'est la localisation la plus favorable à la distribution des produits de la terre, à la production et à la distribution des produits manufacturés et industriels, et, enfin, à la consommation de biens et de services très divers. A ces échanges matériels se lient inséparablement les *échanges de*

l'esprit : la ville est le lieu par excellence du pouvoir administratif, lui-même représentatif du système économique, social et politique ; et c'est également l'endroit privilégié de la fonction éducatrice et d'un grand nombre de loisirs : spectacles et représentations impliquant la présence d'un public assez dense.

Ces échanges de l'esprit font la *civilisation.* La cité est à la fois l'expression et le support de la civilisation. Elle fait de l'homme naturel — *païen, sauvage* — ou de l'étranger, un *citoyen.* Une ville est pleinement elle-même dès lors qu'elle donne à chacun le sentiment d'appartenir à une vaste communauté qui le dépasse et, en contre-partie des droits qu'elle lui dispense, lui impose des devoirs.

Ainsi la ville est-elle école, et école permanente. Espace unique d'hommes divers, la ville les fait vivre dans un même temps, et, par elle, ces hommes vont se sentir placés dans le cours des âges. L'homme rural vit un temps fait de cycles et de beaucoup d'oubli et de légende. Si les arbres, parfois — je pense aux séquoias géants et multimillénaires du parc de Yellowstone près de San Francisco — donnent à l'esprit l'image d'une durée qui touche à l'éternel, cette image vertigineuse révèle du même coup à l'homme l'éphémère de sa vie. Tout autre est le sentiment qu'inspire la ville. La ville est archives de pierre. Mémoire en même temps que projet. Espace temporel. Elle est la mère de l'Histoire. Voyons bien que la crise de la ville et la crise de l'Histoire, ces phénomènes dont nous sommes les témoins encore ensommeillés, sont une seule crise : celle qu'on pourrait dire de l'*homme artificiel.* Il nous suffit d'ouvrir la *République* de Platon ou les *Discours* de Rousseau pour y trouver l'expression radicale de nos inquiétudes les plus récentes.

Ce sentiment de la durée humaine — synchronique et diachronique — se perd quand la densité excède un certain seuil. On sait qu'Hippodame de Milet, « urbaniste-politique », composait sa cité parfaite de dix mille *citoyens* (soit, avec les femmes, les esclaves et les étrangers, cent mille habitants) ; ce nombre permettait les échanges et les rencontres indispen-

sables à la vie même de la cité ; on ne pouvait le dépasser sans mettre en péril l'unité et l'assise de cette cité. Platon et Aristote eurent le même souci de limiter la densité humaine. De fait, les espaces créées par nos devanciers n'avaient de raison d'être que s'ils n'étaient peuplés que d'un petit nombre d'habitants. Nos villes, que ne gouverne aucune sagesse et qui sont le résultat brutal de nos révolutions industrielles, nous ont appris que la foule, informe et morcelée, efface le temps. La ville industrielle, après avoir détruit presque toute référence aux cycles des saisons et au cours des heures, en vient à détruire, par l'excès de sa densité, le sentiment de la durée humaine. C'est là notre vie *quotidienne*, où l'Histoire se dissout, comme s'est défait, avec le voisinage villageois, le tissu des naissances et des morts. Et l'étendue toujours plus vaste des conquêtes urbaines accuse le décalage entre l'être et la forme[1] qui est le caractère même du milieu urbain.

Ainsi la ville n'existe qu'à la condition d'une certaine densité ; mais cette densité ne peut croître indéfiniment : une *quantité* excessive ôte à la ville sa *qualité* même. Et la durée humaine qui en faisait l'essence s'anéantit et se change en un temps désormais informe. La ville est ainsi abolie en tant que lieu d'échanges spirituels.

La ville moderne est également détruite en tant que lieu d'échanges matériels. La consommation faisait la ville, l'excès de consommation la défait. Il ne me revient pas ici d'examiner les mille rouages de notre « société de consommation » ; ces thèmes, du reste, sont suffisamment à la mode pour qu'on se borne sans dommage à les évoquer. Mais il convient de montrer comment l'hypertrophie de la consommation — et je ne dis rien de ces incitations perpétuelles et indéfinies à satisfaire des « besoins » de plus en plus artificiels et nocifs — a partie liée avec la crise des villes. Le niveau de vie croissant entraîne, pour chacun, l'accroissement du besoin d'espace. Ce besoin d'espace, la ville ne peut le satisfaire ; il faut donc, dès

1. Cf. *Technique de l'Urbanisme* (Coll. Que sais-je ?), Paris, P.U.F., 1953, p. 6-7.

qu'on le peut, quitter la ville, c'est-à-dire, l'étendre. Et puis, bientôt, il faut recommencer. Mais voyons de plus près ces enchaînements.

L'esprit de consommation, après avoir trouvé dans la ville son terrain de choix, a largement débordé un espace trop restreint pour lui, et pour débusquer l'acheteur virtuel, a envahi la campagne. Puis, revenant à la ville, il a tenté de vendre la campagne aux citadins. A ce moment, la conjonction étant favorable, le succès a dépassé tous les espoirs. L'élévation du niveau de vie, d'abord consacrée à satisfaire le désir de mobilité et d'évasion par l'acquisition de l'auto, a été bientôt consacré à satisfaire le goût de la propriété par l'acquisition d'une résidence secondaire, dotée, bien entendu, d'un équipement secondaire. Excellent truc pour doubler la consommation. D'autant que la résidence secondaire exige, pour qu'on en jouisse, la possession d'un véhicule. Inutile de décrire longuement les oppressions, les gaspillages, les absurdités qui résultent de ce nomadisme et de ces déplacements multipliés ; ces maux de notre époque ne sont nulle part plus sensibles qu'en ville, et c'est, hélas ! notre condition la plus commune.

La complexité croissante de la ville moderne est un autre de ses caractères. La division en « quartiers » est désormais insuffisante à rendre compte de l'organisme urbain ; d'autant qu'il n'existe pas de commune mesure entre les quartiers. Une foule de variables agissent ensemble : populations qui diffèrent par leurs problèmes ethniques, sociaux et économiques ; diversité des localisations et des liaisons nécessaires ; fonctions internes et externes qui se superposent et s'enchevêtrent suivant un calendrier particulier. Pourtant, cette complexité ne doit pas nous masquer le caractère global du phénomène urbain.

Complexité-globalité, cette double réalité agit fortement sur l'individu. Sa découverte fragmentaire des mille rouages de l'agglomération le fascine et, d'autre part, il est dominé par l'entité *ville.* Situation propre à aiguiser son sens critique et qui le rend particulièrement vulnérable aux incohérences et aux nuisances de la vie urbaine troublée par l'évolution actuelle.

Manifeste depuis cinquante ans, l'inadaptation des réseaux et des infrastructures atteint aujourd'hui son point de rupture, — et cela, aussi bien pour les voies que pour les réseaux de distribution des fluides. Les pollutions sont devenues intolérables ; qu'il s'agisse du *sol,* avec l'accumulation des déchets, de l'*eau,* avec les rejets abusifs des égoûts et des exploitations industrielles, ou de l'*air*, avec les gaz et les fumées qui, chape de crasse, signalent de loin aux aviateurs nos entassements. A ces détériorations s'ajoutent l'effet des bruits, dont la ville est prodigue. On sait qu'un bruit de *x* décibels pendant *y* minutes provoque la mort d'une souris. Croit-on que nos vacarmes et nos discordances laissent intact notre organisme et ne troublent que par exception notre comportement ?

Ainsi la ville perd-elle sa prépondérance de lieu d'échanges matériels et intellectuels. Les signes de cette faillite sont sans ambiguïté. Exode des centres commerciaux. Exode des emplois de toutes sortes. Exode des nombreux bâtiments administratifs. Exode des facultés et universités. Exode des habitants. Exode hebdomadaire des citadins. Comment, dès lors, s'étonner de l'absence de civisme, du manque de participation des citoyens à la gestion de la cité ?

A ces raisons de déclin, qui sont d'ordre général, s'en ajoutent, spécialement en France, qui tiennent aux relations entre la ville et l'Etat. Enlevant aux villes leur autonomie de gestion, l'Etat les prive des moyens d'exprimer leur personnalité. L'Etat est abstrait, c'est une entité que rien ne matérialise dans un espace sensible à l'homme. L'Etat ne peut, comme la ville, illustrer chaque moment de son histoire — glorieux ou lamentable — par des bâtiments, des monuments, des perspectives de jardins. Ainsi mise en tutelle, la ville perd toute existence propre ; et ses habitants, dans leur grande majorité, se désintéressent du devenir de leur cité. Les opérations se succèdent au hasard, sous l'impulsion des hommes politiques ou des techniciens, sous le contrôle des administrations centrales et dans un climat général de spéculation sans qu'à aucun moment se dégage un consensus général. Ce qui faisait la personnalité de la ville

s'atténue, se dilue ; la ville est de moins en moins une école dans la mesure où le sens de la continuité est interrompu par la main-mise de l'Etat. C'est bien pourquoi nos villes sont malades. Et comme la puissance de l'Etat centralisateur s'est affirmée dans la plupart des pays occidentaux, nos villes ne sont plus que rassemblement d'irresponsables, avec des mentalités de hors-la-loi ; elles deviennent lieux d'incitation au désordre et à la colère. Faute de cette compensation majeure que constituait le sens de la continuité, la ville, amplifiant les frustrations multiples que toute société impose aux individus, favorise l'expression des ressentiments d'une population irresponsable de son devenir. Et la rapidité de l'évolution technique ne fait qu'aggraver la situation en périmant toutes les initiatives avant que l'on puisse en attendre un résultat bienfaisant. Enfin, mineure en matière financière, et cessant par là d'être maîtresse de ses destinées, la ville se trouve cependant obligée de faire face à des afflux sans précédent de populations rurales et étrangères, et à une natalité accrue. Elle s'étend monstrueusement. Les communications deviennent rapidement malaisées, puis difficiles. La lourdeur écrasante des charges de toutes sortes qui l'assaillent l'oblige à se tourner encore davantage vers l'Etat, unique dispensateur des richesses. Et le cercle est bouclé. Et la ville est à son crépuscule. A tel point que l'on peut se demander si la période florissante des villes n'est pas déjà dépassée. Je pense, quant à moi, que nous risquons de périr pour n'avoir pas compris à temps quels sont les véritables problèmes que posent les villes et pour n'avoir pas su les aborder avec l'esprit de liberté qui convient. La ville, qui ne suscite que la haine, exaspère les rancunes, accuse les oppositions sociales et les disparités économiques, peut être le tombeau de notre civilisation.

Connaît-on ces apostrophes de Lanza del Vasto, dans les *Principes et préceptes du retour à l'évidence*[1], qui datent de 1945 ? « Fuis la ville si c'est l'être et la substance que tu cherches. Crains de te frotter à ceux qui ne cherchent qu'à se

1. Ed. Denoël.

fuir ». Et ceci : « Où est ta beauté, grande ville, grise et brouillée comme des poils intimes ? Là les couleurs se sont éteintes comme se fane le feuillage quand la racine est coupée. La terre là n'est plus la terre, le bois est du métal peint, l'espace est un miroir, l'homme un reflet ». Ceci encore : « Tu as trop de vie, grande ville. Trop de vie s'appelle fièvre. Fièvre est signe de maladie. Ta maladie c'est de ne pas avoir de raison d'être ». On ne se lasserait pas de citer ces sentences. « Que produisent-ils ? De la vitesse. Une forme du rien ». « Tous, ils fuient l'épouvante du peu. Leur déroute perpétuelle emplit la rue. Prêts à tout entreprendre, prêts à tout prendre, prêts à tout vendre, prêts à vendre leur bras, prêts à vendre leur peau, leur intellect, leur cul, leur vote, leur femme. Prêts à sourire, prêts à tuer, prêts à crier vivat ». Et enfin : « L'homme est un ange déchu. Mais l'homme de ville est un animal dénaturé. Où cours-tu, homme de ville, petit fauve aux ongles rongés ? » « Où est ta grandeur, dis, grande ville ? forgée par l'avarice et limée de lésine, grandeur faite de petitesses accumulées. Au bas des murailles, devant les grilles, l'homme emportant son cœur vivant s'efface comme une petite erreur ».

b) *Métamorphose de la ville*

Croire en l'homme, aujourd'hui, c'est en particulier refuser de croire à la fatalité de cette sorte de ville qu'on ne dénoncera jamais avec trop de dureté. Il nous faut donc nous demander quelle peut être la métamorphose de ce monstre.

La ville peut changer : son histoire même nous l'enseigne. A la vérité, il y a eu et il y aura toujours des lieux de convergence humaine ; mais cela ne veut pas dire que ce seront les seuls lieux habités par l'homme. Encore enlisé dans un mode de vie campagnard et pas encore adapté — et vraisemblablement inadaptable — au genre de vie urbain particulièrement inhumain que nous lui proposons, l'homme doit se renouveler. L'homme futur sera peut-être celui qui résoudra la dualité ancestrale de l'homme de la campagne et de l'homme de la ville : proche de la nature par son habitat, il pourrait être, par

son emploi et ses relations humaines, lié à un devenir social. Dans une conception nouvelle de l'occupation de l'espace, il devient en effet possible à l'homme d'être à la fois d'un pays, comme le fut toujours le paysan, et d'un temps, d'une époque, comme l'est le citadin. Ainsi s'accomplirait la pleine citoyenneté de l'homme : citoyen du monde naturel et citoyen de la cité humaine. C'est à cette plénitude que les urbanistes doivent travailler. Tout nous y convie. Il suffit, pour réussir, que l'esprit sache se délier de tous ses engourdissements.

De toute façon, un desserrement raisonné, une occupation très différente de l'espace, une structure urbaine adaptée aux réalités à venir et qui consiste à assurer la permanence des *centres-ville,* par rénovation ou création, et à disperser les populations dans des espaces organisés méthodiquement, c'est là, sans doute, la solution qui préserve le mieux l'avenir.

Ce choix exige un double pari. Parier, c'est jouer. Mais c'est aussi faire acte d'artiste. Car l'œuvre d'un artiste constitue toujours en quelque manière un pari sur le jugement des générations futures. Et c'est bien ainsi que nous entendons énoncer notre double pari. Il faut admettre :

1°) que, quelle que soit l'évolution des hommes et de leurs sociétés, la permanence des lieux de rencontre constituera toujours un besoin fondamental.

2°) que, quel que soit le triomphe des mécaniques, l'homme n'ira pas se démunir de ses puissances corporelles et, principalement, du bonheur de marcher.

Pari gagné d'avance ? On aimerait en être sûr !

Nous rappelions que la ville est un lieu d'échanges matériels. Mais considérons l'évolution des denrées alimentaires : leur production, leur emballage, leur distribution ; voyons comme en trente ans nous sommes passés du garde-manger au réfrigérateur puis au congélateur. Ne peut-on s'attendre, dans les trente années qui viennent, à des modifications équivalentes ? Qu'adviendra-t-il du centre de distribution si la vente sur catalogue se développe continûment et devient d'usage

courant ? En même temps, la radio et la télévision menacent le centre urbain dans sa fonction de culture et d'enseignement.

Si je parie néanmoins pour la permanence d'une certaine forme des lieux de rencontre, c'est que je crois à la valeur et à l'intérêt des relations humaines. C'est aussi que le goût grégaire de notre espèce, en dépit de toutes les possibilités techniques qui favorisent l'isolement, se crée toujours mille occasions et mille prétextes. Toutes fugaces que puissent être ces réunions, elles n'en révèlent pas moins un besoin de rencontre, et qui peut-être va s'accentuant. Quoi de plus naturel, d'ailleurs ? L'élévation du niveau de vie et l'accroissement des loisirs n'apparentent-ils pas, *mutatis mutandis*, les travailleurs d'aujourd'hui aux citoyens d'Athènes flânant sur l'agora tandis que leurs esclaves besognaient ? Les lieux de nos rencontres sont trop divers pour qu'il suffise de reconstituer l'agora des Anciens. Il nous faut inventer l'agora moderne qui, dans des espaces nouveaux, répondra aux besoins de nos contemporains, quel que soit leur âge, et quelle que soit la diversité de leurs liens.

Grâce aux nouvelles techniques de diffusion, l'art pénètre peu à peu la vie économique et sociale. Ainsi la masse des usagers ou consommateurs contient-elle en puissance un large public qui tend à orienter l'art vers de nouvelles formes. Mais cela n'implique nullement l'abandon des plus anciennes et des plus fondamentales. Or, avec ses vides — rues, avenues, places, placettes, quais, jardins... — et ses bâtiments d'architecture domestique ou d'architecture publique à valeur symbolique, l'espace urbain traditionnel est, en lui-même et par lui-même, un domaine de l'esthétique. *Musique, Architecture, Théâtre...* Mais cet art de l'environnement, nous ne nous avisons pas de le désigner comme un être distinct, tant il se distingue peu de notre vie !

Sentiment de l'ici, sentiment de l'ailleurs : la relation de l'homme avec l'espace qui l'entoure est riche d'une émotion toute prête à prendre formes. Créons un nouvel art de l'environnement ; et pour cela, enseignons à voir — c'est un enseignement que l'on ignore encore — enseignons à concevoir.

Ainsi se développera parallèlement dans la population et chez les créateurs un nouveau sens de l'espace humain. Faire cet effort d'invention est autrement exaltant que d'imaginer cent recettes différentes pour accommoder la même concentration urbaine désuète et inhumaine.

Second terme du pari : malgré le travail de bureau ou les travaux d'usine à poste fixe, ou les travaux sur machines agricoles, malgré la télévision, le tout-en-auto — banque, église, cinéma et magasins — malgré toute l'abondance des loisirs et des sports de paresse qui, s'ils mettent en jeu le corps, réduisent son effort et particulièrement celui des jambes : remonte-pente, ski nautique, voile, bateau à moteur, équitation, vol à voile, malgré tous ces périls et ces tentations, je crois en... l'*homo ambulans.*

Pourquoi ? Parce que cette barbarie de carapaces, de roulettes, de mécaniques et d'élasticités ; parce que cette espèce d'enfer où, telle Margot l'Enragée, notre génération passe à travers cent tas de monstres mous ou métalliques ; parce que ce paradis d'insectes et de larves, tout cela, Moyen-Age industriel, ne peut durer ! Déjà, une Renaissance nous fait signe. On veut redécouvrir la beauté, l'intelligence, la sagesse du corps. La médecine moderne et les traditions de l'Orient se rencontrent pour nous enseigner les puissances spirituelles qui sont en notre corps.

Et cet homme, reprenant possession de soi-même, redeviendra un piéton, un flâneur. Il retrouvera, avec le plaisir des rencontres, le bonheur de marcher, d'être debout et d'aller à sa guise. Il retrouvera la ville et le goût de la flânerie. « Flâner est une science, c'est la gastronomie de l'œil ». Comme Balzac a raison ! Et la flânerie peut être l'occasion de mille incitations de l'esprit.

Il s'agit là de paris. Mais peut-on raisonnablement espérer autre chose ! Ce qui nous importe, c'est que le nouvel aménagement spatial incluant des zones de convergence, de rencontre et de communication, et des zones de dispersion, de recueillement et de silence, et conçu comme un phénomène

global, préserve l'intégrité de la personne et favorise son développement. Cette culture de la personne au sein de la société est indissolublement liée à l'organisation même de la vie quotidienne. Ce sont donc les espaces qu'il s'agit de concevoir et de réaliser en tenant compte de cette règle majeure. Cela exige une éducation et une formation complète des techniciens, l'autonomie de gestion des zones urbaines, et la participation effective des populations. A ce prix, il est permis de croire à un renouveau de notre civilisation. Elle s'exprimerait par des sortes de villes-centres, fédérant et regroupant des zones d'habitat bien équipées, à prépondérance variée : habitat et emplois de toutes catégories.

*
* *

Aux impératifs déjà énumérés et qui consistent à former des citoyens, élaborer une morale, repenser l'échelle de nos organismes administratifs et économiques, chercher à instaurer des modes de gestion qui ne briment ni ne mutilent nos sociétés nécessairement pluralistes et complexes, nous venons d'ajouter certaines précisions concernant les orientations qui favoriseraient une organisation consciente de l'espace : il s'agit d'une *ville-centre* fédérant organiquement des localisations d'habitat et d'emploi réparties judicieusement en fonction des sites avoisinants. Ce qui revient à dire qu'il faut concevoir des secteurs hétérogènes, dont les fonctions soient multiples et complexes, et qui soient réunis par des réseaux variés de communications permettant le fonctionnement optimum de chacun d'eux. Tous ces centres seraient reliés organiquement à un noyau prépondérant et prestigieux. Et l'ensemble jouirait d'une large autonomie financière. Seules s'imposeraient à lui les grandes directives fixées en fonction des plans de développement économiques et sociaux élaborés à l'échelon national.

Il est certain que, même admise dans son principe, cette mutation soulève en fait des difficultés considérables, et de tous ordres. La moindre n'est pas la formation intellectuelle des citoyens en général et plus spécialement des responsables politiques, des administrateurs et des techniciens. Malgré bien

des efforts et des résultats certains, il reste beaucoup à faire ! Et c'est par là que nous voudrions conclure.

Si, comme le disait il y a plus de cinquante ans Patrick Geddes, « une ville, une cité ne sont pas seulement un lieu dans l'Espace, mais un Drame dans le Temps », il faut reconnaître que nos moyens d'étudier ces problèmes complexes ne se sont guère améliorés. La méthodologie de l'organisation consciente de l'espace reste à élaborer.

L'espace humain est aujourd'hui si vaste qu'il n'est du pouvoir d'aucun homme, et quels que soient sa formation et son savoir, d'en déterminer seul, *ne varietur*, le principe d'évolution. Pourtant, une pensée organisatrice est indispensable. Mais sur quoi la fonder ? L'urbanisation est toujours « un drame dans le temps », mais l'accélération de l'histoire, en précipitant les événements, incline à la recherche de solutions souples, de caractère souvent temporaire ou même provisoire. Dans le choix des hypothèses, la meilleure est toujours celle qui laisse la plus grande ouverture aux réalisations de nos successeurs. C'est, me semble-t-il, la seule manière de penser l'urbanisme. Puissent les populations et tous ceux qui participent à l'aménagement de l'espace en être convaincus. Notre amour de la liberté doit aller jusqu'à respecter les imprévisibles choix des générations à venir.

Robert AUZELLE

EXIGENCES HUMAINES DE L'URBANISATION

L'étude des comportements individuels et collectifs des urbains comme les interviews en profondeur menés auprès d'eux font apparaître que les habitants des villes, les plus grandes surtout, n'y trouvent pas leur épanouissement. Paradoxalement en effet la ville inspire simultanément une fascination et une répulsion. Expliquons-nous.

Certes la grande ville moderne est, pour les habitants des zones rurales de tous les pays, le symbole de la réussite humaine, mais ce symbole n'a rien d'un « miroir aux alouettes ». Il n'est que trop vrai que, *dans l'état actuel* des choses, seule la grande ville offre une gamme étendue d'emplois, de promotion, de commerces, d'écoles, de services (médicaux, sociaux, administratifs, etc...) de culture, de loisirs, de rencontres intéressantes et, même s'il faut les attendre longtemps, de logements bien équipés.

Et pourtant, très vite si l'emploi urbain trouvé est bien rémunéré, le citadin commence d'acheter une automobile — fût-ce d'occasion — pour se libérer des contraintes des distances et du temps et fuir la ville à chaque week-end ; puis il cherche un logement en banlieue verte ou mieux, s'il est aisé, un habitat secondaire du type pavillon. Il est ainsi bien évident que, sous l'angle de l'intérêt qu'il lui porte, cet habitat, juridiquement secondaire, est, effectivement, le principal, tandis que l'habitat principal urbain n'est à ses yeux qu'un « pied-à-terre » pour le travail.

Tout se passe donc, en fait, comme si la ville n'était recherchée que pour ses avantages matériels : le « corps » y est... le moins longtemps possible, mais « l'esprit » est ailleurs.

1. *Agglomérer n'est pas urbaniser*

Il convient sans doute de s'interroger sur cette distorsion : « l'impressionnante voracité des villes » (pour reprendre l'expression de Robert Auzelle) est-elle l'endroit ou l'envers de la civilisation contemporaine ? En d'autres termes est-elle le résultat d'un vouloir raisonné collectif ou la conséquence d'une carence prospective ? Avec Robert Auzelle encore nous répondrons : « Alors qu'avec quarante ans de retard le public commence à accepter comme un fait inéluctable le phénomène d'urbanisation, nous sommes de ceux qui pensent que ce phénomène amorce déjà son déclin »[1].

Il semble bien, en effet, que, enclins, au nom d'une fausse conception de l'objectivité, à croire que ce qui est doive obligatoirement être, les responsables de l'urbanisation aient confondu une situation conjoncturelle (même de longue durée : qu'est-ce qu'un siècle à l'échelle de l'histoire humaine ?) avec une tendance structurelle. Ils n'ont pas supposé un seul instant que cette ruée sur les villes puisse relever davantage d'une contrainte que d'un choix délibéré : il est vrai, à leur décharge, que nombreux sont ceux qui croient agir librement quand la contrainte, au lieu d'être personnalisée, vient des événements ; c'est ainsi que le rural qui part en ville en raison du marginalisme de ses instruments de travail est souvent convaincu qu'il part de son plein gré.

Il n'en reste pas moins que la ruée sur les villes s'est effectuée en deux temps :

— d'abord, au moment de la première concentration industrielle et en l'absence tant de moyens rapides généralisés de transport des hommes et des marchandises que de politiques de départ ou d'accueil des migrants. En changeant de taille, les

1. *Cours d'urbanisme*, Paris, Ed. Vincent Fréal et Cie, t. 1, p. 28.

industries s'implantaient près des centres où la main d'œuvre et les consommateurs étaient les plus abondants; les ruraux, en surnombre du fait de la fermeture des usines rurales de la première génération, gagnaient les villes pour retrouver un emploi. La croissance en cercle vicieux des villes était amorcée et personne aujourd'hui ne songe à le rompre tant le couple « industrialisation-urbanisation » est considéré comme indissociable. Et pourtant ce couple est né de l'absence de moyens de transport rapides et souples et de voies afférentes, toutes choses dont nous disposons abondamment aujourd'hui.

— puis, plus récemment (en France, depuis 1945) la ruée sur les villes a repris lors de la mécanisation accélérée et généralisé de l'agriculture. En effet, le phénomène d'urbanisation étant considéré comme inéluctable, rien n'a été prévu en zone rurale pour que l'exode agricole — souvent inéluctable celui-là — ne s'ajoute à l'exode rural. Au contraire, en raison même du postulat de l'inéluctabilité du phénomène d'urbanisation (tel qu'il se présente), tout l'effort d'équipement a été et est encore concentré sur les villes.

On ne saurait donc dire que, dans le premier temps comme dans le second, *les migrants aient eu la possibilité de choisir* : l'exode sur les villes était la seule issue possible. Mais on ne saurait dire non plus, à l'analyse des causes de ces migrations, *que cette « voracité des villes » soit inéluctable.*

***

Les migrants ne pouvaient pas davantage choisir leurs logements. Certes, alors que dans le premier temps de la ruée sur les villes les immigrants, à l'instar des travailleurs étrangers d'aujourd'hui, s'entassaient *les uns à côté des autres* dans les taudis des villes et (déjà) dans les bidonvilles de leurs banlieues, les autorités se sont efforcées, au second temps, de les loger plus décemment. Encore faut-il noter que, en raison notamment du prix des terrains (la spéculation foncière étant jugée, elle aussi, inéluctable), les promoteurs ont été obligés, pour réduire les coûts, de « densifier » davantage. Ce qui les

a conduits, pour dégager les espaces verts réclamés par l'hygiène sociale, à « empiler » les logements *les uns au dessus des autres*. La concentration jadis horizontale est devenue verticale : pour moins « voyante » que la première cette dernière n'en existe pas moins.

Incapables de supposer que l'urbanisation puisse avoir une autre forme que celle de cette concentration humaine, les responsables misent sur cette concentration : les auteurs du cinquième plan, par exemple, pronostiquent en extrapolant les courbes récentes (du deuxième temps d'émigration sur les villes) que, en 1985, 80 % des Français habiteront dans les villes, dont 75 % dans les grandes villes. Et comme, par un curieux processus mental, ces pronostices se transforment en « objectifs », les pouvoirs publics mettent tout en œuvre pour que ces pronostics se réalisent.

*
* *

Nous sommes donc en pleine confusion : les autorités prévoient *à la fois*, au nom des courbes antérieures, que les trois quarts des Français résideront en grandes villes, et au nom des incidences de l'élévation des niveaux de vie et des souhaits exprimés (les enquêtes montrent que 75 % des familles souhaitent vivre en «pavillon»), que ces mêmes Français disposeront, en même temps d'un habitat secondaire. En conséquence de quoi on « empile » les familles dans des immeubles urbains verticaux pour réduire les coûts de construction (mais non d'habitation) et éviter le gaspillage des sols. Ce qui, par réaction, incite ces mêmes familles à rechercher encore plus un *habitat secondaire, entouré d'un jardin et disposant des mêmes commodités que celui de la ville*[2].

On aboutit ainsi à dépenser pour l'habitat des sommes beaucoup plus élevées que celles qu'on souhaitait économiser

2. « Comme le logement principal, le logement secondaire doit assurer un confort croissant et, en conséquence, demande l'eau, le gaz, l'électricité, le téléphone et la fourniture d'ersatz lorsque c'est nécessaire, butane et propane, par exemple » (R. AUZELLE, *op. cit.*, p. 30).

(même si, *apparemment*, l'argent ne sort pas de la même bourse) et à gaspiller une surface de sol sans aucune mesure avec celle qu'on espérait sauvegarder.

*
* *

Nous ne faisons ici le procès de personne : en fait, les responsables, oubliant l'amplitude des mutations de la société, ont mal interprété les événements, prenant pour une structure définitive ce qui n'est qu'une phase de transition, et sont prisonniers de cette interprétation. Pendant ce temps, les particuliers, se souciant fort peu d'interpréter ou de penser long terme, souhaitent jouir *immédiatement* de tous les avantages respectifs de la ville et de la campagne tout en en évitant les inconvénients. On peut dire presque sans paradoxe (certains architectes-urbanistes y tendant) que les urbains demandent qu'on « ruralise » les villes et les ruraux que l'on « urbanise » les campagnes.

Pour paradoxaux que soient ces souhaits ils cachent une aspiration profonde qu'il nous faut sortir de sa gangue. Mais cela suppose que tous, pouvoirs publics, architectes et particuliers, dépassent les faits bruts pour rechercher leur signification. Or toutes les analyses précédentes attestent que, *au delà* — si l'on peut dire — *de la ville en tant que telle, ce que les hommes cherchent aujourd'hui c'est la mise à leur disposition de tous les équipements collectifs* (scolaires, de formation professionnelle, sanitaires, socio-culturels, sportifs, etc...) *et des activités économiques qui leur permettront de se réaliser personnellement et collectivement.*

Et il est bien évident — tout au moins nous l'espérons — qu'on ne saurait, à l'ère de la télévision, des autoroutes, de l'aéro-train et de l'ordinateur, penser l'urbanisme industriel ou résidentiel comme au temps des diligences et des colporteurs. C'est pourquoi nous pouvons dire, qu'*urbaniser une population en cette fin du vingtième siècle ce n'est pas « l'agglomérer » dans des villes mais mettre à sa disposition, par une localisation judicieuse* tenant compte au moins des moyens de commu-

nication (des personnes, des choses, des informations) actuels, *tous les équipements collectifs et économiques qui lui sont nécessaires.*

2. *De la ville-entité à la ville-membre*

Dans ces perspectives l'urbanisme doit se « délocaliser » : il est moins l'art de construire des villes *stricto sensu* que l'art de répartir harmonieusement (pour éviter les gaspillages de sol et d'argent que nous avons relevés), sur un espace donné, les hommes et les équipements qui leur sont nécessaires. C'est dire que cette délocalisation postule que l'urbanisme soit plus l'aménagement de « l'espace urbain » que l'aménagement de la ville.

Cela nous amène à poser la question : « qu'est donc l'espace urbain ? » La réponse, pour qui s'est attelé, avec tous les intéressés, à ce problème, est simple : l'espace urbain c'est l'ensemble des communes et de leur territoire qui, déjà dans l'état actuel des choses, utilisent les équipements implantés d'autorité dans la ville.

Il n'est pas besoin de longue réflexion pour découvrir combien cette extension du seul territoire urbain à sa zone d'influence pose les problèmes humains des villes (et des zones rurales périphériques) en des termes entièrement nouveaux. En effet, au lieu de voir, par exemple, d'une part nos grandes villes s'étendre, par le truchement de leurs zones industrielles et de leurs grands ensembles, telles des taches d'encre, sur les territoires des communes voisines et, d'autre part, leurs habitants aisés envahir l'espace suburbain de leurs pavillons, tandis que la couronne au-delà est vidée de sa substance démographique, il devient possible de redistribuer zones industrielles et équipements collectifs concentrés sur la ville de façon à éviter toutes les réactions en chaîne nées de la concentration des hommes.

L'étude des facteurs de croissance industrielle montre que s'il est nécessaire que les « centres de décision » soient concentrés (et donc urbains) il n'y a aucune raison fondamentale

pour que les « unités de production » et certains « laboratoires » soient accolés aux grandes villes : ils seraient à tous points de vue (pollution atmosphérique, nuisances diverses : bruits, circulations, stationnement des véhicules, etc... ou, au contraire, pour les laboratoires : silence et air pur) beaucoup mieux en bordure externe de la zone suburbaine. En effet, les travailleurs actuellement en zone rurale auraient des trajets pendulaires bien moins longs à faire (l'entrée ou la sortie des villes aux heures de pointe étant très difficiles), ce qui leur enlèverait, outre des fatigues inutiles, la tentation de s'installer en ville. Ceux des travailleurs urbains qui soit rêvent d'un habitat en zone rurale, soit ont pu se donner un habitat secondaire dans cette zone pourraient aussi réaliser leurs rêves, transformant, pour les seconds, leur habitat secondaire en habitat principal. Du même coup, ces espaces ruraux intercommunaux ayant été densifiés, les équipements collectifs scolaires, sanitaires, socio-culturels, sportifs prévus à grands frais dans les villes pourraient être implantés dans les zones suburbaines et péri-suburbaines.

Du même coup, la ville elle-même, cessant de croître au rythme d'expansion de ses zones industrielles (ce qui remet en question sans cesse tous les plans d'urbanisme et toutes les prévisions d'équipement) pourrait enfin se consacrer à sa fonction essentielle : *être, par ses « services supérieurs », l'instrument du développement et de la croissance de son espace.*

*
* *

Certains lecteurs nous accuseront peut-être de faire éclater la ville pour sauver l'homme : comme le dit Robert Auzelle : « l'éclatement est chose faite ». Nous voulons, au contraire, en restituant à la ville sa véritable fonction (intercommunale, intercantonale, interarrondissement), la sauver pour sauver l'homme.

Aussi curieux que cela puisse paraître, c'est son individualisme, sa prétention à être sa propre fin, à répondre à tous les besoins de l'homme, qui a amené cet éclatement de la ville.

Aucun exorcisme, même pas celui des mots, ne l'a sauvée : agglomération, conurbation, communauté urbaine ne sont que les étapes de son gigantisme et non de sa survie. Elle n'est qu'un « moyen », elle se voulait « fin » : certains architectes ne vont-ils pas jusqu'à dire que l'homme doit apprendre à habiter dans les villes qu'ils conçoivent pour lui ?

A l'heure des interdépendances, la ville ne trouvera pas son salut en accaparant pour elle seule tous les équipements collectifs et économiques (les hommes concrets fuient déjà en masse cette prison qui se veut paradis), mais en redistribuant tous ceux qui, dans le « tissu communal » à rebâtir, ne lui sont pas spécifiques.

Robert CAILLOT

LA VILLE, PROJET HUMAIN

Dans *Saint Glinglin,* Raymond Queneau avoue, par le truchement de son héros, l'infecte frayeur qui s'empare de lui quand il quitte la ville et qui le dégoûte à vomir des beautés naturelles. Car il n'y a pas de beautés naturelles : « Qui donc a jamais pu croire qu'il y aurait un rapport quelconque entre l'homme et son milieu, un rapport naturel ? Les seules harmonies véritables, l'homme les a créées. Les points communs, l'homme seul les a touchés. L'esprit ne souffle que là où respire l'homme, mais l'homme dégagé de ses contraintes biologiques et agricoles : l'esprit ne souffle que lorsque la nature s'efface et disparaît ». Cette antithèse hégélienne entre la nature et l'esprit s'achève par l'exaltation de la ville : « L'homme ne s'accomplit que dans la ville. Ici je ne ressens qu'effroi et servitude. Je soupire après des tremblements et des fièvres qui ne peuvent éclore que dans des communautés urbaines ».

Cette profession de foi urbaine peut choquer ou apparaître rétrograde alors que le retour à la nature, l'exode hebdomadaire ou saisonnier vers la campagne, le besoin d'une résidence secondaire commandent visiblement la vie urbaine. Ce phénomène massif ne signifie pourtant pas avec évidence que l'homme s'accomplisse dans la nature ni qu'il éprouve un insatiable besoin d'harmonies naturelles. Qu'est-ce, en effet, que cette nature envahie par les foules du week-end et des vacances d'été ? Elle ne se donne pas à l'état brut ; la cam-

pagne n'est pas, à l'égard de la ville, l'*autre* absolu, mais plutôt le corrélatif, et, s'il faut en croire L. Mumford[1], la banlieue, la périphérie ne sont pas des phénomènes récents : la cité et la banlieue sont concomitantes, Our possédait ses faubourgs, et nombre de dessins nous font voir la villa de banlieue égyptienne. Le rapport ville-campagne est soumis à des variations indéfinies, il revêt des formes concrètes éminemment changeantes, mais il est toujours donné en quelque façon, et l'on en peut conclure que la nature se détache toujours sur le fond urbain, qu'elle n'est belle et séduisante que dans son lien et son opposition à la ville, et non en vertu d'une harmonie qui lui serait parfaitement immanente. C'est l'homme de la ville qui invente la nature et, paradoxalement, la campagne est postérieure à la cité, elle n'est arrachée à l'insignifiance que dans une sorte de moment second. Plus la ville devient complexe, plus différentes sont les fonctions qu'elle se propose d'accomplir, plus rigoureuse et rationnelle enfin se fait la vie urbaine, et plus en même temps cet autre pôle qu'est la banlieue ou la campagne surgit visiblement, est valorisé, apparaît souhaitable et même nécessaire. Les auteurs qui écrivent sur la banlieue tentent de la justifier par des raisons d'utilité ; ainsi le florentin Alberti, à la fin du XV[e] siècle, évoque-t-il la satisfaction que l'on éprouve « d'avoir un lieu de repos tout près de la ville, où l'on pourra faire exactement ce qui plaît », « ouvrir sa porte sans être tiré à quatre épingles » ; plus tard, un ouvrage anonyme, *Le Courtisan anglais,* soulignera d'autres avantages de la résidence suburbaine : salubrité, absence d'épidémies, eau excellente, appartements spacieux, agréables vergers, éloignement du tumulte, terrains de jeux, etc. Mais ce n'est là sans doute que rationalisation après coup, que la justification seconde, par des thèmes culturels (une certaine forme de liberté, un souci d'hygiène), d'un phénomène beaucoup plus essentiel, qui s'offre à la compréhension plus qu'à l'explication : la nature naît de la ville, elle n'est pas moins que celle-ci

1. L. MUMFORD, *La cité à travers l'histoire,* p. 604-610. Nous utilisons largement la documentation rassemblée dans cet ouvrage.

le fruit d'une activité humaine, et la nature naturelle et immédiate n'est, au bout du compte, qu'une idée-limite et une abstraction.

Il est donc vrai que l'homme ne s'accomplit que dans la ville, à condition peut-être d'ajouter que cet accomplissement lui-même fait naître corrélativement une ville encore sauvage, indomptée, qui est comme l'ombre de la cité. Aussi bien la réciprocité entre l'homme et la ville apparaît-elle de multiples façons. Lorsque Platon, par exemple, analyse dans la *République* les trois espèces d'âmes et les trois classes constitutives de la cité, comment devons-nous le comprendre ? Où est l'exemplaire et où l'image ? Est-ce la cité qui est dans l'âme ou l'âme dans la cité ? Peut-être faut-il se refuser à trancher, renoncer à trouver un point de départ et un premier moment pour se fixer sur cette circularité qui renvoie de l'âme à la cité, de la cité à l'âme.

On pourrait également se demander de quoi parlait R. W. Emerson, quand il écrivait il y a plus de cent ans : « Notre civilisation et ses conceptions sont en train de transformer la terre en un grand cerveau. Voyez comme la vapeur et le télégraphe anthropomorphisent cette boule ronde ». Cette réflexion apparemment générale et abstraite ne renvoie-t-elle pas à la ville du XIXe siècle, née du charbon, de la vapeur, de l'activité productrice, des échanges commerciaux ? Quand, à l'inverse, Henry James écrit à propos de la ville de Londres : « Elle est le lieu de la plus importante concentration de vie, le compendium universel le plus complet ; nulle part on ne rencontre des spécimens plus représentatifs de l'humanité dans son ensemble », ne déchiffre-t-il pas dans l'espace urbain l'idéal humanitaire, le rêve d'universalité, la grande espérance de fraternité à quoi invitait la première industrialisation ? La révolte aussi — qui est pour les prolétaires la seule réponse possible à l'injustice des rapports sociaux — apparaît dans la ville comme en filigrane ; Florent, le révolutionnaire dont Zola conte l'histoire dans *Le ventre de Paris*, apprend, des charpentes et des verrières des Halles, qu'il lui faudra lutter pour

n'être pas écrasé : « Il était seul, il pouvait crever, sur le pavé, comme un chien perdu. Il leva une dernière fois les yeux, il regarda les Halles. Elles flambaient dans le soleil. Un grand rayon entrait par le bout de la rue couverte, au fond, trouant la masse des pavillons d'un portique de lumière ; et, battant la nappe des toitures, une pluie ardente tombait. L'énorme charpente de fonte se noyait, bleuissait, n'était plus qu'un profil sombre sur les flammes d'incendie du levant (...) Des volées de cloche passaient, secouant derrière elles le murmure des marchés qui s'ouvraient. Autour de lui, le soleil enflammait les légumes. Il ne reconnaissait plus l'aquarelle tendre des pâleurs de l'aube (...) La mer continuait à monter. Il l'avait sentie à ses chevilles, puis à son ventre ; elle menaçait, à cette heure, de passer par dessus sa tête. Aveuglé, noyé, les oreilles sonnantes, l'estomac écrasé par ce qu'il avait vu, devinant de nouvelles et incessantes profondeurs de nourritures, il demanda grâce et une douleur folle le prit, de mourir ainsi de faim, dans Paris gorgé, dans ce réveil fulgurant des Halles ».

Bref, qui voit la ville ne voit pas seulement des choses ; qui se laisse attirer par elle ne l'est pas seulement par la multitude d'avantages qu'elle offre ou, plus souvent, qu'elle vend au prix fort : marché du travail mieux fourni, meilleures rétributions, distractions, confort, culture, etc. Plus essentiellement, la séduction de la ville semble tenir à ce fait que c'est, à chaque époque, le visage de l'humanité qui se reflète ou plutôt qui prend chair et réalité dans l'espace urbain.

*
* *

Aucune question sur la ville ne peut être posée comme question réductible à la seule technique. Avant la technique intervient un projet humain, une représentation implicite de l'espace, la recherche d'un certain mode d'ancrage dans le monde. On ne le saurait mieux saisir, peut-être, qu'en réfléchissant sur les spatialités propres à la ville médiévale et à la ville moderne[2].

---

2. Le choix de la spatialité dont nous parlerons ne s'opère évi-

Dans un texte remarquable, Alberti justifie les rues étroites et sinueuses des cités médiévales : « Au cœur de la ville, il est préférable que les rues ne soient pas rectilignes, mais qu'elles ne cessent de se perdre en détours, comme le cours tranquille d'une rivière. Elles semblent ainsi fort longues et propres à donner une idée avantageuse de la cité, cependant qu'elles peuvent lui éviter maintes surprises désagréables. En outre, le passant qui suit ces détours des rues va découvrir à chaque pas une perspective nouvelle, et la porte d'entrée de chaque habitation a son aspect particulier ; et, tandis que, dans les grandes villes, les courants d'air sont désagréables et malsains, ne trouvera-t-on pas agrément à pouvoir disposer, comme dans les petites, de cet espace abrité par le proche tournant de la rue ? »

Remarquons, ici encore, que les raisons esthétiques et utilitaires mises en avant par Alberti ne touchent pas vraiment au fond du problème et jouent plutôt un rôle de rationalisation. Par exemple, la sinuosité des rues nous est donnée comme une ruse technique qui permet aux passants de se garder des courants d'air. Il y a là, sans aucun doute, un lien réel. Mais il n'est pas nécessaire. La meilleure preuve en est que Thomas More, jetant dans son *Utopie* le plan de la ville d'Amaurote, tente de résoudre le même problème technique en partant de données toutes différentes, que lui imposent des rues larges et rectilignes. Ce n'est donc pas *pour* se défendre de l'air froid que l'on trace des rues sinueuses, puisqu'on peut le faire aussi bien en adoptant un tracé rectiligne. Bien plus que par des nécessités techniques, la cité médiévale peut être comprise à partir d'une conception implicite de l'espace, sur laquelle Alberti nous fournit des indications pleines d'intérêt. « Le passant qui suit ses détours des rues va découvrir à chaque pas une perspective nouvelle, et la porte d'entrée de chaque habitation a son espace particulier » : on se meut ici dans un espace qua-

---

demment pas dans une pure spontanéité : il renvoie, en dernière instance, aux conditions données de la production économique, dont il est pourtant *relativement* indépendant.

litatif, à l'intérieur duquel la situation n'est jamais indifférente, qu'on ne saurait aborder deux fois de la même façon ; le parcourir, c'est voir surgir à chaque pas une perspective nouvelle, à chaque pas s'ancrer dans le monde selon un style original, qui ne peut se rééditer. Pour une humanité qui porte en soi une telle image de la spatialité, il est comme *naturel* — quitte à en fournir ensuite des justifications secondes — de ménager des rues étroites et tortueuses : elles sont la meilleure façon de concrétiser l'idée que l'on a derrière la tête. Sans doute consent-on alors à laisser irrésolus un certain nombre de problèmes techniques. Par exemple, il devient difficile d'assurer une circulation rapide, d'éviter les embouteillages et l'agglomération de la foule. Mais peut-être ces problèmes — et la volonté de les résoudre — n'apparaîtront-ils qu'ultérieurement. La cité médiévale, en raison même de la spatialité qui est son schéma directeur, n'appelle pas à la vitesse comme le fait la ville moderne ; le corps humain qu'elle modèle, la démarche qu'elle suggère s'accommodent beaucoup mieux de la flânerie que de la hâte affairée. Alberti évoque «le cours tranquille d'une rivière»: ce qui fait la justesse de cette image, ce n'est pas qu'elle suggère un calme naturel ; c'est qu'elle fait appel à un déroulement qualitatif, qui s'opère dans une succession de moments incomparables. Ainsi, dans la ville, se déplacer ne signifie pas aller d'un point à un autre, en traversant un espace intermédiaire parfaitement neutre et insignifiant, qui réclame un parcours instantané ; se déplacer, c'est rencontrer une série de perspectives originales, dont chacune se suffit à soi-même et justifie absolument la démarche.

La ville moderne est la projection concrète d'une tout autre image de l'espace. Descartes, incidemment et non sans naïveté, nous renseigne sur le changement radical qui s'opère : « Ces anciennes cités qui, n'ayant été au commencement que des bourgades, sont devenues par succession de temps de grandes villes, sont ordinairement si mal compassées, au prix de ces places régulières qu'un ingénieur trace à sa fantaisie dans une plaine, qu'encore que, considérant leurs édifices chacun à part, on y trouve souvent autant ou plus d'art qu'en ceux des autres,

toutefois, à voir comme ils sont arrangés, ici un grand, là un petit, et comme ils rendent les rues courbées et inégales, on dirait que c'est plutôt la fortune que la volonté de quelques hommes usant de raison qui les a ainsi disposées. Et si on considère qu'il y a eu néammoins en tout temps quelques officiers qui ont eu charge de prendre garde aux bâtiments des particuliers pour les faire servir à l'ornement du public, on connaîtra bien qu'il est malaisé, en ne travaillant que sur les ouvrages d'autrui, de faire des choses fort accomplies ».

Ainsi, pour Descartes, la ville médiévale n'est que désordre, absence de tout lien organique, pure juxtaposition de parties désaccordées. Parce qu'elle est choquante, elle doit être expliquée, on a besoin de voir la raison de cette déraison. On se donne alors une origine, la bourgade ; on se représente une succession chronologique, tout au long de laquelle sont apparus peu à peu des immeubles, des rues, des places — accumulation progressive qui ne renvoie à aucune raison ordinatrice, mais au hasard, qui ne permet de discerner aucun schéma directeur, mais une spontanéité sans règle. La cité du moyen âge n'est que la dégradation de la bourgade originelle, enfouie au cours des âges par une prolifération irrationnelle. Pourquoi cette condamnation ? Pourquoi les rues sinueuses, qui satisfaisaient si profondément le bourgeois médiéval, apparaissent-elles maintenant comme des rues courbées, inégales et mal compassées ? Si Descartes voit de cette façon les anciennes cités, c'est qu'il ne les voit pas comme elles étaient vues auparavant, à partir d'une certaine image de la spatialité qui leur donnait une sorte de nécessité rigoureuse, qui permettait de les comprendre sans qu'il fût besoin de recourir à une explication génétique comme le fait Descartes. Celui-ci semble adopter spontanément une autre image de l'espace ; ou plutôt, à l'image d'un espace qualitatif, hétérogène, il substitue l'idée de l'espace géométrique, purement quantitatif et homogène. C'est dans cet espace qu'intervient l'ingénieur, avec sa souveraine maîtrise, pour tracer à sa fantaisie dans une plaine les places régulières de la ville moderne ; mais sa maîtrise elle-même présuppose le choix de l'espace mathématique, qui impose à

son tour ses propres normes et, par exemple, définit ce qui est régulier et ce qui ne l'est pas. Rien n'est ici naturel, comme rien ne l'était à l'époque antérieure, et, s'il y a de la naïveté chez Descartes, c'est parce qu'il tient l'espace géométrique pour le seul espace, la ville moderne pour la seule ville, condamne en conséquence toute façon de bâtir qui fait appel à une autre théorie de l'espace[3].

Désormais, la ville va s'édifier dans l'espace géométrique. Choix lourd de conséquences, sans aucun doute, mais précisément choix, projet, et non pas nécesssité naturelle. On peut le dire avec d'autant moins de chances de se tromper que l'espace de la ville moderne a été thématisé et objectivé dans la peinture bien avant de devenir terrain à bâtir ! En un certain sens tout au moins, la ville de l'époque moderne a été suggérée par la peinture perspectiviste, qui, à partir du XV[e] siècle, supplante les anciennes techniques picturales. Si Descartes est choqué de l'arrangement des édifices, « ici un grand, là un petit », c'est que déjà depuis longtemps, la peinture avait imposé et rendu naturelle une autre conception esthétique : l'art perspectiviste, qui ordonne l'espace en fonction de la ligne d'horizon, conduit à effacer tout ce qui interdirait au regard de saisir commodément ce point de référence ; il invite à représenter des avenues rectilignes, bordées d'immeubles de hauteur sensiblement égale ; la régularité, l'ordonnance géométrique deviennent ainsi le critère « naturel » du beau. Peu à peu, la ville nouvelle sortira du tableau et il est intéressant de noter que les architectes qui les premiers construisirent selon les lois de la perspective étaient aussi des décorateurs de théâtre : la ville apparaît ainsi comme le dernier avatar d'un style de rapport au monde qui, venant de l'homme, s'objectivant

---

3. En fait, bien entendu, les deux types de spatialité ne s'excluent pas réciproquement ; les remaniements urbains de la Renaissance, à Florence par exemple, peuvent se marier heureusement avec le style médiéval ; nombre de villes modernes, qui ne sont belles que par la juxtaposition des styles, dénoncent le préjugé de l'uniformité et de la standardisation.

d'abord dans l'imaginaire, se matéralise enfin dans le sol et dans la pierre.

Ce qui frappe tout d'abord, dans la ville de l'époque moderne, c'est l'abstraction de l'espace dans lequel elle se fonde. Ce n'est plus l'espace découpé et encerclé par les collines, rythmé par les rivières et les bouquets d'arbres ; c'est un espace neutre, homogène, dans lequel ne s'ébauche aucune direction privilégiée, si bien qu'il devient possible de dresser les plans avant d'avoir vu le terrain. Car, à vrai dire, ce n'est pas sur le terrain que l'on bâtit, mais sur la représentation idéale de l'espace. Si le sol réel est trop éloigné de son idée, on peut le modifier, araser les hauteurs, combler les creux, régulariser le cours des rivières, ou, à la rigueur, modifier le plan initial pour déjouer les obstacles auxquels se heurte sa réalisation. La cité n'est plus le fruit d'un travail qui transforme et humanise cette esquisse de ville, cette ville sauvage qu'est la nature ; elle est la réalisation triomphante de l'idée, elle ne renvoie plus qu'à l'esprit humain, à la toute-puissance de l'ingénieur cartésien.

Nous nous plaignons aujourd'hui du gigantisme de nos villes. Peut-être devons-nous reconnaître que ce développement prodigieux est un caractère inséparable de l'espace dans lequel nous avons choisi d'habiter : il est en effet réitérable à l'infini, il n'offre aucun point fixe qui puisse servir de cran d'arrêt. Ainsi ne peut-on dire sans plus de précision que l'avènement de l'industrialisation est la cause responsable des cités démesurées. Car l'industrialisation, avec les immenses concentrations humaines qu'elles requérait et qu'elle provoquait, ne pouvait elle-même intervenir, par exemple, dans l'espace médiéval. L'installation dans l'espace géométrique, suggérant que la ville peut s'étendre indéfiniment en surface, mais aussi en hauteur, contenait déjà, comme un germe, la possibilité de l'industrialisation. Elle dessinait déjà les traits de l'homme technicien — de l'ingénieur, pour revenir encore à Descartes — et de l'homme d'affaires. Ou, si l'on préfère — car il n'y a pas ici de causalité univoque — elle était impliquée dans le choix de la technique, de la production, du dépassement de la rareté. Reconnaître cette convergence, c'est reconnaître du même coup

la vanité de maintes protestations contre la concentration urbaine : la transformation de la ville ne peut être opérée que par une transformation de toute notre société.

Cette connivence profonde entre la ville moderne et l'industrialisation tient à une autre caractéristique, non moins essentielle, de l'espace géométrique : il est fait, pourrait-on dire, pour être parcouru, il est le lieu du mouvement. Alors que la ville médiévale invitait à la flânerie, appelait à chaque instant la vigilance du regard, notre ville est une incitation au déplacement et à la vitesse, et pourquoi ne pas dire qu'elle incline sourdement à inventer des moyens de transport de plus en plus rapides ? C'est au XVIme et au XVIIme siècles que les voitures envahissent les rues et que les conducteurs commencent à se griser de vitesse. C'est à la même époque que l'on perce des rues et des avenues rectilignes et relativement larges. Les deux phénomènes sont liés, de toute évidence : on ne voit pas comment les rues médiévales auraient pu se prêter à ce trafic. Mais une fois encore, il faut résister à la tentation d'établir une causalité univoque et de déclarer que l'on s'est habitué aux déplacements rapides *parce qu*'on disposait de rues mieux adaptées à la vitesse. Il n'est pas moins vrai de dire que l'on a aménagé ces artères *parce qu*'on voulait circuler rapidement. Car ce besoin de la vitesse surgit immanquablement quand on évolue dans un espace homogène, lorsque « se déplacer » ne signifie pas : « parcourir successivement une série de situations dont chacune est pleine de sens et incomparable », mais plutôt : « aller du point A au point B en franchissant un espace intermédiaire parfaitement indifférent » ; l'idéal est ici d'accomplir le déplacement en un temps nul.

On peut dire, dès lors, que la ville moderne fait naître un corps humain qui n'est plus le corps de l'homme médiéval. C'est un corps habité par le désir de se déplacer rapidement, apte à calculer avec le temps, à se plier aux exigences rigoureuses d'un horaire, fait tout exprès pour se mouvoir dans le monde rationnel de l'activité technique. La ville moderne — depuis le banquier Fugger, qui ne se déplaçait qu'en emportant

dans une valise un service de table et un en-cas, jusqu'aux financiers de Wall Street — est par excellence la ville du capitaliste, de ce type d'homme pour qui l'espace n'est arraché à l'abstraction et à l'indifférence qu'en devenant objet de spéculation, lotissement à acheter et à revendre.

*
* *

La ville est humaine. Elle est donc ambiguë. Elle n'existe pas plus que l'homme lui-même : elle est une visée ; la ville enfin accomplie n'est qu'une idée kantienne ou une réalité eschatologique. Ce que nous appelons la ville, ce en quoi nous habitons n'est qu'un procès, toujours en suspens, un devenir multiforme dans lequel les hommes se recherchent sur des routes changeantes.

De la ville médiévale à la ville moderne — puisque c'est l'exemple que nous avons retenu — un passage si radical est intervenu que le terme de « ville » confine à l'équivoque. Nous voyons assez clairement le bénéfice que nous a valu cette césure historique : elle a fait venir au jour une humanité enfin capable en droit de surmonter la rareté, de maîtriser son destin biologique, d'accéder à la liberté. Nous savons moins clairement ce qui nous manque. La contradiction pourtant éclate sous nos yeux : nous recherchons, hors des villes que nous avons construites, un lieu d'habitation ; ou encore, l'espace urbain, conçu pour les déplacements rapides, devient le lieu du piétinement, de l'embouteillage et les images des caricaturistes ne sont plus tout à fait des rêves sadiques : la ville, peu à peu, engloutie sous un amoncellement de voitures, comme autrefois sous les eaux la cité d'Ys.

Cette contradiction nous choque d'autant plus que nous nous estimons capables, grâce à la souveraineté de notre technique, de surmonter tous les obstacles, d'accomplir enfin le projet urbain, de construire la grande Cosmopolis qui dépasserait le conflit entre la ville et la campagne et achèverait le processus inauguré depuis des millénaires. Par quelle aberration une telle puissance en vient-elle à engendrer des cités infor-

mes, sans unité, si mal adaptées au corps humain qu'il est chaque jour plus impossible de se déplacer ?

Notre impuissance vient sans doute de notre assurance même. Elle tient à ce fait que nous considérons la ville comme une entreprise relevant de la seule technique, comme un simple objet de production. Cette attitude secrète sans doute un sentiment de puissance illimitée. Mais, en même temps, elle nous condamne à construire dans un espace abstrait et à réduire le corps humain lui-même à un mécanisme tout objectif. La ville moderne doit inclure cet espace abstrait, qui est le lieu de la production. Mais elle doit l'englober dans un espace plus riche et plus primitif : dans le monde que les collines, les rivières, les arbres, les prés et les points cardinaux définissent et proposent à l'homme pour qu'il y construise son habitation.

Jean-Yves Jolif

A la mémoire de Marc-André
mon filleul
mon « petit-fils »

BAUDELAIRE ET LA VILLE

« Je t'aime, ô capitale infâme »

La ville ? à la vérité, la Ville, celle de Musset, d'Hugo, de Balzac, de Nerval, de Flaubert, des Goncourt, de Zola, d'Huysmans, de Maupassant, qui devancèrent souvent les peintres dans l'exploration de cette terre inconnue, de ce paysage qui va se créant tout le long du siècle, — *Urbs* nouvelle, Paris. De tel d'entre eux à tel autre, c'est toujours la même, — mais comme on le pourrait dire de la mer ou comme Nerval le disait des femmes qu'il aimait dans la crainte. Adolescences successives des villes qui, selon Chateaubriand, ont toujours leur jeunesse devant elles, jusqu'au moment où elles meurent ? L'on ne trouverait guère là que le principe de différences anecdotiques ou pittoresques, réelles mais superficielles. Flaubert et Baudelaire naquirent la même année, et un an avant l'aîné des Goncourt. Chaque image, en fait, est marquée d'un signe. On se surprend à l'interroger comme un portrait, à chercher le pli qui donne à un visage son accent. Pli de la pierre, d'un fleuve, des rues ? Et si c'était le pli d'une chair, sur le vrai visage d'un vivant ? Mais avant même Lavater, de qui Baudelaire faisait autant de prix que Balzac, on le savait d'instinct : ce pli-là n'est que la forme expressive, la « correspondance » ou l'« analogie », qui permet d'en atteindre un autre.

L'on voudrait ici déceler le signe dont Baudelaire marqua ses « tableaux parisiens ». Il les constitua en ensemble, en 1861, pour la seconde originale de ses poèmes en vers, entre

Spleen et Idéal et le *Vin*. Pour ses poèmes en prose, il songea, entre autres titres, à *Spleen de Paris*. Et le thème parisien court, veine ici et là affleurante, dans ses pages de critique et ailleurs encore.

*
* *

Baudelaire lui-même l'a affirmé : le «détail» intéresse le romancier, non le poète. De tous les traits qui composent son visage de Paris, très peu sont nommés, la Seine, le Louvre, le vieux Carrousel, le Luxembourg, le Palais-Royal, Frascati (mais défunt). Selon ses propres termes encore, il n'accueille que « les plus hautes généralités », « hôtels garnis », « jardins », « temples », « monuments hautains », « dômes de métal », « les maisons », « la rue », « le boulevard », « les quais » (« froids »), « les casernes » — « les vagues de toits », « la gouttière », « les pavés », « les tuyaux », « les clochers », « l'atelier », « les fenêtres », que l'on voit de « la mansarde », — « le faubourg » qui sollicita toujours ses pas et son imagination, pour lui souvent « vieux » ou « brumeux ». La grammaire, solfège indispensable à qui veut entendre la musique de poésie, observe la magie de cet article défini, qui développe une valeur d'universalité : voici que, sous l'apparence accidentelle de toute rue et de toute maison, s'impose le modèle idéal de la rue ou de la maison qui s'y actualise. Baudelaire préfère-t-il d'aventure « le coin d'*une* rue égarée » ? C'est encore que cette rue, ainsi indéfinie, relève mieux de sa forme idéale, de son concept abstrait, de venelle perdue, dans « le faubourg » sans doute. Aussi bien Paris même est-il « la capitale », « la ville », « la cité », « immonde » et « pleine de rêves ». Cette ville partage avec une autre, innommée, celle que « les soleils couchants revêtent d'hyacinthe et d'or », le privilège d'être embrassée d'un seul regard de la pensée, tout « *entière* », sous sa chape de « froid ténébreux », sorte d'être en soi, totalité intégrée, comme l'océan, « noir océan » elle-même, d'où la rêverie s'envole vers l'autre, « où la splendeur éclate ».

Mais cet esprit, obsédé de la hantise platonicienne de la génération du multiple, qui achoppait devant la difficulté de passer de un à deux, et ne cessa de tenter les voies par où réintégrer le multiple dans l'unité, bien loin de concevoir

sous le signe de l'uniformité l'unité mystérieuse, pour lui redoutable et attirante, de la ville, se plaisait à l'ordonner au jeu innombrable de la diversité et des contradictions. On ne saurait épuiser ici la série hagarde et visionnaire des affrontements ou des dissonances que ménage l'article défini familier au poète, « les hôpitaux » *et* « les palais », « *tous* les hôpitaux et *tous* les palais », couple antagoniste qu'éveille dans sa pensée, « le long du vieux faubourg », le soleil qui frappe « sur la ville *et* les champs, sur les toits *et* les blés », — « les théâtres », « les orchestres », « les tables d'hôte, dont le jeu fait les délices », *et* « l'hôpital », — « les tombeaux » *et* « les lupanars », — « l'estaminet » *et* « le cimetière ». L'on chemine souvent avec Baudelaire, et sans lassitude, « le long des grands murs de l'hospice blafard » ou du cimetière. Pendant que le même orage fait « trembler les mansardes *et* gémir les clochers », le ruisseau charrie aux égouts « les billets doux et les orgies de la veille », « la mortalité s'abat joyeusement sur les hôpitaux », les poètes « crispent leurs doigts sur leurs écritoires », et le plus odieux et le plus charmant des bouffons, qui ressemble à Baudelaire comme un frère, s'assied à la table parfumée d'une actrice à vendre, où la truffe, « cette végétation sourde et mystérieuse de Cybèle, cette maladie savoureuse qu'elle a cachée dans ses entrailles plus longtemps que le métal le plus précieux », prélude à d'autres ravissements, à la chambre prochaine, « mauvais lieu et sanctuaire », parmi des tableaux où l'on voit « des chairs très blanches sur des fonds très noirs ». Les yeux du jeune écrivain ne clignaient point dans ce jeu de miroirs qui réfléchit indéfiniment jusqu'au plus menu le motif prépondérant des antithèses signifiantes.

Au pittoresque ne pouvait échoir qu'un rôle aussi mesuré, aussi contrôlé, aussi suggestif, qu'au détail. Il est tout entier subordonné à l'exercice de l'idée. Il s'inscrit dans un système de valeurs symboliques, où la couleur même se résout en rapports d'intensité lumineuse, en contrastes violents ou, plus souvent, atténués. La tonalité de prédilection est de pénombre ou de brume : un voile isole « la cité » de l'infini qu'il cache et désigne en même temps. La bûche même

« s'enfume », — « fumeux », les « débris des stupides orgies », sur lesquels se lève « l'aube blanche et vermeille ». Quelques soirs privilégiés, sur un balcon, se « voilent » de « vapeurs », « roses » celles-là. « Rose » aussi, et « verte », la robe que l'aurore revêt pour un poète, à l'heure où elle s'avance lentement sur la Seine, mais elle « grelotte » sous « la mer de brouillard ». Heure crépusculaire, heure ambiguë, où, plus volontiers que du jour et de l'ombre, Baudelaire voit l'affrontement de deux lumières, celle dont l'homme éclaire ses nuits studieuses, souffrantes ou lascives, et celle du ciel : « la lampe sur le jour fait une tache rouge ». La lampe, « œil *sanglant* qui palpite et qui bouge »... Le crépuscule frère, lui aussi, tache du « rouge opaque » des candélabres, « les dernières gloires du couchant », tandis que, dans les rues, s'allume, à travers les lueurs que tourmente le vent, la Prostitution.

Le contraste n'est pas absent, certes, du « soleil couchant », qui « s'endort sous une arche » (l'Arc de Triomphe sans doute, et, peut-être, le jour anniversaire d'Austerlitz), et de la Nuit, « long linceul traînant à l'Orient » ; encore est-ce à la faveur d'une métathèse audacieuse, de la couleur de nos deuils à celle de nos linceuls. Et le linceul solaire, ailleurs, a la couleur du « sang qui se fige », le « rouge opaque » de notre sang et de nos lampes, sur lequel, selon un rapport moins familier à Baudelaire, flambe une vive lumière humaine, immatérielle et religieuse, le souvenir, « ostensoir ». Ne manque pas davantage le nocturne romantique, ville noyée de ténèbres et lune, — mais « lune enchantée » : de cette femme que Beaudelaire promène à son bras, qu'il a connue « claire et joyeuse ainsi qu'une fanfare dans le matin étincelant » (ailleurs, ne la dit-il pas « trop gaie » ?), soudain, s'échappe, « au milieu de l'intimité libre éclose à la pâle clarté », une « note plaintive, une note bizarre », une « confidence horrible ». Et une strophe, par privilège, s'ouvre et se referme sur un tableau ; le poète a fait ce sort à l'animal chéri entre tous des « amoureux fervents », au génie de la nuit :

Et le long des maisons, sous les portes cochères,
Des chats passaient furtivement,

L'oreille au guet, ou bien comme des ombres chères,
Nous accompagnaient lentement.

Le thème de la fête, et de la fête nocturne, traité au demeurant avec moins de contrainte dans le poème en prose, développe une riche variation sur le schéma de l'ombre et de la clarté, et des intensités contrastées de la lumière. La nuit règne, vaste plage sombre autour du foyer de quelque « étincelante fournaise », concert public, café *modern styl* au coin d'un boulevard neuf, fête foraine. Au centre, « chants de fête, de triomphe ou de volupté », « robes miroitantes », « riches » et « heureux », — buveurs parmi « les nappes éblouissantes des miroirs, les ors des baguettes et des corniches » — clowns, Hercules, danseuses cabriolant sous le feu des lanternes qui remplissent leurs jupes d'étincelles, enfants et leurs mères et leurs pères, « également joyeux ». Exclus, refoulés dans les ténèbres extérieures, les pauvres et les veuves, — un père et ses enfants, éblouis, loqueteux, — et, dans sa cahute où coulent et fument deux bouts de chandelle, le « vieux saltimbanque », vaincu.

***

L'idée, peu à peu, se précise, qui organise tout ce spectacle. Idée abstraite, et d'une autre nature encore, mais d'abord matrice au plus intime de Baudelaire, dans cette région de l'âme où quelque vouloir indépendant de la volonté, où un autre qui est en nous, modèle une sensibilité physique et morale, oriente une imagination et une action, où se préfigurent pour chacun la forme, la couleur, le mouvement de toutes les représentations de sa conscience, de sa vie et de son univers mêmes. La ville est, pour le poète qui s'émerveille et s'épouvante, le lieu, et le seul, de l'humanité totale, l'aire où se bat la moisson d'une permanente saison, inépuisablement la même, inépuisablement nouvelle, saison de la joie, de la douleur et du crime, de la vie, du combat et de la mort des hommes. Fasciné, Baudelaire allait partout où son besoin profond trouverait matière à former quelque image du plaisir ou de la douleur, de la beauté ou de l'horreur, et volontiers, dans une ambiguïté bizarre, de tout cela ensemble. L'économiste, le sociologue, l'historien diraient aisément en quoi le Paris du

XIXe siècle pouvait stimuler et apaiser la faim de Baudelaire. Lui-même, héritier de Chateaubriand et précurseur de Proust, avec un accent de regret qu'explique son obsession de la mort, rêvait devant les décombres du vieux Doyenné :

... La forme d'une ville
Change plus vite, hélas ! que le cœur d'un mortel.

Quelques images déjà ont montré à quels éléments contrastés, non encore antagonistes, il pouvait réclamer une substance assimilable à sa vision antithétique : celui qui, en 1846, exhortait en se jouant le « municipal de son cœur » à crosser les omoplates du « républicain », de l'« humble et anonyme ouvrier », de l'« anarchiste », « ennemi acharné du luxe, des beaux-arts et des belles lettres », « incapable de fonder un atelier de fleurs et de parfumeries nouvelles », découvre, en 1851, avec Pierre Dupont, que c'est à lui que « la terre doit ses merveilles », et voit, tendu vers « le soleil et l'ombre des grands parcs », le « long regard chargé de tristesse » de « cette multitude maladive respirant la poussière des ateliers, avalant du coton, s'imprégnant de céruse, de mercure et de tous les poisons nécessaires à la création des chefs-d'œuvre, dormant dans la vermine, au fond des quartiers où les vertus les plus humbles nichent à côté des vices les plus endurcis et des vomissements du bagne ». « Ferments orageux » grouillant au cœur des vieux faubourgs... Et, dix ans plus tard, dans le *Projet d'Epilogue pour la seconde édition des Fleurs du Mal*, cet hymne qu'élève à Paris un tragique amour, s'il flétrit sans indulgence les « petits orateurs aux enflures baroques », il chante les « égouts pleins de sang » et les « magiques pavés dressés en forteresse ». Baudelaire avait neuf ans en juillet 1830, treize en 1834, à Lyon, où il était élève d'un collège royal que l'émeute de la misère paralysa quelques jours. « Flâneur souvent fourré dans une émeute », comme il l'avoue en 1846, dans l'exhortation que l'on sait, anarchiste du dandysme, « ivre », comme il l'écrit plus tard, d'un « goût de vengeance », du « plaisir *naturel* de la destruction » et de souvenirs littéraires, il fit, sur les pavés de février et juin 48, et sur ceux de décembre 51, des apparitions élégantes et remarquées, où il ne compromit toutefois ni son intégrité physique ni sa liberté.

Ainsi la Ville est-elle perçue par Baudelaire comme un grand être qui, dans sa totalité, contient et reproduit la condition et le destin des êtres qui y vivent. « Enorme » organisme, « vivante cité », où s'accomplissent toutes les fonctions de la santé et de la maladie. Paris « dort », Paris « vomit », Paris « délire ». Paris « chante, rit et beugle », « Paris, ville pleine de sons, vit peut-être par là ». Le critique d'art, en 1859, regrette que les peintres méconnaissent « le charme profond et compliqué d'une capitale âgée et vieillie dans les gloires et les tribulations de la vie ». « Une grande ville vieillie dans la civilisation contient les archives les plus importantes de la vie universelle. » Epris de la « pompe de la vie dans les capitales du monde civilisé », il sait gré à Constantin Guys d'« admirer l'éternelle beauté et l'étonnante harmonie de la vie dans les capitales, harmonie si providentiellement maintenue dans le tumulte de la liberté humaine », et de « regarder couler le fleuve de la vitalité », de représenter « la vie multiple et la grâce mouvante de tous les éléments de la vie ». Pour rendre compte de l'unité composite, fourmillante, tourbillonnante du monstre, et de l'attrait qu'exerçait sur lui le réseau emmêlé de ses veines, il a sollicité le vocabulaire de l'architecture (cet art que, selon lui, comme selon Valéry, l'homme tira de son cerveau) et ceux de la géographie, du vêtement, de l'anatomie : « labyrinthe pierreux d'une capitale », « chaos », « ravines sinueuses des immenses villes », « plis sinueux des vieilles capitales », « canaux étroits du colosse puissant ».

Dans la ville, tout entière née du vouloir et de l'artifice de l'homme, semblable en cela au miracle de métal, de marbre et d'eau dont un « rêve parisien » aurait enchanté une nuit du poète, dans la ville, où la foule des hommes, matière, vie et conscience, coule, épaisse comme un fleuve et comme le sang, où le poète est d'autant plus lui-même, dans son humaine condition, qu'il peut à sa guise, plus heureux que Fantasio impuissant, être ce monsieur qui passe, — autrui, Baudelaire aime jusqu'à une « singulière ivresse » la plus complète et la plus intense concentration de nature, une nature totale, la vraie nature. Swedenborg, dont l'illuminisme avait séduit son mysticisme, disait du ciel qu'il était un

« grand homme ». Et l'homme apparaît en définitive dans ce système comme un ciel en petit, qui correspond avec l'autre. On sait que le spectacle du monde figurait aux yeux de Baudelaire un décor hiéroglyphique que l'imagination devait traduire en intuitions d'infini. Mais il semble bien que la ville, où l'ensemble et toute partie entretiennent des correspondances réciproques, et, de leurs dissonances, composent une « ténébreuse et profonde unité », ait été pour lui l'image intermédiaire et toute prochaine du « grand homme ». L'on pardonnera peut-être une infidélité à la lettre d'un texte fameux, en faveur d'une fidélité à l'esprit, à la *voyance* de Baudelaire (le Paris du *Cygne* n'est-il pas cette « forêt où son esprit s'exile » pour mieux entendre les appels de cor du Souvenir ?) :

> *Une vill*e est un temple où de vivants piliers
> Laissent parfois sortir de confuses paroles ;
> L'homme y passe à travers des forêts de symboles
> Qui l'observent avec des regards familiers.

Cette étude ne s'achèvera point qu'elle n'ait apporté d'autres justifications, plus essentielles encore...

S'il faut l'en croire, le poète devant un paysage d'une « enthousiasmante beauté », montagne, ciel, lac, nuage, aurait incliné une fois « à ne plus trouver si ridicules les journaux qui prétendent que l'homme est né bon ». Et, avec une sorte de honte toute romantique, il se serait volontiers reproché de céder aux « exigences » de la « matière incurable », comme il le fit en tirant de sa poche un flacon et un morceau de pain. Une bataille entre deux enfants pour une tranche de ce « gâteau » le rendit à sa tristesse familière, et « embruma le paysage ». La brume, dans le ciel de Paris, n'est point métaphorique. Elle est réelle, — et *symbolique*. Comme sa « boue », « faite de nos pleurs », comme sa « fange ». Et l'« horrible ville », la « ville maudite » n'induit pas en d'aussi triviales illusions. Nature totale et vraie nature, dans une cosmogonie qui admet que le monde procède d'un acte créateur, œuvre de la créature où se consomment en la plus subtile quintessence, en la plus limpide évidence, les conditions inhérentes

à la possibilité et nécessaires au fait d'exister, elle est en même temps fragment privilégié et image parfaite de la création. « Terrible Paris, noir et éblouissant »... Les « égouts pleins de sang » qui faisaient rêver le poète, « s'engouffrent dans l'enfer comme des Orénoques ». Et, du même « Enfer », le pavé parisien, sortent, « cortège infernal », absolument semblables entre eux, sept « sinistres vieillards », sept « monstres hideux », sept « spectres baroques », sept stropiats centenaires et guenilleux aux regards de colère. L'on atteint ici au plus original de la vision baudelairienne, à l'énigme dont il ne cessa d'entretenir sa raison et de tourmenter son imagination, à la réponse qui se chercha longtemps en lui et qui se formula un jour, au principe permanent de son esthétique et de son chant. « Le ver est dans le fruit ». La logique ordinaire admet qu'au ver il faut un fruit. Pour celle de Baudelaire, seule la réciproque est vraie : *il faut* un ver *pour que soit* le fruit. Il a écrit souvent le mot de « péché ». Mais il désignait de la sorte, plutôt que la chute originelle du dogme chrétien, une tare impliquée dans l'acte même de création. Et il finit par confier au papier cette méditation « théologique », où la difficulté intellectuelle que l'on a définie d'abord se résout en même temps que l'antinomie du bien et du mal, de l'horreur et de la beauté :

« Qu'est-ce la chute ?

« Si c'est l'unité devenue dualité, c'est Dieu qui a chuté.

« En d'autres termes, la création ne serait-elle pas la chute « de Dieu ? »

Mais la chute de Dieu et son effet, la création *nécessairement* mauvaise, participent encore de l'infini originel. « O fangeuse grandeur ! sublime ignominie ! »

A la « très-belle », à la « charmante » du *Projet d'Epilogue,* à la Ville, il fait gloire de son « vice vénérable », de son « goût de l'infini, qui partout, dans le mal lui-même, se proclame ».

« Ormuz et Arimane, vous êtes le même ».

Fondement de « deux postulations *simultanées,* l'une vers Dieu, l'autre vers Satan ».

Et Baudelaire a multiplié les expressions et les tableaux de sa délectation. Les petites vieilles, autres « monstres disloqués », si « charmantes », « pauvres sonnettes, où se pend un Démon sans pitié », ils les a rencontrées aussi dans la « vieille capitale où tout, même l'horreur, tourne aux enchantements ». Cité « fourmillante de monstres innocents » et de « bizarreries » ! Admirable Daumier, qui fait défiler devant nos yeux, « dans sa réalité fantastique et saisissante, tout ce qu'une grande ville contient de vivantes monstruosités » ! Lui-même, « dans la Thébaïde que son cerveau s'est faite, semblable aux solitaires agenouillés qui ergotaient contre cette incorrigible tête de mort encore farcie de toutes les mauvaises raisons de la chair périssable et mortelle, il dispute parfois avec des monstres grotesques, des hantises de plein jour, des spectres de la rue, du salon, de l'omnibus ». Les spectres, par exemple, de ces « filles publiques », plus ou moins « sinistres », que « rendent précieuses » et que « consacrent les innombrables pensées qu'elles font naître, généralement sévères et noires », « vice inévitable », « regard du démon embusqué dans les ténèbres », « images » qui doivent à leur « fécondité morale » leur « beauté particulière ».

La Ville, capitale moderne, est le foyer où s'alimente l'exigence si paradoxalement religieuse de Baudelaire, « la conscience dans le mal ».

On sait quelle substance putride il faut aux racines des fleurs que l'on aime. L'intelligent Babou, qui trouva le titre du recueil de 1857, avait eu le mérite d'en comprendre le sens, avant tel vers de l'*Epilogue* du *Spleen de Paris*, qui dit tout :

> Hôpital, lupanars, purgatoire, enfer, bagne,
> *Où toute énormité fleurit comme une fleur.*

Le mal doit à sa divine origine d'être la condition, l'attente et la promesse du beau. « Beauté particulière du mal, le beau dans l'horrible ». Dans l'immense jardin de la création, il est une corbeille exquise, où cuit le plus immonde et le plus fertile terreau, prédestiné aux floraisons de la beauté : la Ville. Fleur du mal elle-même, elle est aussi le

mal où s'épanouissent les plus troublantes fleurs de poésie. « La vie parisienne est féconde en sujets poétiques et merveilleux. Le merveilleux nous enveloppe et nous abreuve comme l'atmosphère ».

« Tu m'as donné la boue, et j'en ai fait de l'or ».

Et l'alchimiste rêva d'un autre métal, plus ductile encore, « prose poétique, musicale sans rythme et sans rime, assez souple et assez heurtée pour s'adapter aux mouvements lyriques de l'âme, aux ondulations de la rêverie, aux soubresauts de la conscience. C'est surtout de la fréquentation des villes énormes, c'est du croisement de leurs innombrables rapports que naît cet idéal obsédant ».

*
* *

Ainsi la Ville est-elle le décor le plus somptueux d'une action, visible et invisible, réaliste et fantastique à la fois. Des constellations de signes s'y allument, foisonnement d'un sens surréel. D'« innombrables rapports » se tissent, de sa propre totalité à chacune de ses parties, et à une totalité universelle où se joue le drame, dérobé aux regards, de tout ce qui est. Un *Jour de pluie,* jour parisien, compose un « noir tableau qu'eût rêvé le noir Ezéchiel ». Puis l'image s'efface, le rideau s'ouvre sur une vision :

Le monde où nous vivons, sous sa voûte d'airain,
Semble épaissir sur nous l'ombre d'un *souterrain.*

C'est aussi une vision de « souterrains » que l'idée de « grande ville » suggère à l'imagination du poète, dans le *Salon de 1846.* Y « circulent d'innombrables existences ».

Mais il est d'autres « rapports », d'autres « correspondances », d'autres « symboles », plus précieux encore et pour deux raisons : à ceux-ci s'ordonnent tous les autres, parce qu'on les surprend au foyer même dont le sombre faisceau crée toute cette perspective, parce qu'ils constituent en quelque manière la substance, abstraite mais vivante, du regard qui projette et organise le tableau.

Il s'est agi de décor, de théâtre. Voici que, par un matin de brume, tout Paris, aux yeux d'un « acteur », semble transformé en « décor ». Cet acteur, c'est le poète, — et ce décor

est « *semblable à l'âme de l'acteur* ». — L'on a décelé le double emploi d'un même vocable, qui livre, ici, une sensation originale de la ville, là, une sensation analogue de l'univers. Toute une famille de mots, qui disent l'activité anarchique d'éléments sans nombre, sert à suggérer le mouvement qui agite l'âme de Baudelaire et à peindre celui qui anime la ville : ce ne sont, ici et là, que « fourmillement », « tourbillon », « ribote », de démons ou de vies humaines. « Helminthes » par millions dans le cerveau du poète comme dans la terre des cimetières.

... Palais neufs, échafaudages, blocs,
Vieux faubourgs, tout *pour moi* devient *allégorie.*

Mais de quoi lui parlent-ils donc, ces objets, sinon de lui-même, de ses « chers souvenirs », et des exilés, des veuves, des orphelins, des captifs, des vaincus, de tous ceux qu'il aime comme des frères, « de quiconque a perdu ce qui ne se retrouvera jamais, jamais » ?

Il avait, comme C. Guys, « un *moi* insatiable du *non-moi* » ; comme lui, dans la ville, il se promenait, « kaléidoscope doué de conscience », comme Méryon, il y déchiffrait « le ciel tumultueux, chargé de colère et de rancune » et se plaisait à « *augmenter,* par la *pensée* de tous les drames qui y sont contenus, la profondeur des perspectives. »

L'on songe à un dicton populaire : Paris est riche, Baudelaire l'était assez, et des mêmes trésors empoisonnés, pour lui en prêter. Il en convint lui-même, à propos du destin qu'il imaginait pour toute figure aperçue à une fenêtre, de la « légende » dont il l'ornait, certes « en pleurant ». Au scepticisme d'une objection, il répond : « Qu'importe ce que peut être la réalité placée hors de moi, si elle m'a aidé à vivre, *à sentir que je suis et ce que je suis* ». La ville a aidé Baudelaire à sentir qu'il était, — *et ce qu'il était.* Au « torrent de ses orgies », il a demandé de « rafraîchir l'enfer allumé dans son (propre) cœur ». Dans son « esprit », il a constaté le « goût de l'horreur », présence si inexplicable qu'il l'attribuait au décret du « Créateur », du « Maître », du « souverain » et « juge », « plein de motifs et de causes ». Mais était-

ce pour la « conversion de son cœur », ou pour qu'il « s'enivrât » de la Ville, « énorme catin dont le charme infernal (le) rajeunit sans cesse ». Avec Baudelaire, c'est tout un.

D'autres méthodes rendraient compte de cette présence en lui, ou pour parler comme un autre poète, de cette lentille dans sa lunette, et de la façon dont elle s'y forma. Mais c'est là un autre propos. Rien, en tout cas, ne manque plus, semble-t-il, à qui veut entendre cette note tombée de sa main :

« Ivresse religieuse des grandes villes. Panthéisme.
« Moi, c'est tous ; tous, c'est moi. Tourbillon. »

Baudelaire dans la Ville, c'est Baudelaire « encadré dans son analogie », « se mirant dans sa propre correspondance ».



Un conteur n'est digne de ses lettres de noblesse que lorsqu'il a excellé, une fois au moins, dans le conte fantastique. Il en va de même pour un poète de la Ville : il n'est consacré que le jour où il a imaginé la mort de la Ville. Hugo et Nerval y ont pourvu. Baudelaire aussi. C'est le récit d'un *songe* qui eût pu augmenter le *Spleen de Paris*, et c'est une page étrange dont quelques traits ne dépareraient point *Aurélia.* Etrange, elle ne le sera plus assez peut-être, et les méthodes auxquelles il a été fait allusion, familières des abîmes, la rendraient plus transparente encore. La voici (le poète a souligné les mots ici en italique) :

« Symptômes de ruines. Bâtiments immenses, pélasgiens, l'un sur l'autre. Des appartements, des chambres, des *temples,* des galeries, des escaliers, des cœcums, des belvédères, des lanternes, des fontaines, des statues. *Fissures, lézardes. Humidité provenant d'un réservoir situé près du ciel.* Comment avertir les gens, les nations ? Avertissons à l'oreille les plus intelligents.

« Tout en haut, une colonne craque et ses deux extrémités se déplacent. Rien n'a encore croulé. Je ne peux retrouver l'issue. Je descends, puis je remonte. *Une tour. — Labyrinthe. Je n'ai jamais pu sortir. J'habite pour toujours un bâtiment qui va crouler, un bâtiment travaillé par une maladie secrète.*

Je calcule en moi-même, pour m'amuser, si une si prodigieuse masse de pierres, de marbre, de statues, de murs qui vont se choquer réciproquement, seront très souillés par cette multitude de cervelles, de chairs humaines et d'ossements concassés ».

« Rêve parisien », plus sincère que l'autre, tout brut, dont le pur langage énonce la plus exacte, infernale et poignante « analogie »...

André-Marc VIAL

JÉRUSALEM A BABYLONE
Chronique de l'exil

Mon cher anachorète,

Tu me la bailles belle ! Il te sied bien, pauvre innocent, de porter sur les tortures du monde où nous vivons un regard acerbe et d'exprimer *more prophetico* des jugements catégoriques. Je voudrais bien t'y voir. Quelques séances de contestation estudiantine auraient tôt dégonflé ton céleste savoir.

Je sais : « La ville humaine est abîmée dans la consommation des rêves »[1]. Mais puisque tu cites les poètes, je te répondrai de même encre : « La ville est la forme de l'humanité »[2]. Ton désert n'est pas moins ambigu que ma ville et le mystère des épousailles divines ne s'accomplit pas moins dans nos rues malsaines qu'auprès de la fontaine claustrale qui accompagne sur deux notes le chant de vos pieuses processions. C'est de quoi je voudrais t'entretenir.

***

Donc, notre peuple est entré en transes. C'est comme si le printemps avait réveillé en lui le goût de prendre l'air en un sabbat prolongé. Depuis quelques décennies, il était attelé à un travail gigantesque, une frénésie de bâtisse l'avait saisi : usines et laboratoires, mairies et facultés, administrations de tous ressorts, demeures de plus en plus étagées dans les hauteurs de l'espace, stades, jardins, palais de glace, sans parler des routes, parcs à voitures et autoroutes, avec toutes sortes de feux tricolores pour régler d'un clin d'œil la circulation du sang collectif. On avait défoncé, remodelé, ravalé. Babylone avait entrepris non seulement d'être féconde et productive, mais, *impulsore A. Malraux*, de se refaire une beauté. Même, les athlètes de la neige avaient tenu, cet hiver, leur station quadriennale dans un de ses beaux quartiers. Leurs jeux avaient composé un assez beau feu d'artifice, une fusée, un bouquet de jour en pleine nuit.

---

1. P. CLAUDEL, *La Ville*, Pléiade, Théâtre I, p. 470.
2. ID., *ibid.*, p. 463.

En sourdine, pourtant, nous étions mal à l'aise. Nos travailleurs de toute espèce travaillaient trop pour trop peu de bonheur. Nos boutiques s'étaient mises sur le pied de déployer trop d'artifices pour leurs ressources modestes. Multicolores, fardées de lumière au néon, elles offraient des appas trop chers à des ventres trop affamés. Cette vénalité luxueuse n'encourt, chose étonnante, aucune surveillance policière : l'expansion, c'est nous. Aussi s'étale-t-elle au grand jour et il devient très difficile de ne pas se laisser prendre à ses charmes : « Cargaisons d'or et d'argent, de pierreries et de perles, de lin et de pourpre, de soie et d'écarlate ; et les bois de thuya et les objets d'ivoire, et les objets de bois précieux, de fer, de bronze ou de marbre ; le cinnamome, l'anome et les parfums, la myrrhe et l'encens, le vin et l'huile, la farine et le blé, les bestiaux et les moutons, les chevaux et les voitures, les esclaves et la marchandise humaine ». (*Apoc.*, 18, 12-13).

Tant de désirs concurrents, souvent à peine satisfaits, engendraient des rancœurs mortelles. Travailler, apprendre, oui ! Mais si ce n'est pour la fête, à quoi bon ? Or les jeux n'ayant pas été les jeux de tous et ayant tourné court pour aller planter leur cirque ailleurs, il fut bientôt patent que l'homme passerait le plus clair de son temps à construire sa Babylone pour le plaisir de quelques privilégiés. Voler vers le jardin alpestre, y dessiner les arabesques du bonheur et, le soir venu, siroter un whisky devant une machine à rêves ne peut être qu'un moment fugitif et pas encore à la portée de tous. La civilisation du loisir est longue à naître. Malheureusement, on nous en a donné le goût. Sans aménager pour autant de façon humaine la civilisation du travail.

Les jeunes sentaient cela vivement. Aussi protestaient-ils : les cheveux des garçons s'allongeaient d'autant que ceux des filles avaient tendance à raccourcir : leurs vêtements d'uniforme — en série, velours rouge et noir — manifestaient une volonté de provocation haute en couleurs sous les yeux des bourgeois et des curés en gris. Un jeune ingénieur — nous en avons de fort sages — me disait un jour : « Le monde moderne m'ennuie ; je le déteste ; je n'en suis pas et ne veut pas en être ». Il se sentait anormal ; il était seulement conscient. Je l'avais regardé, surpris. (Je pense comme lui, mais je n'ose le dire ; je me ferais mal voir de nos frères ; préoccupés d'aimer le monde, ils en épousent les chimères comme des promesses que la grâce de Dieu se doit de tenir *hic et nunc* et prophétisent que l'humanité, toutes voiles dehors, finira bien par entrer en fanfare au port du salut temporel.) Cette profession de foi iconoclaste eut été mieux venue dans la bouche d'un manœuvre algérien, d'un professeur de lettres anciennes, d'un moine ou d'un nostalgique adorateur de nos vieux rois. Tu juges de ma stupeur. Mais je n'ai pas su discerner ce « signe des temps » et je ne me suis pas douté que le feu couvait.

Il a fini par prendre, et ce sont les jeunes qui l'ont fait flamber haut. D'emblée, pour nous, ce fut louche. On dit que certains d'entre eux se rassemblent en cénacles fermés. On pourrait à leur sujet parodier le jargon des nôtres : ils tentent d'obtenir une vision nouvelle de la vie et la grille dont ils se servent pour cadrer l'événement leur a été fournie par des maîtres nouveaux. En premier lieu, l'évangile selon l'actuel « fils du ciel ». Le contenu paraît en être explosif. Ceux des nôtres qui vont en Chine s'enquérir, sur les lieux, de ce nouvel art de vivre, en reviennent ébranlés dans leur foi : le vrai Dieu, s'il en est un, pourrait être celui de Mao. Bref, il y a des « Chinois » en France. L'un des grands-prêtres de nos fabriques de rêves traduisit récemment leurs mœurs étranges en images aussi lisses et parfaites que les laques de l'Orient. Nous en rimes beaucoup. Jusqu'au moment où il fut avéré qu'il avait, comme Caïphe, prophétisé sans le savoir. La Chinoise du rêve voulait dynamiter Nanterre : c'est à Nanterre que le feu a pris. Par ailleurs, d'autres évangiles circulaient : les écrits révolutionnaires de deux guerilleros, dont l'un fut des nôtres, jusqu'au sacerdoce inclusivement. De la dynamite en livre de poche ! Sur quel volcan dansions-nous !

Je ne sais si ces livres, comme le nôtre, « remplissent les entrailles d'amertume tandis que dans la bouche ils ont la douceur du miel » (*Apoc.*, 9, 9), je n'y ai point goûté. Mais nous ferions bien de les « dévorer » à notre tour : je n'oserais affirmer que leur analyse spectrale selon la radioactivité chrétienne ne révèlerait pas, par places, les couleurs authentiques du Royaume de Dieu. « Le ciel est rouge, il fera beau »... Les livres rouges, c'est peut-être un « signe des temps ». Je vais donc ouvrir l'œil de ce côté-là, mais sans le crier trop fort : certains auraient tôt fait de m'accuser de strabisme mental. Au fait, ton Abbé, connaissant ta sagesse, ne te défendrait peut-être pas de lorgner du côté de Camillo Torres. D'aucuns y voient une manière de saint et tel évêque illustre du Brésil n'a pas jugé devoir le désapprouver. Les novices que tu éduqueras demain, si les actuels ne t'ont pas acculé à la retraite, l'auront certainement lu.

Car il ne faut pas s'y tromper : la jeunesse a du cran. Elle feint de s'en prendre à la Ville, mais c'est aux « Puissances » qu'elle en a. Elle refuse de « se faire marquer au nom et au chiffre de la Bête » (*Apoc.*, 13, 16), ce qui est normal puisqu'elle incrimine la société de consommation et ne veut plus « rien acheter ni vendre » (*Ibid.*), ayant en horreur « le Dragon qui a remis l'empire à la Bête » (13, 4), celui qui a voulu avoir à lui son être et dont l'autre nom est Mammon, le prince du grand capital.

(Ne t'émerveille pas si j'utilise ces vieilles images, c'est une habitude poétique. Et une précaution : tu ne pourras m'objecter que je suis un chrétien « politisé ». D'ailleurs, je m'en défendrais bien.)

Ce dragon, tu le sais, est invisible. Mais il est servi par deux Bêtes : les prophètes de son culte, et le pouvoir qui apparemment le protège, en réalité s'abrite en lui (« L'une des têtes de la Bête paraissait blessée à mort, mais sa plaie mortelle avait été guérie » (*Apoc.*, 13, 3) par le Dragon probablement. Le Pouvoir, dis-je. « Car le chiffre de la Bête est un chiffre d'homme : son chiffre, c'est 666 » (13, 18).

Les étudiants ont donc levé les étendards de la révolte : le rouge et le noir. Les jeunes travailleurs ont suivi. La masse adulte, chose incroyable, s'est ébranlée à son tour. En rien de temps, le psaume cinquante cinquième s'est révélé vrai. (Moi qui ne voulais plus le chanter, le croyant archaïque et périmé !) « Et je dis, qui me donneras des ailes comme à la colombe, que je m'envole et me pose ? Voici, je m'enfuirais au loin, je gîterais au désert... Je vois en effet la violence et la discorde en la ville ; de jour et de nuit elles tournent en haut de ses remparts. Peine et misère sont au dedans, la ruine est au dedans ; jamais de sa grand'place ne s'éloignent fraude et tyrannie » (*Ps.* 55, 7-12).

Beaucoup, parmi nous, ont cru l'heure de la « Prostituée » venue (*Apoc.*, 17, 1-7). Déjà les marchands, proxénètes notoires, tout en liquidant avec plaisir leurs stocks de vivres et de bicyclettes (les trains et les bus ne roulaient plus, et l'essence était tarie) avaient entonné son deuil : « Hélas, hélas ! immense cité, vêtue de lin, de pourpre et d'écarlate, parée d'or, de pierreries et de perles, car une heure a suffi pour ruiner tout ce luxe » (17, 16-17). Et nos jeunes prophètes de se réjouir : « Sortez, ô mon peuple, quittez-la » (18, 4). « Venez rallier le grand festin de Dieu. Vous y avalerez chairs de rois et chairs de grands capitaines » (19, 17). Mon Dieu, le bel appétit qu'ils avaient ! Aussi rejoignaient-ils les énergumènes, pensant travaller au jugement dernier. Comme l'ange de *l'Apocalypse* (18, 21), ils prenaient des pierres, non pour les jeter dans la mer, mais pour faire des barricades contre les « sauterelles » (9, 3) casquées et cuirassées du Dragon. Je regardais cette agitation, perplexe et, je l'avoue, le plexus solaire noué. Certains de mes frères applaudissaient, d'autres réservaient leur jugement. Mais tous, nous étions sur le qui-vive, incapables, bien que nous n'ayons pas (contre qui ?) décrété la grève, de vaquer à notre travail.

Eh bien ! Nous avons été fameusement dupés. Quelqu'un a dû intervenir ; le Dragon peut-être. En tout cas, « la Bête dont le chiffre est 666 » a donné à entendre qu'il allait lui pousser une tête plus méchante que l'actuelle si tout, à sa voix, ne rentrait dans l'ordre. Ç'a été le reflux. Comme on connaît ses bêtes on les flatte : la masse du peuple a préféré des cornes déjà émoussées. Puisque le Dragon ne jugeait pas bon de changer la figure de sa royauté, restait à reconduire

les prophètes de la libre entreprise et du capital-dieu, sous l'égide du même matricule 666. (Eût-on vu surgir une autre Bête, elle eût gardé ce numéro. Ce doit être le bon.)

Pour finir, après cette attaque de fièvre plus que quarte (elle a duré près de cinquante jours), tout le monde a pris des vacances douteuses. Ce fut un été noyé : le ciel lui-même semblait vouloir mouiller les pétards de la rue. Puis, bien que le cœur n'y fût guère, il a fallu se remettre au labeur : nous devons travailler dur « pour nous faire un nom » et construire une civilisation « dont le sommet pénètre les cieux » (*Gen.*, 11, 4).

(Rêve impossible ? Je n'en doute pas. Déjà bien beau si nous allons un jour sur la lune. Pour Alpha du Centaure, il faudra quelques siècles. Le fond du ciel reculera toujours. Mais Babel est impérissable, elle renaît toujours de ses cendres et n'en finit pas d'ajouter des étages à sa tour. Elle a beau faire, forcer le rythme, elle ne construit jamais que les marches inférieures de son temple : elle est impuissante à rejoindre les dieux. Ce n'est pas que le ciel recule : il est vide. Dieu n'est pas au terme des projets humains, leur résultat. La divinisation humaine par contestation et conquête est une tâche de Sisyphe, un bagne stérile, un travail, à la lettre, infini. Mais qui veut en convenir ?)

Bref, le pouvoir a été consolidé, ses idéologues triomphent, le Dragon règne, invisiblement. Nous voilà partis pour une nouvelle étape : « Je trône en reine, se dit-elle, et je ne suis pas veuve, et jamais je ne connaîtrai le deuil » (*Apoc.*, 18, 7).

*
* *

Mais les apparences sont trompeuses. En réalité, quelque chose a bougé, mais dans les cœurs. J'ai mis quelque temps à m'en rendre compte : cette fièvre de contestation fut aussi une fête, et la révolution une célébration. Beaucoup le proclament : ils ont assisté dans la joie à l'apparition d'une nouvelle cité, laborieuse sans doute, et non sans douleur, activement joyeuse aussi. « La vraie vie » n'était plus « absente » ; le poète s'était trompé. Inattendue, elle faisait irruption et déferlait comme la mer. L'irréversible était accompli : si tant de gens entrevoyaient la liberté comme une aube, c'était la preuve d'un soleil.

Certes, le jour ne s'est pas levé. Les combattants n'en sont que plus tristes. Pourtant, ils ont gagné la partie : notre cœur a jugé Babylone, il ne peut plus l'aimer. « La Ville resplendit d'une lumière fabriquée »[3]. Nous montions sur les pentes pour l'admirer, elle nous semblait belle : un instant « sa justice a jailli comme l'aurore et son salut flamboyé comme une torche » (*Is.*, 62, 1), un instant, nous avons entrevu « sa clarté naissante » (*Is.*, 60, 3) ; ce n'était ni le soleil,

3. P. CLAUDEL, *La Ville*, ed. cit., p. 418.

ni la lune, ni la fée électricité. Mais dans cette lumière l'antique Babylone s'est flétrie à jamais. Rien n'est changé en apparence. Rien ne sera plus comme avant.

J'étais citoyen de Babylone. Juridiquement, je le suis encore. Je lui paie l'impôt, je participe aux élections de ses édiles, j'arpente ses artères et flane dans ses jardins. Mais j'ai reconnu ses rides sous le fard et entrevu le visage de sa mort.

J'étais chez moi dans Babylone. J'y vivais depuis si longtemps. Je vais y vivre encore. Mais je regarde ses maisons-tours, ses maisons-serpents, ses jeux de cube, ses longues murailles d'appartements pour gens aisés... Derrière, les cours sont grises, et l'on entrevoit parfois, au détour d'une rue, la maladie honteuse qu'elle cache : les quartiers lépreux. Je ne m'y sens plus à l'aise : « Hélas, hélas ! Immense cité, ô Babylone, cité puisante, car une heure a suffi pour que tu sois jugée » (*Apoc.*, 18, 10). De cœur, j'en suis sorti.

N'imagine pas que pour autant je rejoindrai ta Thébaïde : la ville est mon désert. Nous y sommes, mes frères et moi, comme « les deux oliviers et les deux flambeaux qui se tiennent devant le Maître de la terre » pour « prophétiser », et, « quand ils auront fini de rendre témoignage, la Bête qui surgit de l'Abîme viendra guerroyer contre eux, les vaincre et les tuer... là où leur Seigneur fut aussi crucifié (*Apoc.*, 11, 3-13).

Je t'entends rire : j'ai le plexus solaire sensible, la palme du martyre me sied mal. Il est vrai. Je n'ai pas l'outrecuidance de me croire égal à ma fonction. Outre que je n'ai pas un goût extrême de la mort, je suis un bien piètre témoin, moi qui ne discernais pas, jusqu'à présent, le Dragon et ses Bêtes dans le visage des « princes qui nous gouvernent » et trouvais que, dans notre pays, tout n'allait pas tellement mal. (Je frémis d'avoir écrit cette phrase : de quelles complicités ne vas-tu pas m'accuser ?)

Mais enfin je me repens : je saurai mieux, désormais, en déposant mon bulletin dans l'urne, qu'il n'est point de pouvoir que le Dragon peu ou prou ne corrompe, qu'il n'est point d'idéologie humaine qui ne vante les charmes de son culte et que faire acte politique c'est toujours choisir un moindre mal. Bien piètre manière, mais la seule praticable en ce bas monde, de ne pas « se prosterner devant la Bête et le Dragon » (*Apoc.*, 13, 4-5).

Je m'avise en écrivant ces lignes que telle est justement l'attitude de nos pasteurs : quelqu'un finit toujours par leur reprocher d'être de mêche avec le pouvoir : eux s'en défendent toujours. Moindre mal, meilleur bien. Seul le possible a des chances d'être réel. L'idéal n'existe pas. Nos bulletins, qu'ils soient rouges, blancs ou bleus, ce n'est pas de cœur que nous les déposons dans leurs affreuses boites. Voilà pourquoi nous paraissons tièdes militants. Au vrai, nous n'y croyons

pas : nos choix nous semblent, *sub specie æternitatis*, tristement relatifs. Si nous adorions la Bête, nous pourrions entrer à fond dans la logique de ces démarches. Mais alors notre dieu ne serait pas dans le ciel, il serait de ce monde, la projection de nos désirs passionnés : « Mon parti m'a rendu mes yeux et ma mémoire »... C'est pourquoi je le sers aveuglément et sans réfléchir. La foi, mon cher, oblige à un effroyable recul : « le Maître-de-tout, Il est, Il était et Il vient » (*Apoc.,* 1, 8), en intervenant, sans nous déraciner nous a plantés dans le monde transcendant. Nous faisons le pont entre deux abîmes, pantins quelque peu disloqués. Citoyens de Babylone en même temps que de la céleste Jérusalem, nous ne pouvons nous délier de l'une ni de l'autre, nous sommes écartelés.

Ta position est-elle meilleure ? Je n'oserais pas l'affirmer. Toi aussi, ne t'en déplaise, tu vis à Babylone, et je ne suis pas sûr que tu ne sois pas marqué au chiffre de la Bête. Tu me diras qu'en effet tu le fus, mais qu'à force de laver cette marque dans les larmes d'une austère pénitence, l'encre en a beaucoup pâli. Soit. Mais comment se fait-il que ton vertueux monastère engendre un désert d'incroyance ? Les paysans qui t'entourent, au témoignage même du curé de ta paroisse, ne fréquentent ni ton église, ni la sienne. L'icône de Jérusalem ne semble pas s'imposer par sa beauté. C'est probablement pourquoi, du reste, le Dragon n'a pas suscité contre elle ses prophètes, et c'est à l'ombre de ton clocher que tu liras ma lettre, non dans quelque « Patmos » où l'on t'aurait exilé « à cause de la Parole de Dieu et du témoignage de Jésus » (*Apoc.,* 1, 10).

Ta céleste cité n'est donc qu'une pieuse retraite, non l'explosion du Royaume parmi nous. Elle te défend sans doute des convoitises violentes, du luxe et des multiples agitations de la ville, mais pas assez complètement toutefois pour s'identifier à la Jérusalem eschatologique, notre mère à tous.

Pourtant, je n'en doute pas, il lui arrive de la révéler. Dans votre admirable célébration des mystères, oui, mais aussi dans votre fraternité.

Pas mieux que Babylone certains jours. Car, j'ai, depuis mai, fait une autre découverte : en résidence surveillée à Babylone (j'ai ma fiche au ministère ou à la préfecture : le Pouvoir tient les ecclésiastiques à l'œil) je vis pourtant au milieu de Jérusalem.

C'est par un détour que j'en suis venu là, par le biais d'une autre révolution. Quand Babylone est ébranlée, l'Église visible, qui voyage en ce monde pour les affaires de son Epoux, est bien obligée, parfois, de sauter d'un train dans un autre et d'accepter des itinéraires imprévus. Mes jeunes frères ont, eux aussi, amorcé une révolution. Je ne te la décrirai point aujourd'hui : je n'y vois pas assez clair, et ce serait trop long.

Mais cette révolution m'a révolutionné moi-même. Un jour, l'un de ces jeunes fauves, chez qui le respect ne revêt plus les formes policées de l'antique *pietas,* est venu déjeuner dans mon phalanstère. Il étalait sa joie d'avoir dans le sien « secoué le cocotier et fait péter la baraque » (*O paradisus claustralis... sunt lacrymae rerum !*). Je l'ai écouté dire sans mot dire, l'air plutôt rogue, et la tripe en fureur : j'ai la faiblesse d'aimer encore l'institution qui m'a formé. A la fin, j'ai posé une question. Pauvre de moi ! J'ai dû encaisser — humblement, s'il te plait — une verte réponse. On l'eût naguère jugée prétentieuse. Elle n'était que naïve, le ton ne permettait pas de s'y tromper : « Vous nous avez donné de l'Ordre une image peu convaincante. Pourtant, nous croyons qu'il y a là une idée. La réaliserons-nous mieux que vous ? Rien n'est moins sûr. Mais ce que nous savons bien, c'est que nous ferons autrement ». N'est-ce pas gentil ? modeste ? et vrai ? *O beata simplicitas !* Voilà les novices que le monde te prépare, très cher. Et toi, veille à ton échine : il te la faudra souple !

Il m'a fait mal, ce jeune loup, mais cette blessure a délivré en moi une espèce de source. La plaie a bien suppuré quelque temps, mais j'ai fini par saigner d'un sang pur, en consentant à cette vérité. Non pas pour ses beaux yeux, ni par je ne sais quel conformisme démagogique, mais parce que j'ai entendu « une autre voix qui disait du ciel : Sortez, ô mon peuple, quittez-la, de peur que solidaire de ses fautes, vous n'ayez à pâtir de ses plaies » (*Apoc.*, 18, 4). Babylone était dans mon phalanstère, et je devais la quitter. J'avais cru nos mœurs éternelles, et voilà que la jeunesse les ébranle afin de les réinventer. Nous avons dû quitter les Jacobins, Saint-Maximin. Nous quitterons d'autres demeures : c'est à l'escargot de faire sa coquille, et non à la coquille de faire l'escargot. Je quitterai donc mes coquilles, mais non les frères que Dieu m'a donnés. J'aurai eu du plaisir à te rejoindre à Thélème (excuse-moi, c'est un mot spontané, j'idéalise trop les cloîtres) ; j'aurais pu songer à quelque aumônerie de sœurs (il en est de fort douillettes) ; non, celui qui m'invitait à quitter Babylone m'enjoignait de travailler à un visage nouveau de Jérusalem, au même endroit et dans la même fraternité que précédemment : « Je connais ta conduite : tu n'es ni froid, ni chaud... Aussi suis donc mon conseil : achète chez moi un collyre... pour t'en oindre les yeux et recouvrer la vue. Ceux que j'aime, je les semonce et les corrige. Allons ! Un peu d'ardeur et repens-toi. Voici que je me tiens à la porte et je frappe » (*Apoc.,* 3, 15-20). Ce n'était donc pas mon frère qui avait frappé à ma porte, ce n'était pas sa langue qui m'avait blessé, mais le glaive de la Parole de Dieu. Comment aurais-je pu résister ? J'ai donc fait mon choix... le sien plutôt.

Les yeux lavés, j'ai pu les ouvrir sur la révolution de Babylone et sur ses prostitutions. Ce que j'ai entendu alors m'a laissé rêveur. Tout n'était pas pur en mai. Les « purs » eux-mêmes sont citoyens de Baby-

lone : c'est, sans le savoir, à travers son prince que, pour une part, ils désirent ; ils sont marqués au chiffre de son pouvoir alors même qu'ils prétendent le renverser.

Mais à travers la prostitution universelle une eau pure sourd parfois. Protestation contre le bourrage de crânes, ébranlement des mandarinats, dialogues sur la vérité humaine de l'entreprise, solidarité des « pauvres » dans leur revendication de dignité : le désir de « changer la vie » n'est pas totalement pervers, le refus du Dragon et des Bêtes rejoint étrangement les exigences de notre Seigneur. Si mêlé qu'il soit à l'ivraie, le bon grain réjouit toujours l'agriculteur divin ; quand les prostituées dénoncent la prostitution, je ne me réjouirais pas ? Ils en inventeront une autre ? Sans doute ; c'est notre pente à tous : le Royaume n'est pas de ce monde. Du moins auront-ils fait cet effort-là pour en sortir. Du moins auront-ils « cherché ». Qui sait, peut-être finiront-ils par « trouver » ? La levure surnaturelle n'est jamais visible à l'état pur : c'est mêlée à des ferments d'une chimie moins divine qu'elle fait lever la pâte. Et peut-être lointainement s'arrange-t-elle pour les susciter. Dans la *praxis* aussi *oportet haereses esse.* Bienheureux Luther, bienheureux Guevara... « Je compte Rahab et Babylone parmi ceux qui me connaissent. Tyr, la Philistie et l'Ethiopie : un tel y est né. Mais Sion chacun lui dit : mère. Car en elle chacun est né » (*Ps.* 87, 4-5).

Mieux qu'un printemps, c'était une naissance. Car le printemps est toujours convenu : tel on l'attend, tel il fleurit. En mai, on n'attendait rien. Les pavés de nos villes ne tolèrent qu'une herbe rare et rapidement grise. « Et la rose fleurit vaguement, un seul soir, et de chaque tige le complexe papillon à l'aile d'elle-même prisonnière a fui »[4]. Nous regrettons la rose. « Ah ! je vous le dis, ce n'est pas la rose ! c'est son odeur, une seconde respirée, qui est éternelle »[5].

Ce parfum de liberté que tant d'hommes ont humé, ce dépassement des contraintes diaboliques (il n'allait pas sans quelque relâchement, diabolique aussi), cette dénonciation simultanée des anarchies comme des oppressions, mais c'était une émergence fugitive de la Jérusalem d'en-haut, celle qui est « libre et qui est notre mère » (*Gal.,* 4, 26). Certes, elle n'a révélé son visage divin que sous un masque historique, sa gloire que dans son humilité. N'importe : le rayon rose de « sa clarté naissante », le « jaillissement de sa justice » et le « flamboiement de son salut », nous savons maintenant d'où ils viennent : « Elle peut se passer de l'éclat du soleil et de celui de la lune » (et de celui de l'électricité) « car la gloire de Dieu l'a illuminée

---

4. P. CLAUDEL, *La cantate à trois voix,* Pléiade, Œuvres poétiques, p. 335.
5. ID., *ibid.,* p. 334.

et l'agneau lui tient lieu de flambeau » (*Apoc.*, 21, 23). Ah ! c'est beaucoup de l'avoir devinée ! « Les sources se changent en sang », le feu du ciel « brûle les hommes par une chaleur torride » (16, 3 et 8), « l'astre nommé absinthe rend amer le tiers des eaux » (9, 11) et voilà que nous apercevons « la Cité Sainte, Jérusalem nouvelle, qui descend du ciel, de chez Dieu ; elle s'est faite belle, comme une jeune mariée parée pour son époux » (21, 2).

Bien sûr, tout n'est pas joué. Ce n'est pas encore la ville aux « douze assises... rehaussées de pierreries », la ville « au rempart de jaspe », la ville « d'or fin comme du verre bien pur » (22, 12-19), c'est, à travers la beauté de l'effort humain, le pressentiment qu'elle respire dans nos brumes, palpite dans nos lumières et rit dans nos pleurs. « Voici que je fais l'univers nouveau » (21, 5).

J'entends bien : c'est « l'Esprit et l'Epouse qui disent : viens ». Et donc seul « celui qui écoute » la parole apocalyptique peut consciemment dire : « Viens » (22, 7). Mais le Seigneur ne vient pas que dans les assemblées eucharistiques où nous l'écoutons et l'appelons. Il vient où on ne l'écoute guère, il vient où il n'est souvent appelé qu'implicitement (et tu as quitté ce monde pour le prier de manière explicite d'y venir... comme il voudra). Mais « celui qui écoute » découvre dans le monde même les traces de sa venue.

D'autres n'y voient qu'agitations humaines, nobles ou désordonnées, à leur gré. D'autres n'y voient que « structures » dont le jeu rigoureux exclut toute fantaisie ; eux du moins ont le plaisir de constater que « ça parle », ça se marie, ça aime, ça produit, ça révolutionne, etc. *pour rien*. Tant pis pour eux : « Leur lot se trouve dans l'étang brûlant de feu et de soufre, c'est la seconde mort » (21, 8).

Suis-je trop optimiste après avoir été trop pessimiste ? Franchement, je ne crois pas. Nos cités sont ambiguës ; elles le seront toujours. Jérusalem est captive à Babylone, mais elle l'investit mystérieusement. L'absolu n'est pas de ce monde : il ne faut idolâtrer ni les divinités païennes (Moloch capitaliste ou Baal socialiste, ni la IVme, ni la Vme, ni la VIme, ni le parti radical, ni le général) ni les visages temporels de la sainte cité de Dieu (ni ma Corbusière ,ni ton cloître roman, ni le grégorien, ni... ce qui le suivra demain). Mais il arrive qu'un rayon de l'absolu illumine le monde. Malheur à l'homme qui ne quitte pas son fauteuil : il ne le verra pas. « Comme l'éclair, en effet, part du levant et brille jusqu'au couchant, ainsi en sera-t-il à l'avènement du Fils de l'Homme » (*Matth.*, 24, 27).

Tu es un paysan. Je suis un citadin. En réalité nous sommes des nomades. Au Port-Royal de la ville comme au Port-Royal des champs, nous campons sous la tente, comme les bédouins. Si nous tenons à nos demeures provisoires, nous ne verrons jamais « les quatre Anges

marquer au front les serviteurs de notre Dieu » (*Apoc.*, 7, 3). C'est le temps des oiseaux migrateurs : « Ils aspirent à une patrie meilleure, c'est-à-dire céleste. C'est pourquoi Dieu n'a pas honte de s'appeler leur Dieu ; il leur a préparé, en effet, une ville » (*Hebr.*, 11, 16).

Voilà, cher anachorète, qui doit t'aller au cœur. Mais je vais te faire un autre plaisir : ma maison, grise et basse, emprisonnée de grands immeubles (sauf au nord où une trouée dans les hauts murs la livre sans défense au vent du froid), ma maison recèle un trésor. Il s'agit d'un espace sacré. Etroit, limité quant au volume, illimité quant aux échos qu'il éveille en moi. Un cyclone s'y est engouffré et figé : murs et plafonds, pas une plage neutre : un ami très cher y a figuré l'Apocalypse. C'est notre oratoire.

Je l'ai récemment montré à un élève du peintre. Incroyant, si je ne me trompe. Il s'est tu longtemps. Pour finir : D'habitude, Jean Claude est seul dans sa peinture. Ici, il a peint comme s'il parlait avec quelqu'un ».

J'aime cet oratoire. J'y respire, j'y deviens lyrique : j'y parle avec quelqu'un. C'est, pour l'instant, mon icône de la Jérusalem d'en-haut. Ah ! qu'elle m'est nécessaire et que j'ai de la chance de l'avoir ! sans elle, Babylone serait plus qu'un lieu d'exil ou un purgatoire : un enfer (comme cette chrétienne à Moscou : elle ne respira qu'après avoir déniché une église orthodoxe). Je ne t'aurais pas écrit cette chronique sans ces images et le texte sacré. En interprétant par elles notre histoire, il se trouve que j'ai interprété les images de Jean.

Rumine donc ma lettre dans ton cloître. Si j'ai droit à une icône, je ne te contesterai pas le droit d'en avoir une aussi. Pourvu qu'elle te serve de clé, et que le mystagogue se fasse aussi herméneute. Pourvu, moine, que tu apprennes à interpréter.

Car, Jérémie à Jérusalem ou Ezéchiel à Babylone, nous sommes tous deux — et combien d'autres ! — « sentinelles pour la maison d'Israël » (*Ezech.*, 2, 17) et « prophètes de nations » (*Jer.*, 1, 5).

« Que la grâce du Seigneur Jésus soit avec toi ».

Claude BOURGIN, o.p.

Théologie de la ville

Comment et en quoi les articles rassemblés dans le cahier que l'on vient de lire ont-ils un sens théologique ? Nulle part, les contributions que nous avons demandées au géographe, au sociologue, à l'urbaniste, à l'économiste, au philosophe et au critique littéraire ne se placent explicitement au niveau de la théologie. Et l'on ne peut dire qu'elles aient à en souffrir. Tout se passe comme si les questions posées par le phénomène urbain contemporain, les solutions à rechercher et à mettre en œuvre pour faire une ville plus humaine se situaient totalement hors du domaine du théologien : nous sommes en face d'un exemple particulièrement frappant de la sécularisation sur lequel nous avons tenté de réfléchir dans le précédent cahier de *Lumière et Vie*.

Le théologien n'a-t-il donc rien à dire ? Joseph Comblin, dans les quelque cinq cents pages de sa *Théologie de la ville*[1] prétend le contraire. Nous allons reprendre à grands traits l'itinéraire qu'il nous invite à suivre.

L'effort premier de l'auteur porte sur des questions de méthode. Il est important de nous y arrêter, car c'est là que se joue la question fondamentale de savoir au nom de quoi le théologien se donne le droit de prendre la parole. Remarquons tout d'abord que le phénomène de sécularisation relève peut-être de facteurs plus complexes que ceux que l'on mentionne habituellement. Si la théologie se trouve réduite au silence devant la revendication d'autonomie du monde profane, c'est qu'elle-même y a consenti depuis longtemps. « La théologie post-tridentine a fini par accepter comme un fait accompli la séparation entre la vie chrétienne et les réalités profanes. La distinction entre un ordre naturel et un ordre surnaturel vient consacrer un état de fait de la société occidentale : la rupture entre la foi et l'action temporelle. Puisque la société d'Ancien Régime était profondément sécularisée, notamment dans sa politique et sa vie urbaine, la théologie se résigne à ne traiter que de l'ordre surnaturel » (p. 10). La question qui est ici suggérée mériterait d'être creusée : à quel prix, notamment dans le domaine de la réflexion

1. J. COMBLIN, *Théologie de la ville*, Paris, Ed. Universitaires, 1968, 496 p., 43 f.

théologique, les clercs ont-ils obtenu dans la société monarchique la reconnaissance d'un rang social privilégié ? On y trouverait peut-être quelque lumière sur la situation actuelle. Mais ce n'est pas ici le lieu d'en traiter. L'essentiel est que soit retrouvé le chemin qui permette à la théologie d'aborder authentiquement les réalités profanes et, en l'occurrence, la ville.

La démarche de J. Comblin est ici très simple : elle consiste à refuser tout dualisme et toute opposition entre les lumières de la révélation et les obscurités de l'histoire. Le sens de la révélation n'est pas constitué en soi ; au contraire, il ne s'éclaire pleinement que dans un rapport dialectique à l'histoire profane dans laquelle elle se situe et qui, elle aussi, est révélatrice d'une vocation de l'homme, pour autant qu'aux yeux de la foi, elle est partie intégrante de l'économie divine. Ce rapport dialectique du message biblique et de la réalité urbaine nous est présenté à trois plans : celui de l'histoire, celui de la typologie, celui de la pédagogie. Nous allons reprendre les principaux moments de cette présentation.

I. LE MESSAGE BIBLIQUE ET LA VILLE

Histoire théologique de la ville

« Il n'est pas indifférent, écrit J. Comblin, que l'histoire d'Israël se soit placée précisément au début de l'urbanisation, à une époque où (...) l'humanité entre dans la phase finale de son évolution, le commencement de sa vraie histoire » (p. 126). C'est sur ce fond que la vocation d'Israël prend son sens. Elle est vocation au départ, à la marche au désert, lieu de la révélation et de l'alliance, de l'épreuve et de la tentation. Elle est négation de la civilisation urbaine : « Israël poursuivit cette tentative surprenante d'organiser la vie des hommes en commun à partir d'une pure parole, sans construire une civilisation matérielle originale (...) En Israël, riches et pauvres oublient leurs différences dans l'audition de la Loi » (p. 128). Mais ce « témoignage d'une autre forme de « convivence » humaine » qu'Israël est appelé à donner n'est pas la solution universelle au problème de la communion humaine ; ce n'est pas une formule de remplacement de la ville. Son rôle est de « réduire les prestiges de la ville païenne, pour préparer l'avènement de la solution divine » (p. 129).

C'est le sens qu'il faut donner à la condamnation portée sur Babel. « Le péché de Babel ne fut pas d'avoir voulu l'unité de l'humanité : c'est le projet du créateur. Le péché a consisté à vouloir faire une ville comme Babylone pour réaliser le projet de communion humaine (...) Il ne faut pas accuser la ville comme telle, puisque Dieu finalement fait une ville lui aussi (la nouvelle Jérusalem). La Bible accuse la ville telle que les païens n'ont pu éviter de la faire

(...) L'idée de construire la ville n'est pas pure utopie. C'est présomption. C'est vouloir faire, sans Dieu, hors de l'économie divine, ce que Dieu veut réaliser au terme d'une histoire (p. 130-131).

Ce qui motive la condamnation des prophètes d'Israël, c'est avant tout le caractère religieux de la ville païenne, qui en fait une totalité close liant l'homme à l'ordre cosmique au lieu de l'en faire émerger (on sait le lien rigoureux qui, dans les civilisations du Moyen Orient ancien, unissait la structure politique de la royauté à l'ordre du cosmos et à la volonté des dieux).

Au terme de cette évocation de l'histoire théologique de la ville dans l'Ancien Testament, il apparaît que « l'idéalisation de la vie errante et du désert » qui caractérise la tradition d'Israël ne prend sens qu'en réponse au fait urbain en voie d'émergence. Elle est le moment négatif d'un processus dialectique, opérant une ouverture au salut, qui ne peut venir que de Dieu seul. « Il apparut que ce qu'Israël chercha dans le désert, c'était cela le sens de la ville. En offrant aux nations le projet d'une communion d'hommes, d'une communion de personnes fondée uniquement sur une conscience commune, sur une volonté commune, Israël fit apparaître que la ville ne pouvait avoir d'autre sens que de réaliser la communion humaine (en même temps que) la ville avait besoin d'un salut (...) La fuite n'avait pour but que de permettre la négation pour préparer un salut futur. Elle n'était pas un terme, un but, une solution en soi » (p. 141).

En Jésus-Christ, ce salut advient dans et pour le monde. Si l'Eglise reprend la vocation pérégrinante d'Israël, c'est dans une visée plus riche. Sa tâche n'est pas seulement de signifier une négation, elle est aussi d'annoncer une bonne nouvelle, d'incarner un salut. «Les chrétiens ne voyagent pas seulement pour attendre, faute de demeure permanente. Ils vont vers les villes, ils vont de ville en ville (...) comme des ambassadeurs envoyés pour y annoncer l'Evangile » (p. 144).

Typologie de la ville

Le sens théologique du fait urbain ne s'épuise pas dans ces considérations historiques. La ville est encore symbole. Jérusalem, la ville « où tout ensemble fait corps », révèle le caractère nécessairement communautaire et incarné de la foi. Au terme de l'histoire, l'accomplissement du salut trouve son expression dans l'image d'une ville, la Jérusalem nouvelle, cité de la réconciliation. Dans la ville sans temple et sans domination, les hommes expérimentent la plénitude de leur communion dans la présence de Dieu avec eux. La nouvelle Jérusalem est à la fois promesse de Dieu et symbole de la vocation des hommes.

Mais le symbolisme de la ville ne réside pas exclusivement dans les villes saintes. La cité séculière, elle aussi, est révélation symbolique. « Bien qu'elle soit exploitée, corrompue, déformée, bien qu'elle n'arrive pas à réaliser les aspirations qu'elle affiche, la ville n'en est pas moins une révélation de l'homme. Elle montre aux hommes leur chemin (...) Dieu s'est ainsi révélé dans les pierres que les hommes ont rassemblées sans savoir qu'ils allaient faire affleurer une figure nouvelle de l'homme, un type de leur avenir, du terme de leur carrière terrestre » (p. 170).

Pédagogie de la ville

Aux yeux du théologien, la ville peut encore être interprétée comme l'expression d'une pédagogie divine. L'expérience de la ville est comme une invitation faite aux hommes à apprendre ce qu'ils ont à devenir. Elle l'est négativement, en faisant cruellement ressentir tout ce qui manque à la pleine communauté humaine. Elle l'est positivement, en forçant tous les hommes à entrer dans le jeu de la vie collective, à inventer solidairement un avenir.

En régime chrétien, l'Eglise exerce une action pédagogique complémentaire de celle de la ville. Comme communauté pérégrinante, elle offre, sous un mode propre, une expérience de la communion qui transcende les cloisonnements et les contraintes de la vie urbaine. Mais J. Comblin nous met en garde : que cette transcendance ne devienne pas un oubli ! « La lutte effective, continue et inlassable pour la transformation de la cité est aussi pédagogie divine. L'homme ne passe pas d'emblée de l'Eglise à la nouvelle Jérusalem. Il lui faut passer par la ville terrestre » (p. 189).

***

Dans ce survol de l'abondante matière contenue dans l'ouvrage de J. Comblin, on nous pardonnera de passer sous silence tout un chapitre, intitulé « la ville des hommes ». Non pas parce qu'il manque d'intérêt, mais parce qu'il se situe dans une perspective analogue à celle des articles que nous présentons dans ce cahier. S'appuyant sur les sciences humaines et la réflexion tant des historiens que des urbanistes contemporains, ce chapitre met en relief l'importance capitale de la ville dans le développement d'un humanisme vrai.

II. L'ÉGLISE ET LA VILLE

« L'Eglise est appelée à assumer la société urbaine non par opportunisme religieux, mais par vocation (...) Son rôle ne consiste pas à fonder des synagogues en marge du tissu urbain. Son rôle consiste à susciter le peuple de Dieu à partir du peuple de la ville.

« ... Il y a deux manières possibles d'interpréter les signes des temps. D'une part, on peut parier sur l'échec des villes, prêter attention aux voix qui en dénoncent la massification, la déshumanisation et choisir le chemin de la fuite (...) Ou bien l'on peut penser que l'urbanisme et l'architecture moderne, que la fin des idéologies et l'avènement d'une politique concrète, que les immenses ressources des techniques contemporaines constituent des signes de salut qu'il faut savoir entendre...

« Le salut de la ville ne se trouve pas hors de la ville elle-même. Les religions païennes ont leurs villes saintes. Le christianisme n'en a pas. Toutes les villes sont saintes ou appelées à être saintes par le fait d'être villes tout simplement » (p. 377-378).

Ce texte donne bien l'orientation générale de la partie de son livre que J. Comblin consacre à l'Eglise et la ville. Elle constitue un ardent plaidoyer pour la restauration d'une authentique Eglise locale qui soit homogène à la dynamique urbaine contemporaine.

L'auteur commence par insister sur le fait que l'Eglise locale est un mode plénier d'existence concrète de l'Eglise. L'Eglise locale, rassemblée autour de l'évêque, n'est pas une circonscription de l'Eglise universelle. Elle se suffit à elle-même au sein de la communauté humaine dans laquelle elle est établie. C'est ce qu'exprimait originellement le mot « paroisse » : chaque ville formait une seule « paroisse », quelle que fût la diversité des lieux de culte. Nous ne pouvons rapporter ici toutes les évolutions dont J. Comblin nous retrace la longue histoire. Toujours est-il qu'au terme de ses analyses, et bien des auteurs sont en accord avec lui sur ce point, la paroisse telle que nous la connaissons apparaît comme un héritage historique dont ni l'ecclésiologie, ni la sociologie urbaine ne parviennent à justifier pleinement l'existence. Si « la paroisse s'est adaptée heureusement à la structure rurale de l'Europe occidentale telle qu'elle s'est développée depuis le moyen âge », elle n'a plus aujourd'hui les mêmes raisons d'être. « Ce fut la prise en charge totale de l'homme par un prêtre qui fit la grandeur et l'efficacité de la paroisse (...) La paroisse n'est pas une communauté. C'est justement le système qui n'est pas basé sur une communauté, mais sur un lien vertical personnel (...) La naissance de la paroisse a correspondu à une époque de dissolution des liens de communauté et à la création des liens personnels de la féodalité » (p. 374-375). Les paroisses actuelles ne forment dans la ville qu'un archipel d'îlots juxtaposés, qui risquent bientôt de ne plus accueillir que ceux qui sont en marge de la vie urbaine.

La solution de cette crise est à chercher dans un retour à l'Eglise locale, identifiée à la ville et à sa zone d'influence. Le fidèle se définira non plus par l'appartenance à telle ou telle paroisse plus ou moins arbitrairement découpée, mais par « l'appartenance à la communauté

surnaturelle que forment tous les chrétiens d'une ville », eux-mêmes structurés en micro-communautés multiples selon les lois de formation des groupes en milieu urbain et selon la multiplicité des fonctions que l'Eglise a pour vocation d'accomplir au sein de la cité.

Cette vision prospective ne relève pas de l'utopie ; elle se veut fondée sur une analyse lucide des impasses auxquelles aboutit le système paroissial traditionnel et sur une lecture documentée de la dynamique sociale propre à la vie urbaine d'aujourd'hui. Elle est proprement théologique pour autant qu'elle ne vise pas à une simple accommodation à des rythmes et des modes de vie et de relation qui ont changé, mais qu'elle s'appuie sur des données ecclésiologiques recueillies dans la tradition, que les aléas de l'histoire avaient fait perdre de vue.

Dans sa conclusion, l'auteur nous présente son ouvrage comme un *essai,* « imparfait et provisoire ». Et c'est vrai : bien des analyses et des suggestions apparaîtront trop peu précises au bibliste, à l'historien ou au sociologue ; l'abondance des matières mises en œuvre donne au livre un aspect compact, et le style en est parfois lourd ; demain, peut-être, de nouveaux travaux spécialisés viendront bousculer certaines appréciations. Mais il faut savoir gré à l'auteur d'avoir pris le risque d'encourir ces critiques, et d'avoir essayé, sur un terrain neuf, de tracer des itinéraires. On ne peut qu'admirer l'énorme effort de documentation qui sous-tend son travail de synthèse. Le grand mérite de J. Comblin est, à mes yeux, d'avoir intégré dans un regard de foi cette réalité concrète qu'est la ville selon une méthode homogène à son sujet. L'établissement urbain n'est pas une idée ou une essence, c'est un fait, un mode d'être de l'homme, qui a une histoire et qui engage une pratique. La foi ne saurait ici s'exprimer seulement dans un discours. L'auteur a su respecter cette dimension concrète en employant une méthode résolument dialectique où la pensée progresse par l'interaction d'une multiplicité de facteurs solidaires. Son ouvrage engage d'un même mouvement à recevoir, en les comprenant l'un par l'autre, le message de la Bible et celui de la ville et à agir pour humaniser la ville et remodeler la pensée et la pratique de l'Eglise à son égard.

Claude BESSEYRIAS, o. p.

LES DISQUES

La ville

Plusieurs compositeurs ont inclu dans le titre d'une œuvre le nom d'une ville ; d'autres l'ont choisi comme sous-titre ; quelques-uns, plus rares, ont tenté d'exprimer les sentiments que leur inspirait la Ville. Cette chronique n'est pas un panorama complet, mais plutôt une proposition de promenade à travers le temps et la géographie.

Hommages

Deux lieux ont entouré la jeunesse et la maturité de Mozart : Salzbourg et Vienne ; les nombreux voyages du musicien lui ont permis de connaître la plupart des capitales de l'Europe occidentale. De Vienne comme de Salzbourg Mozart garde un mauvais souvenir : la première, après l'avoir fêté, l'a délaissé ; dans la seconde, il a souffert d'être le sujet d'un Prince-Archevêque aussi exigeant qu'incompréhensif. Son lieu d'élection, c'est PRAGUE dont l'accueil chaque fois est chaleureux et réconfortant. Aussi est-ce justice qu'il lui dédie sa *38me Symphonie*. Ecrite en 1787, en prévision du voyage en Bohême où il allait créer *Don Juan,* elle s'ouvre sur une introduction lente où s'affirme le mélange de mélancolie et de bonheur qui correspond si bien au fond de son âme : c'est une œuvre heureuse, profonde, sincère. A côté de l'interprétation géniale de Bruno Walter (éditée par CBS), celle de Karl Böhm est sans conteste la meilleure : mozartien accompli, ce chef sait évoquer les atmosphères, équilibrer les plans et traduit parfaitement l'esprit de cette Symphonie (1 d. 30 cm, DEUTSCHE GRAMMOPHON, 138.112 — couplée avec les *32me* et *35me Symphonies*).

En 1790, les deux amis Mozart et Haydn se quittent dans la tristesse, avec l'impression qu'ils ne se reverront plus. Le second est invité à donner une série de concerts en Angleterre. Cela nous a valu, entre autres, une série de grandes Symphonies. La *92me* était déjà écrite, mais il la dédie en 1791 à OXFORD en remerciement du titre de Docteur *honoris causa* qu'il se voit conférer dans cette célèbre ville universitaire. Avec ses quatre mouvements, selon le schéma classique, c'est une partition solide et enjouée. Willem van Otterloo, à la tête de l'Orchestre Philharmonique de La Haye nous en propose une traduction vivante, marquée toutefois d'un rien de sécheresse (1 d. 30 cm, PHILIPS, 200.054 WGL — couplée avec la *53me Symphonie*).

Tout naturellement, la dernière Symphonie de la série, la *104me*, jouée pour la première fois en 1795, porte le sous-titre LONDRES. Le grand portique solennel qui l'ouvre préfigure Beethoven, par sa puissance et son alternance de *forte* et de *piano ;* il donne aussi le ton à toute l'œuvre, remarquable d'autorité, d'habileté dans le traitement des timbres et d'intensité expressive. Avec le Royal Philharmonia Orchestra, Josef Krips met parfaitement en relief tous ces aspects (1 d. 30 cm, RCA, 640.929 — couplée avec la *35me Symphonie* de Mozart) ; en adoptant des *tempi* parfois plus rapides, Igor Markevitch et l'Orchestre des Concerts Lamoureux proposent une lecture plus synthétique et moins subtile (1 d. 30 cm., PHILIPS, 835.038 AY — dans un couplage plus homogène, avec la *103me Symphonie*).

Darius Milhaud partage son temps entre les Etats-Unis et la France et se retrouve chaque été en Californie, dans la petite ville d'ASPEN, pour y donner des cours. De là vient le titre d'*Aspen-Sérénade* qu'il a attribué à une composition écrite en 1957 pour quatre instruments à vent, une trompette et quatre instruments à cordes. Il emploie d'un bout à l'autre des cinq mouvements le principe de la poly-tonalité, confiant aux deux groupes d'instruments des mélodies indépendantes s'entrecroisant et s'enchevêtrant dans des tonalités différentes. La trompette joue le rôle d'arbitre, tantôt en intervenant à titre d'instrument soliste, tantôt en précisant le cadre architectural de telle partie. On retrouve là l'habileté, la clarté, la bonne humeur, la fraîcheur de ce musicien original. Un groupe d'excellents interprètes sert avec beaucoup de virtuosité les intentions de l'auteur (1 d. 30 cm, ADES, 15.503 — couplé avec la *Suite de quatrains* et le *Septuor à cordes*).

Images

Comme beaucoup de musiciens du XVIIIe siècle, Boccherini fut un grande voyageur. Il demeura longtemps en Espagne et c'est ce séjour qui lui suggéra d'intituler l'un de ses Quintettes à cordes, composé en 1780, *Musique nocturne à* MADRID (ou *Nuit de garde à Madrid*). C'est une musique à effets (battements de cordes et pizzicati y abondent, imitant les sonorités de la guitare), qui ne se veut pas descriptive, mais entend plutôt évoquer, par la variété de ses rythmes, l'atmosphère de « Madrid by night », selon l'heureuse expression de Carl de Nys. Le résultat est plus amusant qu'humoristique, plus curieux que séduisant : cela fait partie de ces bis spectaculaires qu'affectionnent les orchestres de chambre. Rudolf Barchaï et l'Orchestre de chambre de Moscou (1 d. 30 cm, CHANT DU MONDE, LDX-S-78.313 — couplé avec le *Divertissement K 136* de Mozart et le *Divertimento pour cordes* de Bartok) et Hans Müller-Bruhl et l'Orchestre de chambre de Cologne (1 d. 30 cm, CHARLIN, SLC-31 — couplé avec la *Serenata Notturna* de Mozart, le *Concerto La Notte*

de Vivaldi et la *Sérénade du Veilleur de nuit* de Biber) nous offrent deux interprétations assez voisines, avec plus de souplesse et de légèreté chez le premier.

Robert Schumann avait un faible pour les masques. Il donne le titre de *Carnaval* à un premier recueil de pièces de piano, courtes scènes à la brillante et poétique diversité. En 1839, il publie *Carnaval de* VIENNE. Le nom est en fait trompeur puisqu'il recouvre cinq parties de facture traditionnelle : un *Allegro* bien caractéristique du musicien romantique par l'infinie variété de ses facettes et sa charge expressive — une *Romance* charmeuse — un *Scherzino* — un *Allegretto* — un *Finale* bondissant. L'interprétation d'André Krust, merveilleuse de sensibilité, rend parfaitement justice à cette œuvre célèbre (1 d. 20 cm, ERATO, STU 70.369 — couplé avec le *Carnaval* et les *Scènes d'enfants*. L'ensemble constitue un beau disque de piano schumannien).

Tchaikovsky se plaisait en Italie. En 1874 il avait aimé l'animation et la beauté de FLORENCE. Il décide d'y retourner en 1890 pour composer son opéra *La Dame de Pique* et écrire peu après, « dans l'enthousiasme, dans la joie et sans le moindre effort » un Sextuor pour cordes, *Souvenirs de Florence*. Les sentiments qu'exprimait Tchaikovsky dans une lettre à Madame von Meck se donnent libre cours dans les quatre mouvements de cette œuvre animée, souriante, lyrique, où les exigences de l'écriture pour six instruments canalisent heureusement la tendance du musicien russe à une expressivité pas toujours contrôlée. Il a lui-même avoué la difficulté qu'il avait éprouvée dans cette tâche ; et cependant la solidité de son style ne l'empêche nullement, en particulier dans l'*Allegro con spirito* initial, de recréer l'atmosphère florentine. De retour dans son pays, il remit sur le métier les deux derniers mouvements : de là leur caractère plus russe que méditerranéen. Les six grands solistes (dont Leonid Kogan, Rudolf Barchaï, M. Rostropovitch) qui se sont réunis pour enregistrer ce disque jouent cette musique avec beaucoup de chaleur et un enthousiasme communicatif (1 d. 30 cm, CHANT DU MONDE, LDX-A-8.358).

Respighi est célèbre par ses deux poèmes symphoniques *Les Fontaines de* ROME et *les Pins de Rome*. Le premier date de 1917 et combine la peinture de quatre fontaines de la Ville avec l'évocation de quatre mouvements du jour. Ces pages révèlent l'habileté d'écriture du compositeur italien qui a entendu les leçons d'un Debussy (dans les mouvements extrêmes) et d'un Richard Strauss. Le second a été écrit sept ans plus tard : ce sont quatre lieux caractéristiques qui défilent devant nous : la joyeuse Villa Borghèse, les Catacombes propres à la méditation, le Janicule et ses oiseaux, la Via Appia qu'envahit l'éclat d'une fanfare populaire. Amateur précis des belles

sonorités, Ernest Ansermet, à la tête de l'Orchestre de la Suisse Romande, dessine en finesse ces deux partitions (1 d. 30 cm, DECCA, SXL 6.141).

GALANTA et MAROSZEK sont deux villages hongrois qui ont inspiré à Zoltan Kodaly deux *Suites* populaires. Dans la première (1933), le compositeur retrouve le souvenir des orchestres tziganes de son enfance et se sert d'authentiques mélodies qu'il a notées ou retrouvées. L'écriture orchestrale laisse intacts les tours et les rythmes de ces airs et leur confère éclat et couleurs. La seconde, écrite d'abord pour le piano (1927), a été orchestrée à la demande de Toscanini. Plus symphonique que la précédente, elle n'en possède pas le jaillissement. Antal Dorati, qui dirige la Philharmonia Hungarica, est tout à fait à son aise dans cette musique de son pays (1 d. 30 cm, PHILIPS, 131.018 MSY — couplées avec la *Suite Hary Janos*).

Histoire

1883. Le Tsar de Russie est assassiné. Pour le couronnement de son fils, Alexandre III, Tchaikovsky reçoit la commande d'une œuvre : c'est la *Cantate* MOSCOU, composée en quelques semaines. Elle est jouée durant le festin, au Palais. Ecrite pour un chœur et deux voix solistes qu'accompagne un imposant orchestre, elle est faite de courtes parties dont les plus intéressantes sont les deux chœurs d'entrée et de conclusion. Le traitement des voix, la beauté de la langue annoncent les grandes masses chorales de *Boris* ou d'*Alexandre Nevski*. Musique de circonstances certes, mais traduisant sincèrement la présence d'un peuple. L'interprétation des chœurs du Bolchoï et de l'Orchestre Symphonique de la Radio de l'URSS, sous la direction de G. Rojdestvenski, correspond magnifiquement à ce dessein (1 d. 30 cm, CHANT DU MONDE, LDX-A-8.379 — couplé avec l'*Ouverture 1812* et la *Marche Slave*).

Si le nom d'ARANJUEZ est aujourd'hui célèbre, ce n'est pas par quelque événement remarquable qui a attiré l'attention sur ce domaine royal de la région madrilène, mais à cause du succès qu'a valu à Joachim Rodrigo le *Concerto pour guitare* qu'il acheva en ce lieu en 1939. Le musicien espagnol voulait moins décrire cette terre qu'évoquer la vie qu'elle connut à la fin du XVIII[e] siècle et au début du XIX[e]. En tout cas, son œuvre a fait le tour du monde et est sans doute l'un des best-seller de ces dernières années. Sa coupe en trois parties est traditionnelle, et chacune d'entre elles est construite à partir d'un thème dont la mélodie, ou l'un de ses motifs, est reprise et variée par l'orchestre et le soliste. L'œuvre est agréable, mais facile. Narciso Yepes et l'Orchestre National d'Espagne sous la direction d'Ataulfo Argenta nous en offrent une interprétation raffinée, qui pousse la partition vers son côté classique (1 d. 30 cm., DECCA, SXL

7.000 — couplé avec la *Fantaisie pour un gentilhomme*). La version, plus récente et techniquement meilleure, d'Angelo Romero accompagné par le San Antonio Symphony Orchestra que dirige Victor Allessandro, souligne son aspect populaire et lui confère davantage un caractère d'improvisation (1 d. 30 cm, PHILIPS, 838.450 LY — couplé avec le *Concerto Andalou* pour quatre guitares du même compositeur).

La Ville

La Ville, c'est le cadre où Bela Bartok situe son ballet *Le mandarin merveilleux,* et les premières mesures de l'œuvre, au lever du rideau, recréent avec un expressionnisme forcené les bruits et les lumières de la ville. Mais c'est elle aussi qui tient le premier rôle puisqu'elle est le lieu de perdition, celui où l'amour joue avec la mort. Dans les bas-fonds, une fille, le personnage central de ce ballet, n'accepte qu'à contre-cœur les propositions d'un vieillard, puis d'un jeune homme, mais se laisse séduire par un incroyable mandarin, venu on ne sait d'où, auquel elle se donne et qui meurt à la fin de la scène. Et la danse qui accompagne cet instant remet l'auditeur dans l'atmosphère sonore du début. L'œuvre est écrite entre 1917 et 1919 : elle se ressent de ce climat de cauchemar qu'apporte la guerre ; mais elle manifeste à sa manière l'inquiétude angoissée qui jamais ne quittera Bartok, ainsi d'ailleurs que l'influence décisive qu'avaient eue sur lui, à ce moment de son évolution musicale, les grands chefs-d'œuvre de Stravinski.

Trois chefs hongrois ont enregistré cette partition géographique. La magnifique interprétation de Georg Solti à la tête de l'Orchestre Symphonique de Londres est marquée tout au long d'un élan qui correspond à la sauvagerie de cette musique et tient du début à la fin l'auditeur en haleine (1 d. 30 cm, DECCA, 7.003 A — couplé avec la *Musique pour cordes, célesta et percussion*). Proposant une lecture beaucoup plus analytique, Antal Dorati et l'Orchestre Symphonique de la BBC jouent admirablement des timbres et savent créer à certains endroits des zones de mystère extraordinaires (1 d. 30 cm, PHILIPS, 130.578 MLY — avec le *Divertimento pour orchestre à cordes*). Janos Ferencjick qui dirige l'Orchestre Philharmonique de Budapest va dans le même sens, mais en moins subtil, faisant ressortir les aspects expressionnistes mais restant un peu trop dans le décoratif. Son disque a cependant l'avantage de nous donner la pantomime dans son intégralité, avec les lamentations chorales qui en accentuent le caractère dramatique (1 d. 30 cm, DEUTSCHE GRAMMOPHON, 138.873, couplé avec la *Cantate Profane*).

François SANSON

C H R O N I Q U E

L'assemblée œcuménique d'Upsal
4 - 19 juillet 1968

II. UNE ASSEMBLEE GENERALE

Encore moins que dans la première partie de cet article, nous ne prétendons ici être exhaustif[1]. Après avoir présenté le travail des six sections et le thème général de la quatrième assemblée du Conseil œcuménique des Eglises, nous avons choisi de nous arrêter sur deux questions qui engagent profondément la vie et l'avenir de ce Conseil : les travaux de « Foi et Constitution », les relations avec le catholicisme.

I. FOI ET CONSTITUTION

La documentation mise à la disposition des membres du comité « Foi et Constitution » était fort ample. Elle comprenait, d'une part, des rapports d'activité ; d'autre part, un choix de textes. Dans la première catégorie figurait un rapport général couvrant la période 1961-1968 et s'arrêtant principalement sur quatre points : l'assemblée de New Delhi, la conférence de Montréal, le travail de la Commission « Foi et Constitution » d'Aarhus (1964) à Bristol (1967), enfin l'extension du mouvement « Foi et Constitution ». Dans un autre volume on trouvait le texte d'une déclaration d'orientation adoptée à Bristol en 1967.

Une seconde catégorie de six documents avaient été spécialement sélectionnés à l'intention des délégués : deux d'entre eux concernaient l'unité (la description adoptée à l'assemblée de New Delhi et son commentaire, un rapport de 1967 sur les unions d'Eglises) ; deux autres étaient consacrés à l'eucharistie (un consensus établi en 1968 à partir de textes précédemment adoptés, une déclaration sur l'intercommunion venant de Bristol, 1967) ; un autre encore concernait les familles confessionnelles mondiales ; le dernier était le rapport du colloque « Eglise et Société » de Zagorsk (1968).

---

1. La première partie de cet article a paru dans *L. et V.* n° 89, p. 136-152. Pour une présentation d'ensemble de l'assemblée du Conseil œcuménique, qu'on nous permette de renvoyer à René BEAUPÈRE et Paul EBERHARD, *Une étape vers l'unité. Uppsala 1968 :* cf. la bibliographie dressée à la fin du présent article.

Après un large échange de vues au cours duquel l'ensemble des questions purent être, sinon traitées, du moins effleurées, le comité se scinda en trois groupes consacrés aux quatre questions principales : la nature de l'unité, l'intercommunion, les négociations d'union et le rôle des familles confessionnelles mondiales. Nous laisserons de côté la troisième — rien de spécialement marquant ne fut dit sur ce sujet — et la quatrième dont nous retrouverons le thème plus loin ici-même. Il nous reste à examiner les deux premières, et d'abord la nature de l'unité.

La nature de l'unité

C'est le point qui commande tous les autres. Le rapport sur le Saint-Esprit et la catholicité, présenté dans la première partie de cet article, s'ouvrait sur une constatation assez désabusée : au moment, disait-il, où nous commençons à cueillir les fruits de l'action du Saint-Esprit, « *le fondement même de notre effort vers cette unité est profondément remis en question. Beaucoup de gens pensent, dans l'Eglise et en dehors d'elle, que la lutte pour l'unité chrétienne, sous sa forme actuelle, ne correspond pas à la crise de notre temps* ».

Face à ce courant qui préconise avant tout la recherche d'une solidarité avec le monde moderne ou qui, selon une autre tendance, prétend s'appuyer sur la diversité d'ecclésiologies du Nouveau Testament pour nier la nécessité de parvenir aujourd'hui à l'unité de l'Eglise, le comité de « Foi et Constitution » prit nettement parti : « La restauration et l'accomplissement de l'unité des Eglises, dit-il, est la tâche la plus urgente à laquelle *Foi et Constitution* doit appeler les Eglises ». On alla même un peu plus avant, sous la poussée de quelques orthodoxes, et l'on inséra une phrase mettant en question une théologie fort répandue dans les milieux protestants du Conseil œcuménique, selon laquelle il ne s'agirait que de *manifester* une unité qui existerait *invisiblement*. « On peut se demander, lit-on dans le rapport, si le problème de l'unité peut être simplement ramené à une manifestation accrue ou s'il y a une rupture intérieure de l'unité qui doit être rétablie ».

Dans cette perspective, peut-on se satisfaire de la description adoptée à New Delhi ? Un débat relativement confus s'instaura à ce sujet, au cours duquel des délégués critiquèrent — ou bien approuvèrent — ce document pour des raisons parfois diamétralement opposées. La profonde modification de la situation interconfessionnelle depuis 1961 plaide évidemment en faveur d'une révision : la quasi totalité des Eglises orthodoxes sont devenues membres du Conseil ; le catholicisme de son côté, depuis Vatican II, s'est engagé résolument sur la voie de l'œcuménisme ; un renouveau d'intérêt se manifeste pour l'histoire de l'Eglise (les Pères et les Conciles) en

même temps que les chrétiens prennent une conscience plus vive de leur commune et actuelle responsabilité à l'égard du tiers monde en voie de développement.

Il fut décidé finalement qu'une reprise du texte serait nécessaire, en tenant compte en particulier du fait que la recherche de l'unité de l'Eglise doit se faire dans le contexte plus vaste de la quête de l'unité de l'humanité et de la création ; mais que cette reprise ne devrait pas signifier une mise en question de l'acquis œcuménique valable que représente la description de New Delhi.

Un consensus sur l'eucharistie

Le document remis aux délégués sous ce titre n'appelait pas une discussion puisqu'il ne s'agit que d'un « montage » — avec quelques lignes rédactionnelles nouvelles — d'extraits de différents protocoles d'accord adoptés par « Foi et Constitution » à Lund (1952), à Montréal (1963) et à Bristol (1967). Ce caractère a fait qu'il a passé un peu inaperçu ; c'est dommage, car il s'agit certainement là d'un des documents les plus prometteurs présentés à Upsal. On peut dire sans crainte de se tromper que si toutes les Eglises membres du Conseil œcuménique (et les autres !) vivaient, au niveau le plus simple de leurs paroisses et de leurs congrégations, ce qui est dit là de la foi et de la liturgie eucharistiques, un pas considérable serait accompli vers l'unité.

Ceci ne signifie pas que ce consensus puisse satisfaire parfaitement un théologien catholique, par exemple, qui souhaiterait sans doute quelques développements complémentaires sur l'aspect selon lequel la messe est le sacrement de l'unique sacrifice de la croix, sur le mode de la présence réelle du Seigneur, et surtout sur le ministère du président de la célébration. Mais, tel qu'il est, c'est déjà un texte riche et équilibré. On aimerait pouvoir le citer *in extenso*. Faute de pouvoir le faire, donnons-en les points les plus saillants[2] :

« *L'eucharistie est le repas sacramentel, le nouveau repas pascal du peuple de Dieu, que le Christ ayant aimé ses disciples jusqu'à la fin, leur a donné avant sa mort, qu'il a partagé avec eux après sa résurrection et qu'il leur a commndé de continuer jusqu'à son retour. Ce repas de pain et de vin est le sacrement, le signe efficace et l'assurance de la présence du Christ lui-même... Le repas eucharistique est le sacrement du corps et du sang du Christ, le sacrement de sa présence réelle* ».

Après cette présentation d'ensemble, le consensus détaille la dimension trinitaire de l'eucharistie : action de grâce au Père, mémorial du Christ, don de l'Esprit :

2. Le texte intégral de ce document est publié, en une version française soigneusement revue, dans le n° 87 (p. 1-10) de *Verbum Caro*.

« L'eucharistie est la grande action de grâce au Père pour tout ce qu'il a accompli dans la création et la rédemption, pour tout ce qu'il accomplit maintenant dans l'Eglise et dans le monde en dépit du péché des hommes, pour tout ce qu'il veut accomplir par la venue de son Royaume ».

« Le Christ a institué l'eucharistie... comme l'anamnèse de toute l'œuvre réconciliatrice de Dieu en lui. Le Christ, avec tout ce qu'il a a accompli pour nous et pour toute la création..., est lui-même présent dans cette anamnèse, qui est aussi avant-goût de sa parousie et de l'accomplissement du Royaume. L'anamnèse dans laquelle le Christ agit à travers la célébration joyeuse de son Eglise implique donc cette représentation et cette anticipation. Il ne s'agit donc pas seulement de rappeler à l'esprit un événement du passé ou même sa signification. Il s'agit de la proclamation effective par l'Eglise du grand œuvre de Dieu. Par sa communion avec le Christ, l'Eglise participe à cette réalité. L'anamnèse comme représentation et anticipation se réalise dans l'action de grâce et l'intercession. L'anamnèse du Christ est le fondement et la source de toute prière chrétienne. Notre prière s'appuie donc sur l'intercession continuelle du Seigneur ressuscité et s'unit à elle... Nous nous offrons nous-mêmes, avec des cœurs contrits, en sacrifice vivant et saint, un sacrifice qui doit s'exprimer dans toute notre vie quotidienne. Ainsi, unis à notre Seigneur et à l'Eglise triomphante et en communion avec l'Eglise universelle sur la terre, nous sommes renouvelés dans l'alliance scellée par le sang du Christ ».

« L'anamnèse conduit à l'épiclèse car le Christ, dans son intercession céleste, demande au Père d'envoyer son Esprit à ses enfants. Pour cette raison, l'Eglise, vivant dans la Nouvelle Alliance, prie avec confiance pour obtenir l'Esprit, afin d'être sanctifiée et renouvelée, conduite dans toute la vérité et fortifiée pour remplir sa mission dans le monde... De plus, c'est l'Esprit qui, dans notre eucharistie, rend le Christ réellement présent et nous le donne dans le pain et le vin, conformément aux paroles de l'institution ».

Le document confesse ensuite quelques orientations divergentes en ce qui concerne l'épiclèse : « *Certains désirent une invocation de l'Esprit sur le peuple de Dieu et sur toute l'action eucharistique, y compris les éléments ; d'autres estiment que la référence à l'Esprit peut se faire d'une autre manière* ». Quoi qu'il en soit, « *nous reconnaissons le caractère épiclétique de l'action totale de l'eucharistie* ». On cherche même à exorciser le débat séculaire entre l'Orient et l'Occident chrétiens : « *La consécration ne peut pas être limitée à un moment particulier de la liturgie. La place de l'épiclèse par rapport aux paroles de l'institution n'est pas non plus d'une importance capitale. Dans les liturgies primitives, toute « l'action de la prière eucharistique » était conçue comme apportant la réalité promise par le*

Christ. Retrouver cette interprétation nous aiderait à surmonter nos divergences concernant le moment précis de la consécration ».

Le mystère eucharistique ayant été ainsi résumé, le document souligne ensuite quelques aspects de son rayonnement ecclésial et missionnaire : l'eucharistie, dit-il, « *est communion au corps du Christ qui est l'Eglise* ». C'est pourquoi elle est « *catholique* » :

« *Le partage du même pain et de la même coupe dans un lieu donné démontre l'unité des communiants avec le Christ tout entier et avec tous les autres communiants en tous temps et en tous lieux. En partageant le même pain, ils rendent manifeste leur unité avec l'Eglise universelle, le mystère de la rédemption se révèle à leurs yeux et le corps tout entier croît en grâce* ».

La dimension missionnaire fait partie de l'eucharistie :

« *La mission n'est pas une simple conséquence de l'eucharistie... Le monde est déjà présent dans l'action de grâce au Père, où l'Eglise parle au nom de la création tout entière ; dans le mémorial du Christ, où l'Eglise, unie à son grand prêtre et intercesseur, prie pour le monde ; dans la prière pour le don du Saint-Esprit, où l'Eglise aspire à la sanctification et à la nouvelle création... L'eucharistie est aussi la fête de la continuelle moisson apostolique, où l'Eglise se réjouit des dons reçus dans le monde et accueille tout homme de bonne volonté* ».

Dans le dernier paragraphe, le document dégage de la « catholicité » de l'eucharistie des impératifs spirituels et liturgiques à l'adresse des Eglises locales. Il met avec justesse l'accent sur le ministère, comme étant au cœur des difficultés inter-ecclésiales aujourd'hui. Et, avec un vrai sens pastoral, il montre que le renouveau de l'eucharistie dans toutes les Eglises constitue le meilleur acheminement vers l'unité de la célébration eucharistique et de la communion, c'est-à-dire vers la solution de l'irritante et douloureuse question de l'intercommunion. Ce renouveau doit trouver son expression dans la catéchèse comme dans la vie liturgique. Rejoignant la section qui, à Upsal, travaillait sur le culte[3], le document n'hésite pas à proposer comme normal, d'une part, que la célébration eucharistique ait lieu chaque dimanche, et, d'autre part, que chaque chrétien communie toutes les fois qu'elle lui est offerte. Et il conclut : « *A mesure que les Eglises, dans leur expérience eucharistique, s'approchent de la plénitude qui est en Christ, le problème de l'intercommunion approche de sa solution* ».

L'intercommunion

Envisagé à partir de son centre qui est bien la compréhension que chaque Eglise a du mystère eucharistique et la profondeur avec

3. Cf. *L. et V.* n° 89, p. 140.

laquelle elle en vit, le drame de l'impossible intercommunion requiert de surcroît un examen direct des conditions nouvelles dans lesquelles il se présente aujourd'hui : ce fut la tâche d'une des trois sous-commissions « Foi et Constitution » d'Upsal. Les délégués notèrent que, bien que l'intercommunion soit un « vieux problème » du mouvement œcuménique, le dossier est partiellement renouvelé par différentes circonstances dont ils dressent la liste : le premier élément est le consensus croissant sur l'interprétation du mystère eucharistique, dont le document résumé plus haut présente un exemple remarquable ; mais il faut tenir compte aussi du fait que les catholiques sont devenus partie prenante dans le débat ; que les progrès accomplis dans la reconnaissance mutuelle du caractère ecclésial des confessions chrétiennes rendent la séparation pour la sainte cène plus intolérable et soulèvent avec acuité la question du rapport entre le baptême (reconnu mutuellement) et l'eucharistie (non reconnue mutuellement) ; enfin que, de fait, que les autorités le veuillent ou non, les actes d'intercommunion ou d'intercélébration se multiplient sous nos yeux et qu'ils sont souvent le fait de chrétiens lucides, instruits des doctrines et des disciplines des Eglises, mais entendant poser des actes « prophétiques » ou d'« objection de conscience ».

Les orateurs — au nombre desquels se trouvèrent plusieurs catholiques, si bien qu'on peut dire qu'en vérité toutes les traditions chrétiennes étaient représentées au cours de cet ample débat — furent nombreux à témoigner de l'importance du problème. Certes, ils se trouvèrent encore en désaccord, plus ou moins grave suivant les cas, en ce qui concerne les mesures à prendre dès aujourd'hui. Mais ce qui nous paraît significatif et encourageant, c'est que nombre d'entre eux ne se contentèrent pas de réaffirmer sans nuances les *non possumus* ou les *possumus* classiques et parfois trop simplistes. Toutefois il ne faut pas se bercer d'illusions rassurantes : un effort pour le renouvellement de la problématique se dessine, mais il faudrait qu'il s'accentue et s'accélère pour répondre vraiment à la question lancinante presque partout posée dans le peuple chrétien. La possibilité ou l'impossibilité de l'intercommunion demeure, certes, un problème de dogmatique dans la mesure où la réponse qu'on lui donne doit trouver sa justification dans des positions doctrinales fondamentales, portant en particulier sur le ministère et sur le mystère même de l'Eglise ; mais, de plus en plus, se manifeste une urgence *pastorale.*

En même temps, en effet, que les tensions s'avivent et se durcissent *à l'intérieur de chaque Eglise,* le compagnonnage œcuménique rend plus vigoureux les liens *entre toutes les Eglises* et tous les chrétiens. Pour cette double et convergente raison, les données du problème sont en partie renouvelées. Elles deviennent moins théori-

ques et engagent plus profondément l'expérience spirituelle de milliers de disciples de Jésus-Christ. Ce fait appelle les autorités des Eglises comme les théologiens à un nouvel examen qui devrait, pensons-nous, être facilité par le fait que, si les difficultés doctrinales demeurent, les divergences se sont toutefois en partie amenuisées entre les confessions ou, du moins, elles peuvent être mieux situées par rapport à une base d'accord qui apparaît de plus en plus large et solide.

A Upsal, des délégués appartenant à diverses Eglises nous sont apparus conscients, et de la gravité de l'enjeu et de la nécessité d'aller de l'avant. D'autres, manifestement, étaient moins sensibles à l'urgence. De toutes façons les heures que les uns et les autres ont passé à s'entretenir, parfois avec passion, et à échanger sur ce thème ne peuvent avoir été inutiles. Elles doivent contribuer à instaurer — au delà d'une recherche théologique dont les efforts patients doivent se poursuivre d'autant plus qu'ils sont déjà partiellement couronnés de succès — une sorte de pastorale d'ensemble du peuple de Dieu dans toutes les Eglises. C'est affaire de dialogue entre tous.

II. RELATIONS AVEC LE CATHOLICISME

Aux dires du regretté président du Comité central, le Dr Fry, la transformation des relations entre le Conseil œcuménique et l'Eglise catholique constitue l'*événement dominant* de la période 1961-1968. C'est incontestable : les relations avec le catholicisme représentent un secteur du Conseil très particulièrement « en expansion ». Mais la progression est si rapide que beaucoup de chrétiens suivent avec un sérieux retard et n'ont que des idées fort vagues, et de l'ampleur de la tâche commune déjà accomplie, et de son accroissement de mois en mois. Cette constatation justifiera, nous l'espérons, le rapide tour d'horizon que nous proposons de faire.

A Upsal même, bien des signes apportaient la preuve de l'intensification de ces rapports : tout d'abord, les catholiques étaient fort nombreux ; si l'on additionne les observateurs, les invités, les orateurs, les délégués de jeunesse, les *stewards* et les journalistes, on constate que l'Eglise catholique était sans doute, de toutes les Eglises, celle qui avait le plus de membres présents ! Par ailleurs, pour la première fois, l'assemblée reçut, non seulement une lettre du Cardinal Béa et des salutations des évêques du Canada, des commissions catholiques d'œcuménisme de Melbourne et de Nouvelle Zélande..., mais aussi et surtout un message de Paul VI.

Toutefois il faut prendre plus de recul pour mesurer l'ampleur du phénomène. Pour ce faire, nous nous inspirerons naturellement de la documentation mise à la disposition des délégués de la quatrième

assemblée, c'est-à-dire essentiellement des deux rapports officiels du Groupe mixte de travail entre l'Eglise catholique et le Conseil, approuvés par les autorités romaines et le Comité central du Conseil en 1966 et 1967, et, à défaut d'un troisième rapport du Groupe mixte qui n'a pas encore vu le jour, d'un exposé présenté sous la responsabilité des membres de ce Groupe appartenant aux Eglises du Conseil. Pour simplifier les références nous suivrons la classification adoptée dans le deuxième rapport du Groupe mixte et reprise, à quelques détails près, dans le texte présenté à Upsal.

La foi et le culte

Le Groupe mixte s'est préoccupé de parvenir à un plus large accord, tant sur la notion de prière pour l'unité que sur les moyens de préparer la Semaine du 18-25 janvier. Un colloque fut organisé dans ce but en octobre 1966. Le résultat pratique est que, au lieu des diverses brochures jusqu'ici éditées, un texte commun est désormais rédigé par le Secrétariat de « Foi et Constitution » en collaboration avec quelques centres catholiques romains.

Une équipe mixte a maintenant achevé une étude sur « catholicité et apostolicité », thème doctrinal situé au cœur même du dialogue œcuménique. Le document, qui n'est pas encore rendu public, est communiqué à un cercle plus large de théologiens pour réflexions et commentaires.

Des contacts ont été pris dans le domaine liturgique. Des représentants de « Foi et Constitution » et du Conseil pontifical pour la réforme de la liturgie se sont réunis pour information mutuelle et échange de vues. D'autres réunions de ce genre auront lieu à l'avenir. Elles devront se saisir, entre autres, du dossier de l'intercommunion.

Unité et missions

Le Groupe mixte a bien posé le problème : « *La division est un obstacle à la proclamation effective de l'Evangile* ». Toutefois « *le témoignage commun présuppose la communion ecclésiale. Il ne peut donc devenir une pleine réalité que si les Eglises sont déjà parvenues à une unité de doctrine et de vie suffisante pour vivre en communion. Une telle communion sera en elle-même le moyen parfait du témoignage commun. Cependant cela ne signifie pas que les Eglises puissent déjà, à bien des égards, porter ensemble témoignage au nom du Christ. Comme un témoignage commun soulève des questions portant sur le contenu central de l'Evangile, il peut arriver que les activités œcuméniques évitent tout ce qui va au-delà de la collaboration pratique. Que l'on résiste à cette tendance : tout le travail œcuménique doit converger vers la glorification du nom du Christ* ».

Malgré cette objurgation, les contacts en ce secteur se développent plus lentement qu'ailleurs. Le Groupe mixte a pris connaissance des rapports de diverses rencontres, notamment d'un colloque qui se tint à Kandy (Ceylan) en 1967 sur le thème du dialogue avec les religions non chrétiennes : il était organisé par le Conseil œcuménique, mais y participèrent également des délégués du Secrétariat catholique pour les non chrétiens.

En 1968 une petite équipe mixte de responsables a étudié à Rome les possibilités de collaboration. Elle a pu avoir des entretiens avec divers groupes intéressés à la tâche missionnaire, en particulier avec des représentants de *Sedos,* organisme de coordination des ordres missionnaires catholiques. Elle a proposé des études théologiques ainsi qu'une collaboration plus intense dans le domaine de la formation des missionnaires, des œuvres médicales, etc.

Laïcat et Unité

L'événement le plus important dans ce domaine a été le Congrès des laïcs à Rome, en octobre 1967, et la part importante que des participants non catholiques ont prise dans sa préparation comme dans son déroulement. La collaboration du Conseil pontifical pour le laïcat avec la division de formation œcuménique du Conseil permet d'envisager la convocation d'une conférence mondiale commune pour 1970 ou 1971.

Entre organisations féminines la coopération s'intensifie aussi. Le témoignage le plus récent et le plus significatif a été le colloque réuni à Taizé en juin 1967 sous les auspices du département pour la coopération du Conseil œcuménique et de la Conférence des organisations internationales catholiques : il rassembla une centaine de participantes dont la plupart étaient responsables nationales d'organisations liées aux Eglises.

Le développement, la justice et la paix

C'est sans doute dans ces secteurs que le progrès de la collaboration entre Eglise catholique et Conseil œcuménique a été le plus spectaculaire et le plus prometteur. En 1965 et 1966 déjà, des colloques avaient réuni des spécialistes appartenant aux deux organismes pour discuter des questions sociales alors débattues par Vatican II et qui devaient l'être aussi par la conférence « Eglise et Société » en juillet 1966. Cette dernière permit de poursuivre les échanges de vues. En janvier 1967, la création par Paul VI de la Commission pontificale « Justice et Paix » ouvrit la voie à une collaboration officielle. En juin de la même année un comité mixte, après avoir fait le tour des possibilités de collaboration, décida de concentrer l'attention sur

trois questions principales : la conception théologique de la justice et de la charité dans l'histoire et la société ; la stratégie du développement dans une perspective mondiale ; la nécessité d'instituer la paix en transformant les relations internationales.

Le premier de ces thèmes a été abordé sous un éclairage particulier, lors du colloque de Zagorsk, convoqué, en mars 1968, par le département « Eglise et Société » et le secrétariat « Foi et Constitution » du Conseil œcuménique, avec la participation d'observateurs catholiques nommés par la commission « Justice et Paix ». Le colloque s'efforça de répondre à la question suivante : « Dans la lutte pour une société plus humaine, quels critères la théologie fournit-elle pour juger la nature humaine ? » Et, pour préparer Upsal, il rédigea des memorandums consacrés à la nature humaine, l'éthique sociale chrétienne, la signification de la révolution, l'importance de la technologie et la responsabilité de l'Eglise dans la vie sociale et internationale.

Entre les deux autres thèmes envisagés en juin 1967, on décida de donner la priorité au développement : ce fut l'origine de la conférence de Beyrouth (avril 1968) organisée conjointement par le Conseil œcuménique et l'Eglise catholique ou, plus précisément, par leur commun agent d'action : la *Commission de recherche sur la société, le développement et la paix.* La déclaration adoptée à l'issue de cette conférence demande à tous les chrétiens « *d'accorder leur appui au développement en tant qu'engagement permanent, d'employer tous les moyens dont ils disposent pour organiser des campagnes en faveur du développement et de faire pression sur les gouvernements, les partis, les dirigeants et les organismes jusqu'à ce que l'humanité tout entière puisse vivre avec espoir et jouir d'un bien-être suffisant au sein d'une seule communauté planétaire* ». Nous avons déjà dit que les travaux de Beyrouth ont été largement utilisés à Upsal, en particulier par la section consacrée au développement économique et social[4].

A l'issue de la quatrième assemblée, des perspectives plus larges encore se présentent pour la commission mixte : son secrétariat continuera d'être assuré, pour une période de trois ans encore, par un religieux catholique, le P. Dunne ; mais ce dernier s'adjoindra dès que possible la collaboration de deux associés venant des Eglises membres du Conseil, ce qui signifie sans doute un protestant et un orthodoxe. Et son programme comprendra un effort d'information par le truchement de centres chrétiens ou non, la mise en place d'équipes chargées d'étudier des questions précises de développement, l'organisation de colloques à l'échelon national ou régional en vue d'encourager les initiatives, enfin un programme de publications. Par ailleurs des études précises concernant la paix et la responsabilité des

4. Cf. *L. et V.* n° 89, p. 144.

chrétiens en ce domaine sont prévues, ainsi que l'examen de questions théologiques qui y sont liées : par exemple, le sens de l'homme, la révolution et la violence, le rôle de l'Eglise dans les transformations sociales, l'action de Dieu dans l'histoire...

Activités de service

Les possibilités de collaboration entre l'Eglise catholique et le Conseil œcuménique dans ce domaine ne se limitent pas aux tâches de longue haleine qui viennent d'être évoquées. Elles existent aussi au plan opérationnel ; assistance immédiate en situations d'urgence, projets de développement, service des réfugiés, travail médical, etc. Des représentants de diverses organisations catholiques (en particulier Caritas internationalis) et du Conseil œcuménique (notamment sa division d'entraide et de service des Eglises et d'assistance aux réfugiés) se sont rencontrés à plusieurs reprises. De la sorte des actions communes ont pu être engagées, en particulier en Inde, en Algérie et au Nigéria. Dans la mesure où il s'agit de problèmes de développement il conviendrait sans doute que, du côté catholique, la Caritas ne soit pas le seul partenaire.

Affaires internationales

L'Eglise catholique et le Conseil œcuménique reconnaissent tous deux la nécessité d'élever la voix là ou la paix est en danger immédiat pour rappeler, à ceux dont elle dépend le plus, la responsabilité qui leur incombe. Etant donné que leurs conceptions diffèrent quelque peu et que les organismes n'ont pas encore été trouvés, qui permettraient une action parallèle ou conjointe au plan mondial, la collaboration dans ce domaine est encore limitée. C'est pourquoi l'on considérera comme un événement qu'en mars 1968, pour la première fois, l'Eglise catholique et le Conseil œcuménique aient pu rendre publique une déclaration commune sur des problèmes politiques : il s'agissait d'un appel relatif au conflit du Nigéria et du Biafra.

Autres travaux

Une étude sur le *prosélytisme* est en chantier, c'est-à-dire sur la manière de comprendre la relation entre l'obligation qui incombe à toutes les Eglises de témoigner de la vérité et la responsabilité œcuménique qu'elles portent les unes envers les autres. On espère terminer cette étude au printemps 1969.

En ce qui concerne les *mariages mixtes*, une rencontre qui eut lieu en mars 1967 à Nemi (Italie), après un échange de vues utile et prometteur, parvint à la conviction que « *si les difficultés qui existent encore aujourd'hui venaient à être surmontées, les conversations entre les Eglises devraient se prolonger aux niveaux national et international* ». De ce point de vue, le Synode épiscopal d'octobre 1967 a

été décevant ; et la recommandation qu'il a présentée pour une décentralisation des dispenses n'a pas encore été mise en pratique. Il faut donc attendre, mais « *la question sera reprise dans la discussion œcuménique aussitôt que les autorités de l'Eglise catholique romaine auront pris des décisions concernant les recommandations du Synode* ».

Enfin si le Groupe mixte de travail n'exerce aucune responsabilité directe dans le domaine de la coopération pour la traduction et la diffusion en commun de l'Ecriture Sainte, il souhaite pouvoir apporter son appui total aux nombreux projets existant à travers le monde.

Problèmes d'organisation et de structure

Un pas de plus dans la collaboration directe a été fait à Upsal puisque l'assemblée a élu, parmi les cent trentre cinq membres de la Commission « Foi et Constitution », neuf représentants de l'Eglise catholique, dont deux ont, immédiatement après, été choisis pour siéger à son Comité de travail qui ne compte qu'une dizaine de personnes. Cette nouvelle étape — que nous n'étions pas seul à appeler de nos vœux depuis bien des années — met en question certaines formes du travail par commissions mixtes : par exemple, des thèmes tels que « catholicité et apostolicité » ne devraient-ils pas être insérés dans le programme général de « Foi et Constitution » ? La réponse proposée à Upsal par les membres représentant le Conseil œcuménique dans le Groupe mixte est claire : « Bien que certains sujets puissent exiger des commissions spéciales, la contribution catholique romaine devra, en règle générale, se faire le plus possible dans les diverses études de la Commission *Foi et Constitution* ».

Mais une question plus vaste encore a été publiquement posée à Upsal : celle de l'intégration de l'Eglise catholique, non plus à une commission qui jouit d'une relative autonomie au sein du Conseil œcuménique, mais à ce Conseil lui-même. Certes, dans son rapport de 1967, le Groupe mixte se refusait à ouvrir actuellement le dossier : « Pour l'instant, estimait-il, l'appartenance de l'Eglise catholique au Conseil œcuménique des Eglises ne permettrait pas un meilleur service de la cause commune de l'unité des chrétiens ». Mais ce n'était pas un avis universellement partagé : du côté catholique comme à Genève, on entendait parfois des opinions différentes venant de personnes autorisées. Par exemple, le secrétaire du département de communication du Conseil œcuménique, le pasteur Albert van den Heuvel déclarait l'hiver dernier : « *Je souhaite que* [*l'assemblée d'Upsal*] *dise clairement que l'existence même du Conseil œcuménique est une invitation à l'Eglise catholique à en faire partie, tout en indiquant que devenir membre d'un Conseil d'Eglises pose un certain nombre de problèmes. Le Groupe mixte a affirmé qu'il n'était pas opportun, aujourd'hui, de discuter de l'appartenance de l'Eglise catholique romaine au Conseil*

œcuménique. Mais dans nos Eglises, nombreux sont ceux qui sentent que cette discussion se fait attendre et que l'entrée de cette Eglise dans le Conseil n'est pas seulement possible mais désirable »[5].

A Upsal, le P. Tucci, jésuite, directeur de la revue romaine *La Civilta Cattolica,* orateur invité par le Conseil œcuménique, proposa un examen sérieux des questions posées par l'entrée éventuelle de l'Eglise catholique ; il laissa à ses auditeurs l'impression que les obstacles ecclésiologiques, psychologiques et pratiques n'étaient, ni les uns ni les autres, infranchissables et qu'en tout cas ils ne pesaient pas suffisamment lourd en comparaison des « effets négatifs qu'à la longue pourra avoir sur l'ensemble du mouvement œcuménique la non appartenance de l'Eglise de Rome au Conseil œcuménique » : c'est-à-dire « surtout le risque d'accroître les chances d'une dangereuse tension entre œcuménisme non catholique et œcuménisme catholique ».

C'est bien d'ailleurs dans cette perspective optimiste devant un avenir qui ne paraissait pas trop lointain que l'assemblée d'Upsal, corrigeant quelque peu sans le dire la position plus statique adoptée un an auparavant par le Groupe mixte, invitait ce dernier « à continuer d'examiner la question de l'entrée de l'Eglise catholique romaine dans le Conseil œcuménique à titre de membre ».

Ce n'est pas le lieu de traiter ici la question dans toute son ampleur — pas plus d'ailleurs que cela n'a été fait à Upsal. Disons brièvement toutefois que nous estimons, quant à nous, qu'il n'y a effectivement de difficultés doctrinales sérieuses, ni du côté de Rome ni du côté de Genève : l'ecclésiologie catholique n'interdit pas un dialogue « sur pied d'égalité » avec les autres communions chrétiennes et, de son côté, le Conseil œcuménique se renierait lui-même s'il ne respectait pas les diverses ecclésiologies de ses membres, y compris donc éventuellement celle qui est propre à l'Eglise de Rome. Quant aux difficultés psychologiques et pastorales, elles sont nombreuses, mais aucune n'apparaît réellement insurmontable[6]. En gardant à l'esprit l'ensemble de ces difficultés telles qu'elles nous apparaissent, nous dirions volontiers que la perspective de l'entrée de l'Eglise catholique rend seulement plus aigu un problème, soulevé par ailleurs : celui de la réforme du Conseil œcuménique.

Mais entendons-nous bien ! Il ne s'agit pas du remodelage de quelques détails ; la question n'est pas simplement d'améliorer, au sein de l'organisme genevois, les relations entre divers services qui

5. SOEPI, 8 février 1968.

6. Nous avons traité plus longuement ces points dans *Une étape vers l'unité...,* p. 161-166 et dans « Réflexions sur quelques thèmes de l'assemblée d'Upsal », dans *Communio,* I (1968), p. 219-245, surtout p. 237 ss.

risquent, comme dans toute entreprise vaste et complexe, de s'ignorer mutuellement, de se doubler ou de se court-circuiter. Elle n'est même pas — bien que ce point soit d'importance — de veiller à ce que la présence orthodoxe soit plus manifeste et plus efficace à tous les niveaux et dans tous les rouages. La refonte doit aller plus loin. Il s'agit en réalité de savoir comment le Conseil se situe par rapport à l'œcuménisme et de traduire la réponse dans le concret. Le Groupe mixte Eglise catholique - Conseil parle de l'« unique mouvement œcuménique ». Mais si cette affirmation répétée éclaire un problème complexe, elle ne suffit pas à le résoudre complètement ; et la question demeure de savoir quelle est l'ampleur exacte de la tâche du Conseil, « instrument privilégié du mouvement œcuménique », comme s'exprime encore le Groupe mixte. Doit-il se limiter à une seule forme de l'activité œcuménique ou, du moins, favoriser en priorité cette forme qui consiste à rassembler, par delà leurs fidélités confessionnelles d'aujourd'hui, les chrétiens et les Eglises *d'un même lieu ?* Ou bien, conscient du fait qu'il y a aussi un œcuménisme confessionnel, doit-il se faire en même temps, *à travers le monde,* le promoteur du rassemblement des luthériens entre eux, des presbytériens et des réformés entre eux... ? Mais ces deux formes d'œcuménisme ne risquent-elles pas d'entrer en concurrence, voire même en conflit ?

C'est ici exactement qu'intervient l'Eglise catholique. Bloc « confessionnel » particulièrement imposant puisqu'il rassemble à lui seul la moitié du christianisme, c'est-à-dire plus de chrétiens qu'il n'y en a actuellement de représentés au sein du Conseil, son éventuelle entrée ne pose pas seulement un problème quantitatif (une représentation adéquate lui donnerait un nombre si important de voix que le dialogue sur pied d'égalité en serait faussé), mais un problème qualitatif : l'œcuménisme interconfessionnel du Conseil ne risque-t-il pas d'être englouti dans le «confessionnalisme» catholique, venant d'une certaine manière renforcer le « confessionnalisme » orthodoxe déjà présent ?

Si nous venons d'user de guillemets, c'est parce que ni l'Eglise orthodoxe ni l'Eglise catholique ne se reconnaissent dans une définition de ce genre : en réalité, beaucoup plus que comme des *confessions,* elles se conçoivent comme des *communions.* Mais nous avons utilisé le premier terme parce qu'il permet de faire mieux saisir que, sur l'échiquier œcuménique, l'Orthodoxie, le Catholicisme et, à un degré moindre, l'Anglicanisme représentent des grandeurs partiellement comparables aux alliances confessionnelles, quoique plus englobantes et, pour tout dire, plus ecclésiales qu'elles.

Un signe de cette relative proximité de l'Eglise catholique avec les alliances confessionnelles ou unités communionnelles c'est que, parmi les étapes possibles, préalables à son éventuelle entrée dans le Conseil œcuménique, figure sa participation officielle à des ren-

contres organisées depuis plusieurs années, en accord avec le Conseil, entre les alliances confessionnelles et les Eglises supra-nationales[7].

Nous revenons par ce biais à la question primitivement posée : le Conseil peut-il et doit-il se faire l'animateur de toutes les formes d'œcuménisme ? Peut-il et doit-il, par exemple, modifier le mode de représentation en son sein, de telle manière qu'à côté de dénominations ou Eglises locales il y ait officiellement place pour des « confessions » comme telles ; et que les conversations entre alliances, qu'il se contente pour l'instant de promouvoir, soient intégrés dans son programme d'action ?

Réfléchir à ces problèmes, comme devra le faire un Comité des structures prévu à Upsal, ce n'est pas faire œuvre de dilettante, mais contribuer à éclairer la route qui conduira peut-être l'Eglise catholique à une participation à part entière aux efforts du Conseil. En d'autres termes : c'est réfléchir aux conditions de l'œcuménisme d'aujourd'hui.

L'avenir

On peut penser que la collaboration plénière de l'Eglise catholique est souhaitable — c'est notre cas — et en même temps en voir les risques. En terminant, nous voudrions en souligner un seul : le danger d'alourdissement de l'institution œcuménique.

Nous venons de nous arrêter sur des problèmes, importants, d'architecture. Mais, plus profondément que par eux, l'avenir est conditionné par une question d'esprit. Nous savons bien aujourd'hui que les institutions sont pesantes. Plus que sur des organismes trop structurés, notre espoir œcuménique ne repose-t-il pas sur de petites équipes interconfessionnelles très souples, déjà à l'œuvre ici et là dans le monde ? Non pas cette « Eglise souterraine » qui, dans plusieurs pays, risque de se couper ou d'être rejetée de l'« institution », mais des

7. *Conseil œcuménique des Eglises. Communication* (n° 45, 1968) : « Lors d'une réunion qui s'est déroulée au Centre œcuménique à Genève [du 20 au 22 novembre 1968], la Conférence des secrétaires des alliances confessionnelles mondiales a examiné le statut actuel des relations œcuméniques et, en particulier, les divers contacts existant avec l'Eglise catholique romaine. Les remarques du P. Jérôme Hamer, membre du Secrétariat du Vatican pour l'Unité des chrétiens, présent à Genève pour la circonstance, laissent espérer que l'Eglise catholique romaine deviendra membre de la Conférence... Au cours d'une discussion sur la participation plus active de l'Eglise de Rome à cette conférence, le P. Hamer a déclaré : « *L'Eglise catholique romaine est une Eglise, une famille, un peuple ; elle peut être considérée comme une alliance confessionnelle mondiale* ».

groupes qui, sans rompre avec leurs bases de départ — ce qui ne signifie pas sans tensions avec elles —, s'aventurent cependant en reconnaissance dans le *no man's land* ecclésiastique du monde, plus loin que ne peuvent le faire, comme telles, les Eglises dont ils font partie.

Dès aujourd'hui l'avenir du Conseil œcuménique, comme celui de toutes les Eglises, de toute l'Eglise, ne se joue-t-il pas sur leur capacité, sinon à susciter de telles équipes, du moins à les accueillir sans les défigurer et à les écouter sans renoncer à les critiquer positivement?

Mais ce dialogue pastoral est affaire, non pas d'abord d'intelligence et de lucidité, ni d'équipement institutionnel, mais de profondeur de vie en Christ et de discernement spirituel. Les plus admirables architectures ecclésiastiques ne peuvent se confier en elles-mêmes : elles ne tiennent que par l'Esprit.

Au dernier jour de l'assemblée d'Upsal, dans le brouhaha de l'ultime séance de travail, véritable galop contre la montre pour l'adoption des rapports, j'échangeais mes impressions avec un ami tragiquement disparu depuis, le P. Pierre Struve, prêtre orthodoxe. Il était pessimiste. Il l'a écrit dans le quotidien *La Croix*[8] — encore avait-il, sur ma suggestion, atténué quelques-unes de ses expressions. Je ne le suivais pas jusqu'au bout. Nous tombions cependant d'accord pour estimer que seule la prière — cette prière vraie qui a manqué à Upsal et qui ne contredit pas la présence au monde mais la sous-tend — pourra « sauver » le Conseil œcuménique et lui donner son deuxième souffle. Si l'entrée de l'Eglise catholique, quelles que soient ses faiblesses et ses misères, peut constituer ce « supplément d'âme » — non pas à cause de sa valeur intrinsèque, mais parce que cette entrée correspondrait à un *aggiornamento* en profondeur, à une sorte de conversion spirituelle du Conseil et l'exigerait en quelque sorte de toutes les Eglises membres et du catholicisme pour commencer —, alors il faut se hâter. Sinon c'est inutile. Il est déjà trop tard. Et le nouvel œcuménisme est d'ores et déjà à chercher ailleurs, hors des structures exsangues et des institutions mortes.

René BEAUPÈRE, o. p.

8. 26 juillet 1968, p. 10.

OUVRAGES EN FRANÇAIS SUR L'ASSEMBLÉE D'UPSAL

1. *Documents préparatoires*

Nouvelle Delhi - Upsal, 1961-1968. Rapport du Comité central à la quatrième assemblée du Conseil œcuménique des Eglises, Genève, Conseil œcuménique, 1968, 220 p., 10,50 f. s.

Rédigé par des membres du Secrétariat général et leurs collaborateurs, ce volume reflète le travail de chacune des unités du Conseil (divisions, départements, commissions, secrétariats) depuis la troisième assemblée. C'est une mine de renseignements.

Avant-projets des documents de sections, Genève, Conseil œcuménique, 1968, 152 p., 4,50 f. s.

Chacune des six sections de l'assemblée d'Upsal a trouvé dans cette brochure une esquisse du thème qu'elle avait à traiter, suivie d'un commentaire. Les sections se sont inspirées à des degrés divers de ce matériel préparatoire. Il n'est pas sans intérêt de procéder à une comparaison minutieuse de ces textes avec les versions définitivement adoptées.

Manuel pour les comités de l'assemblée, Genève, Conseil œcuménique, 1968, 386 p., 8,50 f. s.

Il s'agit d'un recueil pratique rassemblant une documentation fondamentale pour nourrir la discussion et étayer les décisions des nombreux comités chargés à Upsal de « vérifier », d'une part, le travail ayant trait à l'assemblée elle-même (lettres de créance, nominations, directives, cultes, presse, message, etc.), d'autre part, le travail du Conseil œcuménique lui-même en ses différentes unités.

Richard DICKINSON, *La règle et le niveau,* Genève, Conseil œcuménique, 1968, 120 p.

Document publié par le Comité du Conseil œcuménique pour l'assistance spécialisée aux projets d'action sociale (ASPAS). Il porte comme sous-titre : « Les Eglises et le développement socio-économique dans le tiers monde ».

Toutes choses nouvelles, Genève, Conseil œcuménique, 48 p.

Brochure illustrée destinée à préparer le peuple chrétien à l'assemblée. Elle pourra être utile aussi pour comprendre rétrospectivement l'importance d'Upsal. Elle contient trois chapitres : la signification d'une assemblée du Conseil œcuménique ; des études bibliques sur le thème « Voici, je fais toutes choses nouvelles » ; les principales questions à discuter à l'assemblée.

2. *Rapports officiels*

Rapport d'Upsal. Rapport officiel de la quatrième assemblée du Conseil œcuménique des Eglises, Genève, Conseil œcuménique, 1968, 430 p., 12,80 f. s.

Ce volume édité par Norman Goodall contient la version officielle des documents de l'assemblée : rapports des sections, comptes rendus des discussions, délibérations des comités, commentaires de l'éditeur. On y trouve aussi le rapport du président du Comité central ainsi que quelques-uns des discours importants prononcés à Upsal.

A l'écoute d'Upsal. Rapports de sections de la quatrième assemblée du Conseil œcuménique des Eglises, Genève, Conseil œcuménique, 1968, 120 p., 4,80 f. s.

Extrait du précédent.

3. *Etudes*

Annie PERCHENET, *Upsal. Chrétiens ensemble. Journal* (Coll. Remise en cause), Paris, Desclée et Cie, 1968, 208 p., 12 f.

Trois parties dans cet ouvrage : tout d'abord un rapide journal quotidien ; puis des réflexions sur la théologie à Upsal, la place des catholiques, le développement économique et social, le culte, la jeunesse ; enfin, en appendice, le message de Paul VI et quelques extraits de conférences de presse ou de notices informatives.

Antoine WENGER, *Upsal. Le défi du siècle aux Eglises*, Paris, Ed. du Centurion, 1968, 384 p., 16,70 f.

Comme le précédent, cet ouvrage est l'œuvre d'un catholique : le rédacteur en chef du quotidien La Croix. *Paru plusieurs semaines après celui d'A. Perchenet, il est plus élaboré et plus complet : il restitue le cadre, l'atmosphère, le déroulement de l'assemblée, mais il reproduit aussi quelques documents importants : les rapports des sections, les textes concernant l'intercommunion et les rapports avec l'Eglise catholique.*

René BEAUPÈRE et Paul EBERHARD, *Une étape vers l'unité. Upsala 1968*, Tours-Paris, Mame, 1968, 190 p., 14 f.

C'est le « journal à deux voix » (comme le dit le sous-titre) d'un catholique et d'un protestant qui ont refusé de se « démarquer l'un par rapport à l'autre » et qui signent ensemble ces pages dans lesquelles ils essaient de déchiffrer ou de défricher la réalité complexe d'Upsal. Quatorze chapitres sont consacrés aux thèmes qui leur sont apparus les plus importants : cela va de la jeunesse à l'équilibre du Conseil œcuménique en passant par les mass media, l'intercommunion, le développement, le racisme, le Saint-Esprit... Les citations des documents adoptés ou des textes préparatoires ne sont pas juxtaposées au journal mais incorporées à la réflexion.

Le Gérant : M.-R. BEAUPÈRE
Imprimerie Artistique P. Jacques, Aix-les-Bains (Savoie)
Dépôt légal : 4me trimestre 1968

TABLE DES MATIÈRES
DU TOME XVI
(1968)

ENSEMBLES

EDITORIAUX

ARTICLES

CHRONIQUES ET DOCUMENTS

BIBLIOGRAPHIE

DISCOGRAPHIE

Supplément au n° 91 de « *Lumière et Vie* »